la presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMERIQUE

LA MÉTÉO : CIEL VARIABLE, VENTS MODÉRÉS.
MINIMUM : −3°, MAXIMUM : 3°.
DEMAIN : BEAU ET DOUX. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
26 SUCCURSALES POUR MIEUX VOUS SERVIR 354-9210

MONTRÉAL, SAMEDI 24 NOVEMBRE 1984, 101e ANNÉE, Nº 36, 238 PAGES, 16 CAHIERS

1 $

# Le peuple a dicté mon choix, écrit Lévesque

QUÉBEC — Malgré la gravité de la crise qui ébranle son parti, M. René Lévesque est resté sourd hier aux appels pressants de deux de ses députés lui demandant de consentir à un compromis.

**LOUIS FALARDEAU**
**de notre bureau de Québec**

Il ne cède au contraire sur rien dans la lettre (**voir texte intégral en page A 11**) qu'il a fait parvenir à tous les membres du Parti québécois en prévision du congrès du 19 janvier.

Il cherche plutôt à clarifier le sens de sa démarche. «Comme il s'est dit et écrit beaucoup de choses au cours des derniers jours qui ont pu prêter à confusion, il m'apparaît important de remettre tout ça dans son véritable contexte et de rétablir certains faits», écrit-il.

Il explique d'abord que le nouveau texte de l'article 1, qui a été adopté à l'unanimité par l'exécutif, et qui se lit ainsi: «Le Parti québécois a pour objectif fondamental de réaliser la souveraineté du Québec», reste encadré de 11 autres articles définissant cette souveraineté «sans compter une déclaration fondamentale extrêmement complète».

## «Je peux encore former un bon gouvernement»

*pages A 10 et A 11*

voir LÉVESQUE en A 2



C'est entouré d'une véritable horde de journalistes qui l'empêchaient de faire un pas que le premier ministre, M. René Lévesque, accompagné du candidat de son parti, M. André Boulerice, s'est amené hier à un complexe HLM de la rue Sherbroooke pour y faire campagne dans Saint-Jacques.

photo Michel Gravel, LA PRESSE

# La situation est floue, il est trop tôt pour spéculer, dit Mulroney

OTTAWA — Bien au fait de la vie politique au Québec, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, s'est gardé hier de porter un jugement définitif sur l'avenir du Parti québécois et de son chef, M. René Lévesque.

**GILLES PAQUIN**
**de notre bureau d'Ottawa**

«J'ai vu des gens prédire la disparition de René Lévesque souvent dans le passé», a-t-il dit.

«On a fait de même pour M. Robert Bourassa. Pourtant, M. Lévesque et M. Bourassa sont aujourd'hui vivants et en santé au Québec», a dit M. Mulroney hier en conférence de presse.

«La situation est très floue. La seule chose qui soit certaine au sujet de l'évolution politique du Québec, c'est qu'il n'a rien de certain. Si vous ne me croyez pas, demandez-le à M. André Ouellet», a lancé M. Mulroney.

Affirmant ne pas se réjouir de la dissension au sein du gouvernement du Québec, M. Mulroney a ajouté qu'il voyait les choses «avec une certaine sympathie».

«À titre de conservateur du Québec, je sais combien peuvent être pénibles ces débats internes», a-t-il dit. «Je sais que ce n'est pas facile», a-t-il aussitôt ajouté.

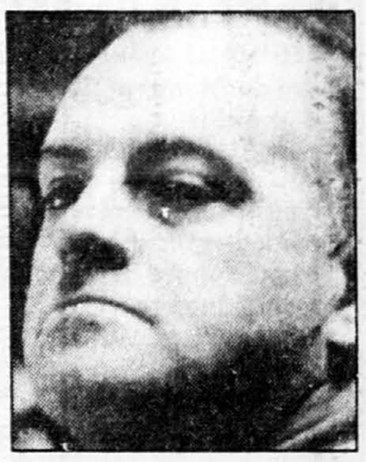
«D'un point de vue personnel, même si j'étais en désaccord avec leur option, il y a un élément de tristesse dans cette équation humaine», a-t-il dit.

voir MULRONEY en A 2

LE PRIX DU PRESTIGE...
ANJOU

**Anjou a connu il y a une décennie une administration corrompue. Son maire, M. Jean Corbeil, met les bouchées doubles pour y donner une image et des principes de gestion. À quel prix? Par quels moyens?**

*page A 7*



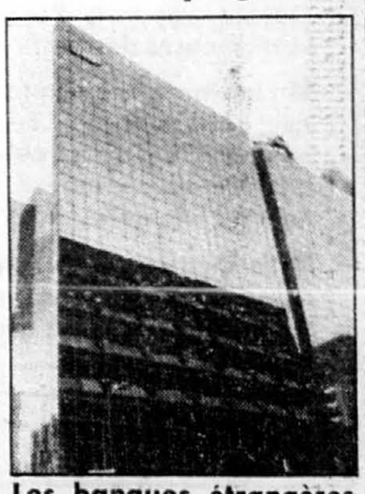
**Hier soir, avant le match opposant les Sabres aux Flyers, il ne manquait plus qu'une victoire à Scotty Bowman pour devenir l'instructeur ayant remporté le plus grand nombre de matches dans la Ligue nationale.**

*page C 1*



**Maintenant âgée de 81 ans, Rose Ouellette, mieux connue sous le nom de La Poune, fêtera bientôt ses 60 ans de carrière sur la scène du Théâtre des Variétés, où elle joue dans *Mon mari est un extra-terrestre*.**

*page E 1*



**Les banques étrangères établies au Canada préfèrent, et de loin, Toronto à Montréal, et parmi les 58 d'entre elles ayant une filiale au pays, 46 ont implanté leur siège social canadien à Toronto, contre seulement six à Montréal.**

*page B 1*

## SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| Annonces classées | B 9, D 18, H 1 à H 12 |
| — Habitat | D 1 à D 18 |
| Arts et Spectacles | E 1 à E 20, F 1 à F 6 |
| — Horaires | E 12 |
| Bandes dessinées | X 15, X 16 |
| Bricolage | D 9 |
| Bridge | X 14 |
| Carrières et profess. | Z 1 à Z 5 |
| Décès, naissances | H 13, H 14 |
| Économie | B 1 à B 10 |
| Êtes-vous observateur? | H 4 |
| FEUILLETON | |
| «Elisabeth d'Autriche» | H 2 |
| «Génies en herbe» | X 15 |
| Horoscope | H 3 |
| Jardinage | D 7 |
| Le monde | G 7 |
| Loteries - résultats | A 14, B 3 |
| Maisons d'enseign.: | A 18, A 19 |
| Mots croisés | H 5, H 12 |
| «Mot mystère» | H 6 |
| Quoi faire | F 4 |
| Restaurants | F 7 à F 10 |
| Sciences | Z 6 |
| Sports | C 1 à C 8 |
| — Chasse et pêche | C 4 |
| Télévision | F 6 |
| Timbres | X 14 |
| Vacances-voyage | X 1 à X 13 |
| Vivre aujourd'hui | G 1 à G 4 |


# LA PRESSE en Éthiopie

## *La région du Hararghe menacée de devenir vite un autre Biafra*

ADDIS-ABEBA — Si la région du Hararghe (prononcer Arargui) n'est pas l'objet d'une attention spéciale de la part de la communauté internationale, il va s'y produire une catastrophe semblable à celle du Biafra.

**JEAN-PAUL SOULIÉ**
**envoyé spécial de LA PRESSE**

Situé au nord du désert de l'Ogaden, et desservi par la ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, le Hararghe compte plus de trois millions d'habitants, dont 900 000 sont directement menacés par la famine. Le Canada a déjà fait beaucoup dans cette région. Ici, on espère une suite à cet effort.

«Les gens qui ne meurent pas encore, la communauté internationale ne s'en occupe pas», constate amèrement M. Nicola Bwakira, représentant régional du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. «Le Wollo, c'est la morgue. Mais en ce moment le Hararghe, c'est l'antichambre de la mort», ajoute-t-il.

M. Bwakira est rentré hier de Djibouti, où il a participé à la dernière d'une série tripartite pour finir de régler le sort des réfugiés éthiopiens dans cette petite république. Son rêve: voir le Canada «adopter» rapidement la région du Hararghe où les miracles réalisés pour la réinstallation des réfugiés vont être annulés par la sécheresse.

«Le Canada a beaucoup participé à l'effort de plus de $8 millions consenti pour réinstaller les réfugiés chassés par la guerre», dit M. Bwakira. «Il faut à la fois sauver des vies et cet important investissement. L'horreur sera là d'ici peu», dit-il.

Spécialiste des problèmes des réfugiés, M. Bwakira est très fier de la réussite du plan de réinstallation des 40 000 à 45 000 Éthiopiens qui, depuis la guerre de l'Ogaden il y a six ans, étaient entassés dans les camps Ali Sabieh et de Dikhil sur le territoire de la minuscule république de Djibouti

30 599 réfugiés ont été rapatriés dans leurs villages respectifs, à Adigala, Hurso, Gota, Bike, etc., le long de la ligne de chemin de fer. Des vivres, des semences, des outils, du bétail leur ont été fournis. Des installations communautaires (approvisionnement en eau potable, écoles, dispensaires médicaux) ont été soit créés, soit agrandis. Le gouverment ethiopien s'était engagé à accorder une amnistie pleine et entière à ces rapatriés volontaires. Le Haut-Commissariat et plusieurs commissions internationales non gouvernementales ont veillé à ce que tout se passe comme prévu.

Les paysans rapatriés avaient choisi le type d'organisation sociale qu'ils préféraient, c'est-à-dire celle d'avant leur départ, et non le modèle collectiviste.

Le programme qui a débuté en août 1983, se terminera en décembre 1984. Mais il est évident qu'à cause de la sécheresse, ces rapatriés sont loin de l'autosuffisance. Ils ont perdu leur récolte, leur bétail. «Ce sont des populations très responsables», note M. Bwakira. Les derniers arrivages

voir HARARGHE en A 2

SONY
Nouveau bas prix
MONITEUR 28"
PROFESSIONNEL TRÈS HAUTE RÉSOLUTION
PROFEEL KX2501A
VIDEOSCOPE
ÉCRAN GÉANT 50"
TECHNIQUE AVANCÉE DONNANT UNE IMAGE D'UNE CLARTÉ INÉGALÉE
KP-5040
Dumoulin
783 Mistral (coin 8250 St-Hubert) 388-4777
SPEC
À DEUX PAS DU MÉTRO JARRY
À DEUX PAS DE MÉTROPOLITAIN

# AUJOURD'HUI...

## ☐ CHRONIQUES

**LYSIANE GAGNON: Il n'y avait qu'une seule façon d'enterrer dignement le projet qui avait été la raison d'être du PQ: c'était la démission de M. Lévesque et puis, hors du champ gouvernemental, la réalisation des nécessaires révisions au sein du parti indépendantiste.**

page A 7

**JACQUES BOUCHARD: Pour les véritables tenants de l'indépendance, la crise actuelle au sein du Parti québécois pourrait être l'occasion de reprendre le flambeau délaissé lors de la dissolution du RIN.**

page A 9

## ☐ PLEINS FEUX

**LOUIS FALARDEAU: La scission entre les deux tendances au sein du Parti québécois est si profonde qu'il ne reste plus qu'à déterminer quel groupe gardera le contrôle du parti et forcera l'autre à fonder son propre parti politique.**

page A 9

**GILBERT LAVOIE: Si, à Ottawa, on se réjouit de la crise au sein du PQ, on estime toutefois que cette crise va compliquer les choses pour le nouveau gouvernement fédéral.**

page A 9

**HUGUETTE ROBERGE: Selon un actuaire, le ministre des Finances, M. Michael Wilson, effectuera des coupures importantes dans les programmes sociaux lors de la présentation de son budget, en mars prochain.**

page A 8

## ☐ ARTS ET SPECTACLES

**RÉGINALD MARTEL: Refait à l'occasion du Salon du livre de Montréal, le débat sur le prix des livres est loin d'être clos.**

page E 1

**LUC PERREAULT: Spécialiste des films d'animation, Pierre Hébert présentera la semaine prochaine un événement-spectacle au cours duquel on enregistrera la trame sonore de son dernier film, « Chants et danses du monde inanimé. »**

page E 1

## ☐ VIVRE AUJOURDHUI

**ANNE RICHER: Plaisir partagé par au moins un demi-million de personnes au Québec, la danse exprime une grande variété d'émotions.**

page G 1

**PIERRE GRAVEL: M. Marcel Boulanger, nouveau directeur de l'Institut de cardiologie, partage une vision humaniste de la médecine.**

page G 1

## ☐ VACANCES-VOYAGE

**FRANÇOIS TRÉPANIER: Même masquée par l'épais brouillard de l'automne, Vienne garde un visage souriant.**

page X 1

## ☐ JARDINAGE

**FLORIAN BERNARD: Le dieffenbachia picta est une plante mouchetée facile à cultiver en appartement.**

page D 7

## ☐ BRICOLAGE

**LOUIS THIVIERGE: Le ponçage et l'assemblage des contreplaqués sont deux étapes à ne pas négliger dans la construction de meubles que l'on veut bien faits.**

page D 9

## ☐ PLUS

**L'héroïne, seule denrée du festin nu, fait l'objet d'un trafic en pleine croissance au Québec, et particulièrement à Montréal.**

pages 2 à 5

# DEMAIN

**dans LA PRESSE**

■ **L'industrie des cartes de Noël se porte très bien au Québec, rapporte Ronald White, malgré les hausses vertigineuses des tarifs postaux.**

■ **Une immense sculpture de bronze et d'acier gît quelque part dans les Laurentides. Mystère et boule de gomme. Elle a coûté plus de $90 000 et avait été commandée pour marquer le centenaire de la Confédération, à l'Expo 67. André Noël s'y est intéressé.**

■ **Le Théâtre sans fil, groupe qui fabrique et anime des marionnettes géantes, perce sur le marché américain. Raymond Bernatchez nous en parle.**

**La Quotidienne** — Tirage d'hier — à trois chiffres **701** — à quatre chiffres **9175**

# LA MÉTÉO

DATE: Samedi 24 novembre 84
AUJOURD'HUI: Min.: −3° Max.: 3°
CIEL VARIABLE

DEMAIN: BEAU ET DOUX

47 6 01

**Québec**

| | Min. | Max. | Aujourd'hui |
|---|---|---|---|
| Abitibi | − 7 | 1 | Neige |
| Outaouais | − 3 | 3 | Ciel variable |
| Laurentides | − 6 | 1 | Ciel variable |
| Cantons de l'Est | − 7 | 1 | Nuageux |
| Mauricie | − 5 | 0 | Nuageux |
| Québec | − 7 | 1 | Nuageux |
| Lac-Saint-Jean | − 5 | 0 | Nuageux |
| Rimouski | − 5 | − 2 | Neige |
| Gaspésie | − 5 | − 2 | Neige |
| Baie-Comeau | − 8 | − 3 | Ciel variable |
| Sept-Îles | − 8 | − 3 | Ciel variable |

**Canada**

| | Min. | Max. | Aujourd'hui |
|---|---|---|---|
| Victoria | 5 | 9 | Averses |
| Edmonton | − 3 | 4 | Nuageux |
| Regina | − 5 | 4 | Ensoleillé |
| Winnipeg | − 5 | 5 | Ensoleillé |
| Toronto | 2 | 8 | Nuageux |
| Fredericton | − 6 | 2 | Nuageux |
| Halifax | − 3 | 3 | Nuageux |
| Charlottetown | − 4 | 3 | Ciel clair |
| Saint-Jean | − 1 | 2 | Neige |

**États-Unis**

| | Min. | Max. | | Min. | Max. |
|---|---|---|---|---|---|
| Boston | − 1 | 7 | N.-Orléans | 6 | 13 |
| Buffalo | − 1 | 2 | Pittsburgh | − 6 | 3 |
| Chicago | 0 | 14 | S. Francisco | 7 | 16 |
| Miami | 14 | 25 | Washington | − 4 | 6 |
| New York | 1 | 11 | Dallas | 2 | 11 |

**les capitales**

| | Min. | Max. | | Min. | Max. |
|---|---|---|---|---|---|
| Amsterdam | 7 | 11 | Madrid | 9 | 15 |
| Athènes | 11 | 20 | Moscou | − 3 | − 1 |
| Acapulco | 32 | 34 | Mexico | 5 | 21 |
| Berlin | 7 | 12 | Osio | 3 | 5 |
| Bruxelles | 4 | 13 | Paris | 12 | 17 |
| Buenos Aires | 20 | 29 | Rome | 5 | 17 |
| Copenhague | 7 | 8 | Séoul | 3 | 12 |
| Genève | 5 | 12 | Stockholm | 1 | 5 |
| Hong Kong | 18 | 23 | Tokyo | 5 | 14 |
| Le Caire | 14 | 23 | Trinidad | 19 | 28 |
| Lisbonne | 14 | 19 | Vienne | 7 | 11 |
| Londres | 8 | 13 | | | |

# Le Père Noël est plus populaire que jamais: son courrier en fait foi

■ « Aimes-tu mieux des biscuits au chocolat ou des « Whippet » avec du lait ? », demande Jacques Berger, de Saint-Jean, dans sa lettre au Père Noël. Tous les moyens sont bons pour attirer le vieux bonhomme...

**PIERRE GINGRAS**

On le croyait démodé, mais voilà qu'il est plus populaire que jamais. L'an dernier, il a reçu un demi-million de lettres provenant d'un peu partout dans le monde.

Hier, à la Maison des Postes, rue Sainte-Catherine, c'était l'effervescence. Le Père Noël était là, avec ses messagers, à développer son volumineux courrier. Il lisait la gentille lettre de Nathalie Marchand, de Montréal, qui, comme des centaines d'autres, demande une poupée Bout-de-chou. « J'aimerais que ce soit un garçon sans cheveux. Père Noël, je vais te dessiner le Bout-de-chou. Bonjour et encore je t'aime ».

Le style de Danika, 9 ans, de Donnacona, est plus direct. « Je voudrais un Câlinours, un Lego, un bain de mousse Barbie. Une réponse S.V.P. ». Martine Lamothe, elle, précise qu'elle a été très sage.

Terrey écrit de Apollo Beach en Floride. Il tenait à annoncer au Père Noël qu'il jouera son premier match de soccer en décembre. Frederica Sapienza, de Centurano, en Italie, raconte l'histoire da sa famille.

Jacques Berger, trois ans, écrit le message suivant: « J'ai été très sage toute l'année ... sauf à quelques occasions. »




photo Pierre McCann, LA PRESSE

**Pendant que ses valeureux collaborateurs épluchent son abondant courrier, le Père Noël, à l'arrière-plan, semble réfléchir à ce qu'il répondra à un jeune correspondant...**

Le Père Noël, qui prend son travail très au sérieux, a même demandé l'aide du Dr Albert Plante, de l'hôpital Sainte-Justine, pour l'aider à répondre aux lettres d'enfants qui se sentent tristes, seuls, malades ou abandonnés. Il y a aussi quelques adultes qui voient en lui un confident.

Fidèle depuis 11 ans, le Père Noël polyglotte répondra à toutes vos lettres, dans toutes les langues, à la condition, bien sûr, d'indiquer votre adresse. Vous pouvez lui écrire à : L'Atelier du Père Noël, Pôle Nord, Canada, H0H 0H0.

À Montréal, les messagers s'attendent à répondre à plus de 150 000 lettres cette année. Tous, des employés des Postes, font ce travail bénévolement durant leurs heures de loisir.

Heureux de recevoir un tel courrier, le Père Noël a décidé cette année de vous attendre à la Maison de la Poste, du lundi au vendredi, de 13h à 16h, du 3 au 21 décembre inclusivement. Un tirage aura lieu à la fin de chaque semaine et toutes sortes de surprises sont déjà préparées pour les tout-petits...

# Lysiane Gagnon est honorée au Salon du livre




photo Armand Trottier, LA PRESSE

**C'est Lysiane Gagnon, journaliste de LA PRESSE, qui a remporté, hier, le prix du public du septième Salon du livre de Montréal. Mme Gagnon a été « élue » par la majorité des 2 850 lecteurs de LA PRESSE qui avaient participé à ce vote, entre le 17 et le 22 novembre. Auteur de *Vivre avec les hommes*, Mme Gagnon a été choisie parmi 10 autres écrivains, dont certains de renom. La lauréate a reçu son prix du président du salon, M. Roch Carrier. « Il n'y a pas de prix qui me fasse plus plaisir », a-t-elle précisé en recevant cet hommage.**

# Le Canada a la cote d'amour

■ WASHINGTON (AFP) — Le Canada est le pays dont les Américains ont l'opinion la plus favorable, suivi de l'Australie, de la Grande-Bretagne, du Japon, de la France et de l'Allemagne fédérale, indique une enquête réalisée par l'Institut Gallup.

Par contre, les pays considérés sous l'angle le plus négatif par les Américains sont l'Iran, qui devance l'URSS, Cuba, le Nicaragua et le Salvador, ajoute le sondage publié par Gallup.

L'Institut note que par rapport à une étude similaire effectuée en 1981, les cotes de l'Australie et du Japon ont progressé de façon notable alors que celle de l'Allemagne fédérale a baissé.

# LÉVESQUE

SUITE DE LA PAGE A 1

Il en conclut donc que ce qui le sépare de ceux qui contestent sa déclaration, est plutôt « une question d'approche reliée à une lecture que nous faisons du Québec d'aujourd'hui et des préoccupations actuelles des Québécois ».

On peut comprendre, dit-il, ceux qui voudraient que la souveraineté soit l'enjeu de la prochaine élection. « S'il en est un qui pourrait être pressé de la réaliser c'est bien moi, mais entre notre volonté d'atteindre notre objectif et son aboutissement, il y a... le peuple du Québec qui, seul, décide. »

Il faut donc, selon lui, que le parti continue de travailler en tenant compte du contexte, dans le respect absolu des autres et sans se laisser entraîner « davantage, et malgré nous, dans la confusion et l'illusion ».

M. Lévesque termine sa lettre en renouvelant sa confiance en l'avenir. « J'ai confiance que le Québec arrivera à assumer la maîtrise de tout son développement mais il faut respecter le cheminement des Québécois eux-mêmes. Il faut garder vivants cet idéal et cette aspiration fondamentale qui consistent à s'appartenir pleinement — ce qui avance si prodigieusement vite pour la plupart d'entre nous — et mènera à la même conclusion collective que tous les peuples dignes de ce nom», écrit-il.

Même s'il réaffirme sa foi souverainiste, M. Lévesque ne se rend manifestement pas aux conditions posées par les députés, MM. Jacques Baril et Denis Vaugeois, pour ne pas démissionner. Loin de consentir à ce que l'enjeu de la prochaine élection soit des « morceaux » de souveraineté, on peut penser que c'est à cette stratégie qu'il fait référence quand il parle de confusion et d'illusion, et propose plutôt le « respect absolu des autres ».

D'autre part, quatre membres de l'exécutif du parti ont publié hier un court texte dans le but, disent-ils, de rectifier les faits quant au déroulement de la réunion de lundi.

Les signataires — M. Gilbert Paquette, Mmes Lyne Marcoux et Constance Mainville — sont mécontents de l'interprétation qu'en a donnée la présidente de l'exécutif, Mme Nadia Assimopoulos, jeudi soir à l'émission *Le Point*.

Ils expliquent que s'il est exact que la nouvelle formulation de l'article 1 du programme proposée par M. Lévesque a été adoptée à l'unanimité, il importe de placer ce geste dans son contexte.

Il avait été précédé, disent-ils, de deux votes « indicatifs » pris à la demande de M. Lévesque. Le premier indiquait que tous étaient d'accord pour que la prochaine élection ne soit pas référendaire et le deuxième de ne plus préciser de stratégie électorale dans le programme du parti.

C'est à la lumière de ce dernier consensus que les quatre signataires ont accepté la nouvelle rédaction de l'article 1 proposée par le chef du parti.

C'est donc parce qu'ils étaient d'accord pour que le parti n'inscrive plus sa stratégie électorale dans son programme qu'ils ont accepté que soit retirée la phrase disant que la prochaine élection porterait principalement sur la souveraineté.

Leur vote, a expliqué la trésorière du parti, Mme Lyne Marcoux, à LA PRESSE, ne signifie donc pas qu'ils acceptaient que la souveraineté ne soit plus l'enjeu de l'élection.

Au contraire, dit-elle, ses collègues et elle souhaitent toujours que l'élection porte sur des « éléments » de souveraineté et s'apprêtent à proposer un mandat en ce sens lors du congrès.

# HARARGHE

SUITE DE LA PAGE A 1

de bétail ont été annulés à leur demande, il n'y avait plus d'eau ni de pâturage pour les nourrir.

Déjà un mouvement de départ s'annonce, des paysans retournent vers les camps où leur entretien coûte très cher sans représenter une solution d'avenir.

Ces rapatriés ne sont pas seuls. 320 000 autres sont revenus, sans aucune planification, en territoire éthiopien. Il faudrait les aider, eux aussi, à échapper à la mort à l'horreur des camps. Ils sont repartis dans les régions de Kebri Dehar, Degeh Dur, Talafo, Jijiga etc.

Un début de coopération semble devoir s'instituer entre la Somalie et le Haut-Commissariat aux réfugiés pour un premier groupe de 500 rapatriés. « Il faut un début à tout », dit M. Bwakira.

Sur le terrain, une organisation canadienne, la World University Service of Canada, tente d'implanter des personnes ressources et d'apporter son aide. Peter Reardon, un vétéran de secours au Bangladesh et au Biafra, est lancé dans la course. Le WUSC existe depuis 40 ans et travaille ici en étroite coopération avec le Haut-Commissariat des Nations unies et le RRC éthiopien. Mais les étapes administratives à franchir sont nombreuses, les papiers innombrables, les tampons aussi nombreux qu'illisibles

Les organismes de secours ont heureusement plus de facilité pour se faufiler dans le dédale démocratique que les journalistes. Les missions officielles affluent toujours dans un mélange peu ordinaire. Aujourd'hui à l'aéroport d'Addis, un cardinal angolais, Caritas Inter, le président de la Croix-Rouge soviétique et le ministre conservateur, Timothée Raison, se sont retrouvés ensemble. Hier, c'étaient des Iraniens.

Demain, un autre groupe de Makella doit être expédié par avion soviétique vers son point de transfert mais il faut faire la queue au Ministery of Information and National Guidance pour avoir un permis... et aussi un guide pour aller assister de loin à l'opération. Le transport n'est pas fourni. Il faut même l'assurer au guide. La Guidance, ça va loin, les départs sont loin d'être assurés.

# MULRONEY

SUITE DE LA PAGE A 1

Selon lui, « c'est un genre de réponse au sentiment exprimé avec force par la population du Québec le 4 septembre dernier ».

« Pour le moment, en ce qui a trait au Parti québécois, je ne peux y voir plus que cela », a dit M. Mulroney. « Ils ont un parti politique vigoureux et démocratique où la base se fait vraiment entendre », a ajouté le premier ministre.

Interrogé sur les possibles répercussions économiques des événements actuels, M. Mulroney a dit qu'il y avait deux façons de voir les choses.

D'une part, les investisseurs préfèrent transiger dans « un climat de stabilité politique ». Mais, d'autre part, « le premier ministre et d'importants éléments de son parti semblent s'éloigner d'une rupture de ban, ce qui peut être utile ».

« Je ne sais pas comment tout cela va se terminer. C'est un changement qui fait partie de l'évolution politique du Québec qui survient assez brusquement, mais je crois que cela se préparait depuis un certain temps », a dit M. Mulroney.

Rejetant comme « purement hypothétiques » les spéculations faisant état de la renaissance d'un parti conservateur provincial, M. Mulroney a dit qu'il n'y avait eu aucune tractation à cet effet.

« Je ne m'attends pas à ce que l'on voie l'effritement ou la disparition du Parti québécois », a estimé le chef conservateur.

Interrogé au sujet de certaines rumeurs faisant état d'une rencontre entre lui et M. Lévesque lors des derniers jours, M. Mulroney les a niées de façon catégorique.

Quant aux négociations constitutionnelles avec le Québec, M. Mulroney a réitéré la position maintes fois exprimée depuis son élection.

La priorité de son gouvernement est de relancer l'économie et de créer des emplois, plus tard, lorsque la question aura été longuement préparée, il touchera à la constitution.

Il a toutefois répété qu'il ne pouvait empêcher M. Lévesque de lui soumettre des propositions en ce domaine et s'est engagé à les étudier « respectueusement », le cas échéant.



M. Raymond Beaulieu, directeur du personnel, et Marcel Lafrenière, directeur de l'usine Domtar de Lebel-sur-Quévillon, ne cachent pas leur inquiétude quant à l'avenir de la compagnie dans ce village de l'Abitibi. photos Robert Nadon, LA PRESSE

# Domtar songe à fermer pour l'hiver son usine de Lebel-sur-Quévillon

LEBEL-SUR-QUÉVILLON — Le climat des relations de travail est à ce point pourri à l'usine de pâte de la compagnie Domtar de Lebel-sur-Quévillon que l'avenir de l'industrie est menacé.

**ANDRÉ PÉPIN**
**envoyé spécial de LA PRESSE**

La Domtar, c'est la seule raison d'être de ce petit village de l'Abitibi où vivent 3 500 personnes. Depuis le 13 juin, les 350 ouvriers sont en grève, forçant au chômage près de mille autres ouvriers oeuvrant dans des industries connexes : une scierie est fermée et les travailleurs de la forêt attendent aussi la réouverture.

Le directeur de l'usine et le directeur du personnel, MM. Marcel Lafrenière et Raymond Beaulieu, dans une entrevue accordée à LA PRESSE hier, ont tous deux affirmé qu'ils devaient maintenant voir à fermer définitivement l'usine pour les mois d'hiver, la longue période de gel risquant de provoquer des bris importants aux machines. La grève pourrait être longue, la plupart des points en litige dans ce conflit n'ayant pas encore été discutés.

### L'avenir de Domtar

Les dirigeants locaux de la compagnie sont visiblement inquiets de l'avenir de l'entreprise. « La Domtar ne peut se permettre de laisser une usine de plus de $200 millions fermée durant des mois, des années. Il est clair que nous sommes ici pour réaliser des profits, mais, depuis des années, il y a un climat d'affrontement tel que notre marge de manoeuvre est à peu près inexistante ».

L'usine de l'Abitibi est l'une des plus modernes de la compagnie, avec une production de qualité de 235 000 tonnes par année. Tous les ans, signale la direction, Domtar investit de $5 à $10 millions pour la modernisation.

Ce n'est pas d'hier que le climat se détériore. Au début des présentes négociations, les deux parties s'affrontaient sur plus de 400 points ( griefs non réglés, nouvelles demandes ) : le face à face a duré quatre mois, de février à juin. « Dès le moment où la compagnie a demandé la conciliation, en juin dernier, les travailleurs sont sortis en grève », souligne le directeur du personnel, M. Beaulieu.

Ce dernier est venu à Lebel-sur-Quévillon, il y a deux ans, pour tenter d'améliorer les relations de travail. « Je me suis vite rendu compte que ce n'était pas facile, mais je suis prêt à persévérer si le climat s'améliore. Il faudra que les syndiqués se rendent compte que certains leaders les mènent à la catastrophe, sinon ce ne sera pas possible de s'entendre », affirme M. Beaulieu.

« Des concierges, des hommes de métier, des ouvriers peuvent gagner chez nous près de $50 000 par année s'ils veulent travailler des heures supplémentaires. Les gens vivent ici dans un milieu intéressant où ils peuvent posséder tout ce dont ils peuvent rêver. Mais nous ne pouvons continuellement nous affronter, nous menacer, ou travailler à faire de Domtar un autre Port-Cartier », déclare le directeur de l'usine.

Une rencontre de conciliation est prévue pour la semaine prochaine, mais il est évident que les dirigeants de la compagnie ne sont pas prêts à accéder à toutes les demandes du syndicat affilié à la FTQ. Celui-ci exige, entre autres, une clause dans la convention pour régir le travail à forfait et il s'oppose à la mobilité du personnel, par crainte que ses membres soient à l'arbitraire patronal. « Nous ne voulons pas que nos gens soient assignés à toutes sortes de tâches, explique M. Lafrenière, mais lorsqu'un mécanicien ne peut toucher à un boulon de tuyau en réparant une machine sans que cela débouche sur un grief, il devient impossible de diriger une usine. »

Les dirigeants de l'entreprise sont conscients de l'importance des prochaines rencontres de conciliation prévues pour la semaine prochaine. Ils savent aussi que le maire de la municipalité, M. Pierre Brisson, est à Montréal depuis hier pour tenter, avec des fonctionnaires du ministère du Travail, de trouver une nouvelle formule, une nouvelle approche qui permettrait aux deux parties de négocier véritablement pour sauver la vie de la compagnie et celle du village de Lebel-sur-Quévillon.

Les villageois craignent qu'un échec lors des prochaines rencontres provoque une flambée de violence au sein de population qui est sans travail depuis le début de l'été. « Nous sommes prêts à négocier de bonne foi, mais qu'on nous apporte quelque chose de concret du côté syndical. Qu'on cesse de tourner en rond avec de nouvelles demandes ou en parlant de violence. On ne peut travailler dans ce climat d'affrontement longtemps, c'est l'avenir de l'entreprise qui en dépend », conclut M. Lafrenière.

LA BOMBE DE LA GARE CENTRALE

# La clef du casier 132, la clef du mystère ?

Alors que des morceaux de tuyau qui ont pu contenir la matière déflagrante de la bombe qui a fait trois morts, le 3 septembre dernier, à la Gare centrale, ont été retrouvés à des dizaines de pieds de l'épicentre de l'explosion, la clef de la case 132, où celle-ci s'est apparemment produite, n'était qu'à quelques pieds seulement au-dessus du cratère.

**LÉOPOLD LIZOTTE**

C'est l'étrange révélation faite hier après-midi à la deuxième séance hebdomadaire de l'enquête préliminaire que subit Thomas Edward Brigham, pour ce triple assassinat, devant le juge Claude Joncas.

Interrogé successivement par le procureur de la Couronne, Me Claude Parent, et par l'avocat du sexagénaire d'origine américaine, Me Pierre Poupart, l'agent Robert Lamarre a en effet soutenu que cette clef, qu'on ne pouvait retirer de la serrure qu'après fermeture du casier, était tout simplement au sommet des cases voisines, à deux rangées de celle où l'impact s'était visiblement produit.

Portait-elle des traces d'empreintes digitales ? Pour le moment, la question n'a tout simplement pas été posée.

Un témoin précédent avait pour sa part identifié, sur photo ou dans des sachets de plastique, deux piles sèches, des pièces de transistor et un mécanisme d'horlogerie trouvés ici ou là, dans les débris. Mais l'expert qui allait le suivre à la barre, le physicien Bernard Pominville, devait détruire tout suspense à ce sujet.

En fait, on a retrouvé dans divers coins de la gare peut-être jusqu'à vingt mécanismes qui auraient pu servir à minuter une bombe. On n'y a porté aucune attention, dans les circonstances. Pas plus qu'aux pièces de transistor. Dans les deux cas, ces objets provenaient apparemment de sacs de voyages éventrés dans lesquels des voyageurs avaient emporté leur réveille-matin de voyage et leur appareil de radio portatif.

Par contre, on a examiné fort soigneusement, semble-t-il, un tuyau retrouvé en morceaux épars aux quatre coins du terminus ferroviaire, et le goulot d'un cruchon de plastique qui aurait pu contenir normalement de l'eau minérale ou de l'orangeade. Sauf que les analyses chimiques ont permis de déceler sur ses parois noircies des traces d'un accélérant positivement identifié comme de la gazoline.

Quant aux morceaux de tuyaux, l'expert Lamarre y a retrouvé, cette fois, des traces de nitro-glycerine. Celle-ci était-elle sous forme liquide ou était-ce de la conventionnelle dynamite ? Le témoin, en raison de l'heure tardive, n'a pas eu l'occasion de le dire hier.

# SQ: les autos serviront encore aux manifs

Quoiqu'il advienne, les policiers de la Sûreté du Québec ont la ferme intention de continuer à utiliser les voitures du service lors des autres manifestations qu'ils prévoient organiser

**ANDRÉ CÉDILOT**

pour protester contre la décision du gouvernement de ne pas respecter les recommandations d'un tribunal d'arbitrage concernant le renouvellement de leur contrat de travail.

« Personne ne pourra nous empêcher de porter nos uniformes et d'utiliser les voitures banalisées du service ; il y va de notre promesse d'assurer quand même la protection des citoyens », a déclaré, hier, Raymond Richard, président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, citant l'exemple des événements qui se sont produits mercredi, alors que des policiers qui se trouvaient à Québec ont été appelés à se rendre d'urgence à Sorel, où le conflit de Marine Industrie a donné lieu à de nouveaux actes de violence.

Les moyens de pression entrepris depuis jeudi par les policiers syndiqués de la SQ sont axés sur la prévention. D'autres mesures de harcèlement sont envisagées à l'endroit des hommes politiques. On parle notamment d'effectuer « des visites répétées » à l'Assemblée nationale ou encore de « suivre de plus près les activités et les déplacements de René Lévesque et de certains ministres ».

Depuis hier, les treize directeurs de l'APPQ à travers la province s'occupent exclusivement des affaires du syndicat. Seuls les cinq membres de l'exécutif sont habituellement libérés à plein temps. Le syndicat prépare aussi une importante campagne de publicité afin d'expliquer son point de vue à la population.

Entre-temps, personne au ministère de la Justice ou à la direction de la SQ ne voulait dire, hier, si des sanctions allaient être prises contre les policiers qui ont participé à la manifestation de mercredi alors qu'ils auraient dû travailler. On se refuse aussi à dire si l'on entend sévir contre ceux qui ont utilisé des voitures du service.

# Les jeunes Lubin et Métivier : la police parle d'enlèvement

La police de la CUM ne sait vraiment plus où donner de la tête dans son enquête concernant la disparition de Wilton Lubin, 12 ans, et Sébastien Métivier, 8 ans, survenue dans l'est de la métropole, le 1er novembre dernier.

**ANDRÉ CÉDILOT**

Cinq jours après avoir annoncé que les deux garçons vendaient du chocolat pour une quelconque organisation itinérante, un porte-parole officiel de la police a déclaré, hier, que cette piste n'était plus valable et qu'elle orientait ses recherches autrement.

D'après le sergent Normand Bélair, les jeunes qui ont été aperçus dans la région des Basses-Laurentides à faire la vente de tablettes de chocolat n'étaient pas Wilton Lubin, ni Sébastien Métivier. L'enquête prend donc une nouvelle tournure. Pour la première fois, les policiers parlent maintenant de « rapt d'enfants de moins de 14 ans ». Cette offense, précisent-ils, est punissable de 10 ans d'emprisonnement, selon le Code pénal.

« Ils doivent certainement être hébergés par un adulte. Des enfants de cet âge, aussi débrouillards qu'ils soient, ont besoin de manger et de dormir. Imaginez, cela fait près de 25 jours qu'ils n'ont pas donné signe de vie... », mentionne simplement le sergent Bélair, pour expliquer qu'on pense maintenant qu'il s'agit d'une affaire d'enlèvement.

Si l'on en croit la direction du service, un seul fait reste certain : Wilton et Sébastien ont été vus la dernière fois dans une boutique de la place Henri-Bourassa, angle Lacordaire et Henri-Bourassa, à Montréal-Nord, samedi le 10 novembre dernier. Ils auraient alors fait l'achat d'un veston en denim. Des témoins auraient même entendu le petit Sébastien interpeller son compagnon de race noire, en mentionnant le nom de Wilton. Ils ont aussi été identifiés à l'aide de photographies.

L'enquête, qui semble prendre plus d'importance, a d'ailleurs été confiée à des membres de la section des enquêtes criminelles du poste 52, rue Hochelaga, où a été enregistrée la disparition des deux enfants. Il s'agit, en l'occurrence, des sergents-détectives Jean-Pierre Beaudin et Réal Houle. L'enquête était auparavant du ressort des membres de Police-Jeunesse.

# Fraude immobilière : des victimes se font connaître à la police

Plusieurs personnes inquiètes ont communiqué avec les enquêteurs de la police de la CUM, hier, après avoir appris par le biais des médias l'existence d'un réseau de 15 à 20 fraudeurs impliqués dans des transactions immobilières dont la valeur atteindrait quelque $10 millions.

Les sergents-détectives André Ménard et John Kayes, responsables de l'enquête, ont affirmé avoir reçu une bonne quinzaine d'appels depuis que l'existence du réseau a été révélée aux médias, jeudi matin.

Au moins trois des personnes qui ont téléphoné pour raconter leur histoire pourraient, croit-on, avoir été trompées par les mêmes individus qui font déjà l'objet d'une enquête. Bon nombre d'appels provenaient également de banquiers, de professionnels ou de spécialistes de l'immeuble, soucieux de leur réputation, qui voulaient savoir si un membre de leur personnel était mêlé à cette importante affaire de fraude.

Devant l'ampleur de la tâche, la direction de la section des activités frauduleuses de la police de la CUM a réclamé du renfort pour dépouiller les 100 boîtes de documents saisis mercredi lors d'une douzaine de perquisitions effectuées à Montréal et à Laval. Les nouveaux cas devront également être étudiés et, s'il y a lieu, on les ajoutera à la liste déjà longue des victimes de cette manigance.

Les policiers, on le sait, soupçonnent un avocat, un ex-avocat, trois notaires, un évaluateur professionnel et des sociétés de gestion d'avoir participé à environ 150 transactions frauduleuses de duplex et triplex situés au Plateau Mont-Royal, à Ville-Émard, à Saint-Henri et à Verdun.

L'affaire a été déclenchée au début d'octobre à la suite d'une plainte provenant de la direction d'une banque. L'établissement n'arrivait pas à se faire payer certaines mensualités hypothécaires. La personne dont le nom apparaissait sur les titres de propriété jurait qu'elle n'était pas la véritable propriétaire et qu'elle avait simplement prêté son nom contre $1 000. Au moins deux autres institutions prêteuses, affirme-t-on, ont été attirées dans le même guet-apens.

# La grève n'a finalement pas eu lieu à la CTCUM

La grève prévue pour jeudi soir, minuit, n'a pas eu lieu. Une entente de principe est en effet intervenue vers les 4 heures, hier matin, entre la Commission des transports de la Communauté urbaine de Montréal et le syndicat de ses 200 caissiers, évitant le déclenchement de la grève.

Les syndiqués seront appelés à se prononcer sur cette entente dans le courant de la semaine prochaine, vraisemblablement jeudi ou vendredi selon un porte-parole syndical. Il semble que l'exécutif syndical en recommandera l'acceptation aux membres.

Ceux-ci toucheront une hausse salariale de 3,6 p. cent pour 1984 et des hausses équivalant à celle du coût de la vie pour les deux années subséquentes.

C'est toutefois sur la question des horaires de travail et, plus spécifiquement, sur les horaires de week-end qu'achoppaient les pourparlers. Sur ces questions, les parties ont pu en venir à des compromis acceptables de part et d'autre.

Après le Syndicat des employés de bureaux de la CTCUM et la Fraternité des chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro, le Syndicat des caissiers est le troisième à conclure une entente avec la CTCUM depuis les deux derniers mois.

*Faites vite!*
*Ce sont les derniers jours pour contribuer au Réa en 1984*

Vous savez sans doute que grâce au régime d'épargne-actions vous pouvez réduire sensiblement votre impôt provincial en achetant des actions d'entreprises québécoises admissibles.

Mais si vous voulez profiter des avantages du régime d'épargne-actions pour diminuer votre impôt de 1984, vous devez vous hâter, car la *date limite* approche à grands pas. Ne risquez pas d'être déçu, passez dès aujourd'hui à une succursale de la Fiducie du Québec.

Pour connaître en détail les caractéristiques et les modalités du régime sur le plan fiscal, procurez-vous le *Guide du régime d'épargne-actions* offert gratuitement dans toutes les succursales de la Fiducie du Québec.

Renseignez-vous davantage en communiquant avec un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.

**Chicoutimi** (418) 549-5746
1-800-463-9657
Place du Royaume

**Laval** (514) 668-5223
1-800-361-3803
1600, boul. Saint-Martin est

**Longueuil** (514) 679-2810
1-800-361-5058
370, chemin Chambly

**Montréal** (514) 286-3225
1-800-361-6840, poste 3225
Complexe Desjardins

**Québec** (418) 653-6811
1-800-463-4792
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy

**Sherbrooke** (819) 566-5667
1-800-567-6920
1640, rue King ouest

**Fiducie du Québec**

*Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.*

desjardins

SELON LE MINISTRE JAKE EPP

# Les soins de santé sont intouchables

OTTAWA (PC) — Les soins de santé sont intouchables et ne seront pas modifiés, a indiqué vendredi le ministre fédéral de la Santé Jake Epp.

Selon les responsables de la Coalition canadienne de la santé, les déclarations du gouvernement en faveur du maintien de l'universalité des programmes sociaux sont cependant difficiles à croire à première vue.

La critique néo-démocrate en matière de santé, Mme Margaret Mitchell, a interrogé le ministre Epp aux Communes, afin de savoir si le gouvernement conservateur prévoit retirer les paiements de transfert aux provinces qui participent au financement des soins de santé.

Un des directeurs de la Coalition de la santé de l'Ontario, le Dr Michael Rachlis, avait déclaré plus tôt que l'attitude des conservateurs face à leurs autres engagements permet de se demand si « ce qui a été promis aujourd'hui ne pourra pas être enlevé demain ».

Le président national de la coalition, M. Guy Adam, a indiqué que les déclarations de certains ministres du gouvernement ont souvent été contradictoires quant au maintien de l'universalité.



Le ministre fédéral de la Santé, Jake Epp.

# La Commission consultative sur le travail ne sera pas affectée par la crise gouvernementale

QUÉBEC — La crise politique interne qui secoue présentement le gouvernement Lévesque n'aura pas de répercussions sur la poursuite des travaux de la Commission consultative sur le travail qui terminait hier ses audiences publiques dans la Vieille capitale.

**LISA BINSSE**

« Nous, on a un mandat qui, en principe, se termine le 30 juin prochain et un budget de fonctionnement (de $1,5 millions), déclarait hier le président de la commission, le juge René Beaudry. Même si des élections générales étaient déclenchées, on a l'intention de continuer notre travail ».

Il faut se rappeler que la commission a été créée en mars dernier par le ministre du Travail, Raynald Fréchette, pour entreprendre une révision en profondeur du Code du travail et autres lois régissant les relations de travail dans le secteur privé. Outre M. Beaudry, la commission comprend aussi quatre commissaires: MM Jean-Jacques Gagnon, Jean Gérin-Lajoie, Viateur Larouche et Mme Jeannine McNeil.

M. Beaudry, même s'il reconnaît qu'il ne sait pas à quel ministre il remettra son rapport final, prévu en juin 1985, entend bien poursuivre son mandat intégralement. Devant l'ampleur du travail à accomplir, il est possible que le rapport ne soit remis au gouvernement qu'en septembre prochain.

Les commissaires et le juge Beaudry constatent, à l'issue d'une semaine d'audiences à caractère régionales et nationales à Québec et la tenue d'audiences dans six autres villes en province, que les points de divergence entre les positions patronales et syndicales sont nombreux et importants. Ils admettent que les consensus recherchés dans le domaine des relations de travail seront difficiles à atteindre.

« Ce n'est vraiement qu'en fin de course qu'on verra si les positions entre les partenaires sociaux sont à ce point éloignées qu'elles s'avèrent irréconciliables », de confier M. Gérin-Lajoie, ancient directeur québécois du syndicat des Métallos (FTQ). « J'avoue que l'importance des divergences me rend très modeste quant à nos chances de succès ».

Il y a tout de même, a noté M. Beaudry, un point sur lequel toutes les positions convergent: les lois du travail sont trop nombreuses et trop compliquées. Elles doivent être consolidées et simplifiées. « C'est un premier consensus et il est de taille ».

La commission tiendra cette semaine des audiences à Hull. Au début de décembre, elle entamera ses audiences de trois semaines à Montréal. La première semaine sera limitée à des interventions régionales et les deux dernières seront consacrées aux mémoires à caractère national. En tout, la commission doit entendre quelque 90 mémoires à Montréal.

Au terme de ces audiences publiques, qui ont débuté à Jonquière au début d'octobre dernier, la commission aura reçu environ 300 mémoires provenant du monde patronal et syndical, des femmes, des jeunes, des non-syndiqués, des handicapés et des immigrants.


CLUB VOYAGES

LES P'TITS COÛTS soleil Wardair

La Barbade au soleil de janvier

Les **p'tits coûts soleil** Wardair pour la Barbade vous offrent deux départs par semaine pendant l'hiver. Vous voyagerez en gros porteur de **"Classe Wardair"** et profiterez durant tout le trajet de notre fameux service de bord. Nous pouvons nous occuper de vos transferts pour la Grenade, Ste-Lucie ou Trinidad pour seulement 99$ par personne.

**Barbade à partir de 419$**

par personne, aller-retour de Mirabel, départ les mardi et vendredi, séjour de 7 ou 14 jours

**du 25 déc. 1984 au 31 janv. 1985**

**Barbade 7 nuits à partir de 479$**

par personne, base d'occupation double.

**Valide du 1er au 29 janv. 1985**

Ce forfait comprend un vol aller-retour en **«Classe Wardair»**, 7 nuits à l'hôtel Caribbee **(Sunset Crest), le transfert de l'aéroport et la manutention des bagages à l'hôtel.**

Nous vous proposons plusieurs hôtels remarquables pour de vraies vacances... reposantes... à des prix intéressants.

Wardair. Vive la différence.

**AGENCES DE MONTRÉAL ET RÉGION**

AHUNTSIC
CLUB VOYAGES ALTITUDE 2095, rue Salaberry (514) 332-1970
CLUB VOYAGES LAJEUNESSE 9257, rue Lajeunesse (514) 381-5365
CENTRE-VILLE
CLUB VOYAGES BERRI 1700, rue Berri, bur. 48 (514) 288-8688
CLUB VOYAGES CRESCENT 1429, rue Crescent (514) 849-7521
CLUB VOYAGES FLEUR DE LYS 576 est, rue Ste-Catherine, suite 101 (514) 288-7107
CLUB VOYAGES UNIVERSITÉ 666 ouest, rue Sherbrooke, bur. 203 (514) 844-2831
CÔTE-DES-NEIGES
CLUB VOYAGES CÔTE-DES-NEIGES 5450, Côte-des-Neiges, bur. 320 (514) 341-4420
HOCHELAGA-MAISONNEUVE
CLUB VOYAGES YVON DUPUIS 2544 est, rue Ontario (514) 523-2143
OUTREMONT
CLUB VOYAGES OUTREMONT 1118 ouest, rue Laurier (514) 274-4464
PLATEAU MT-ROYAL
CLUB VOYAGES DU PLATEAU 981 est, rue Duluth (514) 521-3320
POINTE-AUX-TREMBLES
CLUB VOYAGES P.A.T. Carrefour de la Pointe, 12675 est, Sherbrooke (514) 642-3440
ROSEMONT
CLUB VOYAGES ROSEMONT 2374 est, rue Beaubien (514) 376-5910
SAINT-LÉONARD
CLUB VOYAGES AUREVOIR 4676 rue Viterbe, (Viau et Métropolitain) (514) 722-1128
VILLE ST-LAURENT
CLUB VOYAGES DUVERNAY 2021 boul. Laurentien, Saint-Laurent (514) 331-1136
BROSSARD/ST-LAMBERT
CLUB JEUNESSE RIVE-SUD 214, rue Victoria, Greenfield Park (514) 465-1105
JOLIETTE
CLUB VOYAGES ALBATROS 37 Sud, Place Bourget (514) 759-5551
LAVAL
CLUB VOYAGES LAVAL 1717 ouest, boul. St-Martin, Laval, bur. 234 (514) 687-5900
LONGUEUIL
CLUB VOYAGES MISTRAL 99, Pl. Chs. Lemoyne, bur. 126, Longueuil (514) 670-4066
CLUB VOYAGES MISTRAL Centre Désormeaux 2877, Ch. Chambly (514) 670-6320
MARIEVILLE
CLUB VOYAGES SYLVIE SOLEIL 1027, rue Chambly, Marieville (514) 460-4471
PLESSISVILLE
CLUB VOYAGES MÉRISOL Gal. de l'Érable, 1971 Bilodeau (819) 362-3235
REPENTIGNY
CLUB VOYAGES LE GARDEUR Place Repentigny, 155 est, Notre-Dame (514) 585-0477
STE-ANNE-DE-BELLEVUE
CLUB VOYAGES JACQUELINE 26, rue Ste-Anne (514) 457-2060
ST-BRUNO
CLUB VOYAGES BRUNOTOURS 1523, rue Montarville, St-Bruno (514) 461-0110
ST-EUSTACHE
CLUB VOYAGES FLEUR DE LYS 140, rue St-Eustache (514) 472-7112
ST-HYACINTHE
CLUB VOYAGES BOISLARD 2095, rue Girouard (514) 774-6436
ST-JEAN SUR RICHELIEU
CLUB VOYAGES EDEN 531, boul. Séminaire (514) 348-9291
ST-JÉRÔME
CLUB VOYAGES JARO 22, rue Legault, St-Jérôme (514) 436-3520
SHAWINIGAN
CLUB VOYAGES DUROCHER, Galeries Royales 1702, 41e rue (819) 535-6943

**26 AUTRES AGENCES À LA GRANDEUR DU QUÉBEC**

on a l'tour des voyages

**232 000 CLIENTS 55 AGENCES**

DÉTENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC / PRINCIPALES CARTES DE CRÉDIT ACCEPTÉES

CLUB VOYAGES




photo Michel Gravel, LA PRESSE

# Un gîte pour les artistes

**Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, assisté de quelques vedettes bien connues, a procédé, hier, à la première pelletée de terre de la maison « Chez-nous les Artistes, Inc. », destinée à procurer un gîte aux artistes en fin de carrière. Cette maison de repos pourra accueillir près de 75 artistes (35 ont déjà réservé leur place). Trois paliers de gouvernement participent au projet. La SCHL a fourni pour sa part $3,2 millions, dont le remboursement sera facilité par des subventions annuelles de $217 000 sur une période de 35 ans.**

PROCÈS LEMAY-CHARRON-LEANNENS

# On complotait des assassinats dans la chapelle de Parthenais

Les concepteurs du Centre de détention de la rue Parthenais, en incluant l'aménagement d'une chapelle dans les plans de l'immeuble carcéral, n'ont sans doute pas prévu que cette pièce destinée à la réflexion, à la prière et même aux ...confessions, pourrait être utilisée par des détenus comme lieu privilégié pour comploter des ...assassinats.

**LÉOPOLD LIZOTTE**

C'est pourtant ce qui se serait produit il y a quelques années, si l'on se fie aux affirmations faites hier, au procès Lemay-Charron-Leannens, par Paul Pomerleau.

Témoignant devant le jury que préside le juge Jean-Guy Boilard, l'ancien spécialiste des extorsions super-payantes de gérants de banques ou autres gardiens des deniers populaires, a en effet soutenu qu'à un certain moment, c'est à cet endroit qu'il rencontrait souvent les accusés Charron , Lavoie et Lemay.

Mais il croit bon de préciser rapidement que ce n'était pas dans le but d'y prier. Car même si, selon ses dires, ils avaient beaucoup d'occasions de communiquer dans la salle d'attente du parloir des avocats, dont ils auraient même eu le « contrôle », c'est dans la chapelle qu'ils aimaient se réunir, sur des prie-Dieu contigus, pour se communiquer les détails de certaines « commandes ». C'est ainsi qu'Alain Charron lui avait demandé de trouver un certain Jimmy Audette, comme « officiant » pour faire disparaitre les problèmes qui existaient avec Pierre Quintal et pour l'assassinat duquel les prévenus subissent justement leur procès.

Contre-interrogé par Me Pierre Poupart, le témoin convient que l'expression « règlement de problème » correspond assez exactement à une ...liquidation traditionnelle.

Mais Jimmy aurait été retenu à l'extérieur du pays, à ce moment-là, sans qu'on précise si c'était par tâche professionnelle ou pour fins de vacances annuelles. On aurait donc dû se rabattre sur un autre exécutant, et selon un délateur précédent, Donald Lavoie, c'est justement en sortant de la chapelle qu'on aurait eu soudainement l'inspiration nécessaire pour en dénicher rapidement un autre.

Au cours de la matinée, Me Poupart avait réinterrogé longuement le témoin sur les circonstances qui avaient entouré le faux-bond qu'il a exécuté à l'endroit du milieu, et sur la façon dont son existence est assurée, depuis.

Il a répété une autre fois qu'il était censé bénéficier d'une bourse de $9 000, à lui être versée par le ministère de l'Éducation, mais il affirmé n'avoir reçu qu'une première tranche de $1 500 de cet « octroi » destiné à épauler les secours qui lui sont régulièrement versés par le ministère de la Justice. Mais on n'a pas su dans quelle discipline il entendait décrocher une licence ou même une maitrise.

Quant à ses crimes passés, non seulement il les admet librement, mais il convient même qu'à certains moments, il s'est évidemment parjuré pour sauver sa peau.

Il admet que totalement criminalisé, le serment, pour lui, n'avait aucune importance que ce soit.

**NDLR : Nos lecteurs sont priés de noter que pour des raisons hors de notre contrôle (et aussi du sien) la chronique de Pierre Foglia n'est pas publiée aujourd'hui. De retour mardi.**


WEEKEND évasion

CP Hôtels



ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50% SUR LE TARIF COURANT

Si vous avez vraiment envie de rompre avec la routine, de sortir de l'ordinaire, de vous évader, vous êtes un parfait candidat au "Week-end évasion CP Hôtels."

En famille, en amoureux ou en solitaire, c'est l'occasion ou jamais de changer d'air et de voir du nouveau à des tarifs qui ne risquent pas de vous couper le souffle. C'est tout simple: Du 19 octobre 1984 au 28 avril 1985 (sauf aux périodes indiquées), séjournez à l'un ou l'autre des hôtels CP dont le nom apparaît ci-contre tout en économisant jusqu'à 50% sur les tarifs courants les vendredis et/ou samedis et même les dimanches si le coeur vous en dit.

Ces rabais s'appliquent à toutes les chambres et suites. Les enfants de 14 ans et moins (maximum 2) seront logés gratuitement s'ils partagent la chambre d'un adulte.

On doit réserver au moins 48 heures à l'avance. Consultez votre agent de voyages ou composez sans frais le **1-800-268-9420.**

| VILLE | HÔTEL | RABAIS |
|---|---|---|
| VICTORIA | THE EMPRESS (sauf du 23 déc. au 1er janv.) | 35% |
| EDMONTON | CHATEAU LACOMBE | 50% |
| CALGARY | THE PALLISER | 50% |
| | CHATEAU AIRPORT | 35% |
| TORONTO | ROYAL YORK | 40% |
| WINDSOR | RED OAK INN | 30% |
| MONTRÉAL | LE CHÂTEAU CHAMPLAIN | 50% |
| TROIS RIVIÈRES | LE BARON | 35% |
| QUÉBEC | LE CHÂTEAU FRONTENAC (sauf durant le Carnaval) | 40% |
| HALIFAX | CHATEAU HALIFAX | 40% |

Ces tarifs ne s'appliquent pas aux groupes ou voyages organisés ni aux tarifs déjà réduits.

Des amis...bien placés.

CP Hôtels

CP Air Les Boutiques-Voyages

Accumulez des points applicables aux boni-voyages

CP et Elf sont les marques déposées de Canadien Pacifique Limitée

"PLUS" ON EST DE FOUS, PLUS ON LIT!

**Venez assister, ce soir, à 20 h, à la finale provinciale de la joute oratoire pour auteurs(es). Vous y verrez à l'oeuvre les gagnants et gagnantes de quatre compétitions régionales.**

**Ne manquez pas demain la rencontre qu'anime Lise Payette, à 15 h, sur la scène centrale. Anne Dandurand, Christine L'Heureux et Roger Fournier viendront y parler de l'érotisme dans la littérature québécoise.**

SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

Du 20 au 25 novembre 1984 • Place Bonaventure

EN COLLABORATION AVEC la presse

# Mulroney limite les communications entre les fonctionnaires et les médias aux seuls «faits»

OTTAWA — Le premier ministre Brian Mulroney a imposé, hier, de sévères restrictions aux fonctionnaires dans leurs communications avec le public et les médias d'information.

**MICHEL C. AUGER**
**de la Presse Canadienne**

Lors d'une conférence de presse, M. Mulroney a rendu publiques une série de directives destinées à régir les échanges entre les fonctionnaires et le public, directives qui remplacent celles qui avaient été émises en 1980 et 1981 par le gouvernement Trudeau.

En vertu de ces nouvelles directives, «les fonctionnaires ne devraient discuter que d'informations factuelles» sur les activités de leur ministère et ne pourront donner de séances d'information sous le couvert de l'anonymat sans la permission du ministre.



**Svend Robinson**

Les directives défendent spécifiquement aux fonctionnaires de discuter des recommandations ou des avis qu'ils peuvent avoir donnés aux ministres ou de parler de décisions qui pourraient être prises ou de délibérations en cours.

### Fini l'anonymat

En fait, ces directives signifient que les fonctionnaires ne pourront plus recourir à la pratique des conversations sous le couvert de l'anonymat («off the record») qu'ils pouvaient avoir avec des journalistes ou des députés.

Les discussions avec les fonctionnaires devront désormais être accordées «à titre non confidentiel et pour attribution à la personne interviewée».

De plus, des fonctionnaires spécifiquement désignés seront les seuls porte-parole des divers ministères dans leurs relations avec le public et les médias.

Selon M. Mulroney, ces directives sont tout à fait dans l'esprit du serment d'office que doivent prêter tous les fonctionnaires. «Le serment d'office d'un fonctionnaire est de rendre l'information disponible et d'expliquer la politique du gouvernement, pas de la critiquer ou de la défendre», a-t-il soutenu aux Communes.

Mais selon les députés de l'Opposition, le gouvernement a, effectivement, fermé la porte à toute discussion de ses politiques.

### Intimidation ?

«Ce sont des directives qui ont pour but d'intimider les fonctionnaires. Quand M. Mulroney parle de gouvernement ouvert, il veut en fait dire fermé. Ces directives relèvent d'une forme de paranoïa», a soutenu le libéral Don Johnston.

«À partir de maintenant, un fonctionnaire devra demander la permission de son ministre pour aller déjeuner avec un journaliste ou un député», a ajouté le député de Saint-Henri-Westmount.

M. Johnston a rappelé qu'en vertu des directives émises par le gouvernement libéral, les fonctionnaires pouvaient discuter des programmes dont ils étaient responsables sans en demander la permission au ministre et sans que la discussion soit nécessairement pour attribution à ce fonctionnaire.

Pour le néo-démocrate Svend Robinson, il s'agit d'une «victoire pour le gouvernement caché» et d'une négation des promesses d'un gouvernement ouvert promis par les conservateurs au cours de la campagne électorale.

«Ces directives sont conçues pour s'assurer qu'un message unique provienne du gouvernement, celui qui aura été approuvé par le premier ministre et le vice-premier ministre», a soutenu M. Robinson.

### Opposition muselée

Les directives sont d'autant plus nuisibles qu'elles ne s'appliquent pas seulement aux journalistes et au public mais aussi aux députés de l'opposition pour qui les conversations avec les fonctionnaires sont essentielles pour bien s'acquitter de leur rôle de critiques des initiatives gouvernementales, a soutenu M. Robinson.

D'autre part, M. Mulroney a affirmé être en train de réviser les directives sur la divulgation des avoirs des ministres, et dit s'inspirer des travaux du comité Sharp-Starr (sur les conflits d'intérêts) mis sur pied par le gouvernement libéral.

Enfin, le gouvernement est toujours à la recherche d'une formule qui permettrait aux comités parlementaires d'être saisis des nominations les plus importantes que doit faire le gouvernement, comme celles des sous-ministres ou des juges de la Cour suprême.

M. Mulroney affirme cependant ne pas savoir encore quelles nominations seront soumises aux comités, ni quel sera le mécanisme de consultation des députés.

## POUR FORCER LE PAIEMENT DE PENSIONS ALIMENTAIRES

# Ottawa est prêt à divulguer des données personnelles et pourrait saisir des chèques

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Le ministre fédéral de la Justice a fait connaître son intention, hier, de recommander que certains renseignements contenus dans les dossiers des Canadiens à Ottawa soient communiqués aux autorités provinciales, afin de les aider à retrouver les personnes qui ne versent pas la pension alimentaire fixée par le tribunal dans les causes de divorce.

Bien plus, a ajouté M. John Crosbie en conférence de presse, le ministre étudie la possibilité de saisir les chèques que ces délinquants pourraient recevoir du gouvernement fédéral.

M. Crosbie a refusé de préciser où il pourrait chercher les adresses de ceux qui ne subviennent pas aux besoins de leur ex-femme et de leurs enfants, mais il a paru évident qu'il faisait allusion aux déclarations d'impôt sur le revenu, aux dossiers de l'assurance-chômage et au régime de retraite du Canada.

### Confidentialité

À ceux qui s'inquiètent de la violation du caractère confidentiel des dossiers à Ottawa, M. Crosbie a répondu que les droits des femmes et des enfants à l'assistance financière avaient préséance.

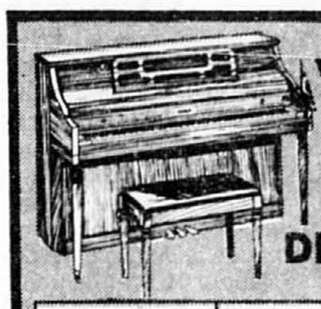
«Les droits doivent être équilibrés, a-t-il déclaré. Il existe un droit à l'intimité, mais il existe aussi un droit de ne pas être un conjoint délinquant».

Cette attitude de M. Crosbie à la conférence fédérale-provinciale des ministres de la Justice a évidemment plu aux provinces, qui doivent défrayer les allocations de bien-être social aux familles ne recevant pas de pension alimentaire.

D'autres modifications, a dit le ministre, seront apportées à la loi relative au divorce. «Je suis opposé au divorce, a-t-il signalé.

Mais je sais que des mariages se brisent et que le divorce est la seule solution à ce qui devient une situation intolérable».


MAIGRIR
Une ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.
C'BON DE MONTRÉAL
276-2573


VENTE AVANT NOËL DE PIANOS

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Hobart Cable R3**<br>de Story & Clark<br>Hauteur 40"<br>Chêne<br>**2295$** | **Bösendorfer**<br>à queue<br>5'9"<br>Luisant noir<br>**23000$** | **KIMBALL**<br>Studio professionnel<br>Edition viennoise<br>Hauteur 52"<br>**6250$** | **KIMBALL**<br>à queue 5'2"<br>provincial français<br>**8000$** |
| **Steigerman SU-2**<br>Noir/noyer luisant<br>Hauteur 42"<br>**2775$** | **Steigerman**<br>à queue 5'9"<br>Noir/noyer luisant<br>**8750$** | **Bösendorfer**<br>Piano à queue 9'6"<br>de concert 97<br>touches luisant noir<br>Démonstrateur<br>**52000$** | **Hohner**<br>fabriqué en Finlande<br>noir/noyer,<br>luisant/mat<br>Hauteur 42"<br>**3200$** |

EGALEMENT ACCORDAGE, RÉPARATIONS, FEUILLES DE MUSIQUE, LAMPES, MÉTRONOMES
PIANOS Bösendorfer
6090, rue Sherbrooke Ouest, Montréal — (514) 482-5304

ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN
INDUSTRIES EMPIRE INC.
SUPERBE VENTE AUX ENCHÈRES EN 4 SÉANCES
Comprenant les propriétés, collections et successions de plusieurs familles, consignateurs, et/ou notre propre compte.

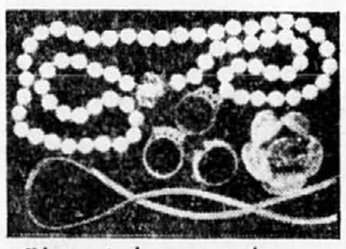

Gordon E. Pfeiffer
Huile sur toile
36" x 48"


Montre de poche 14k «Tobias»


Tapis Isfahan en soie et en laine


Horloge Congrave à bille roulante


Salle à dîner 10 mcx style Chippendale

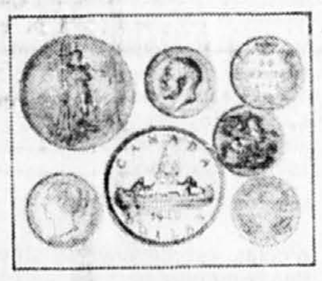

Diamants, bagues, perles, montres, colliers


Ensemble de thé en argent sterling


Instruments Scientifiques et horloges


Collection de boîtes musicales


Grande sélection de meubles


Collection de monnaie rare et de choix


Boîte émaillé et serti de diamants, signée Fabergé


Belle collection de poupées.

**VISITE:** (Désolés, pas d'enfants)
Samedi le 24 Novembre 10h - 17h
Dimanche le 25 Novembre 10h - 17h
Dimanche le 2 Décembre 10h - 13h
* (Visite pour encan du 2 déc. seulement)

**ENCAN:**
Lundi le 26 Novembre 19h.
Mardi le 27 Novembre 19h.
Mercredi le 28 Novembre 19h.
Jeudi le 29 Novembre 19h.
Dimanche le 2 Décembre 13h.

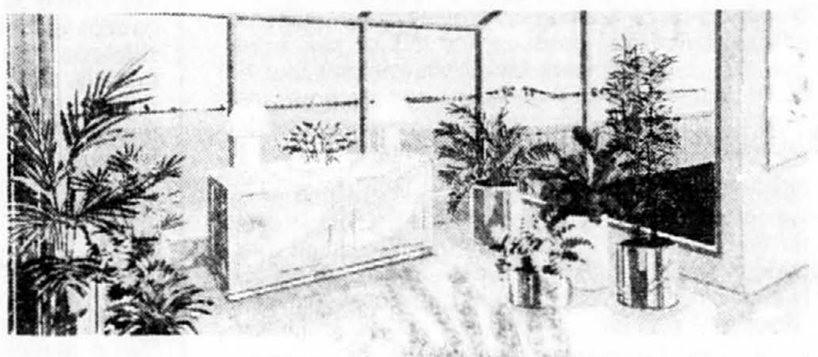
**Encan comprenant:** Art canadien et européen, mobiliers de salle à dîner, bijoux de succession, cisélures en ivoire et en jade, porcelaine orientale et européennes, cristal, plafonniers, lampes, coutellerie en argent massif et plaqué, tapis, horloge grand-père, etc., etc.

**La séance de dimanche comprend une grande collection de pièces de monnaie en or et en argent du Canada et des pays étrangers, les dollars canadiens 1945, 1946, 1947, 1947ML, 1948, ensemble épreuve 1967 avec $20 en or. $100 en or canadien épreuve, dollars en argent et $20 en or des États-Unis, etc., etc.**

**UNE PRIME DE 10% SERA PAYABLE SUR LE PRIX D'ACHAT SUR TOUS LES ARTICLES ACHETÉS DANS NOTRE VENTE AUX ENCHÈRES.** Consignations toujours acceptées. Notre commission est de 15% jusqu'à $500 et 10% au-dessus de $500. Minimum de $25 par lot, vendu ou pas vendu.

INDUSTRIES EMPIRE INC.
SALLE D'ENCAN
5500, RUE PARÉ 737-6586
ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN • ENCAN

Programme de location
PRIVILÈGE



Les Jardins de l'Archipel sont certainement les appartements les plus luxueux en location à Montréal. Naturellement, les Jardins de l'Archipel offrent tous les **privilèges** qu'on retrouve exclusivement dans les complexes résidentiels de cette catégorie (service de sécurité 24 heures sur 24, piscine intérieure, saunas, bain tourbillon, salle d'exercices, racquetball, tennis extérieur, salle de réceptions), sans oublier toutes les commodités de l'Île des Soeurs et sa proximité du travail, à cinq minutes du centre-ville.
Louer aux Jardins de l'Archipel,
un **privilège** accordé à bien peu de gens.

Pour en savoir plus long sur notre **Programme de location «PRIVILÈGE»**, appelez sans tarder au (514) 767-5363.

APPARTMENTS
LES JARDINS DE L'ARCHIPEL
30, Berlioz Rive, Bureau 103
Île des Soeurs, Montréal
(514) 767-5363 — Télex: 05-268729
Visites sur rendez-vous seulement.

**Le bijou de Montréal.**

Académie de l'air
Aéronautique I
Cours théorique intensif



**Aéronautique I**
est une préparation à plusieurs carrières en Aviation : en qualité de *personnel navigant* :
— astronaute,
— pilote de ligne,
— pilote d'État, de corporation,
— pilote militaire, policier,
— pilote d'hélicoptère,
— pilote de transport, de brousse,
— pilote d'agriculture, d'essai,
— pilote de nolisement,
— pilote instructeur, etc.
— navigateur,
— agent de bord, hôtesse de l'air,
et de *personnel de soutien* :
— administrateur,
— répartiteur,
— préposé à l'entretien,
— mécanicien, technicien,
— représentant, agent de sécurité,
— météorologiste,
— contrôleur aérien, etc.

**Simulateur de vol**
de type Cessna 172 R.G. est utilisé par chaque étudiant, afin de démontrer les différentes manoeuvres de vol et le fonctionnement des instruments installés dans les aéronefs modernes.
**Aéronautique I**
vise :
— à apporter les connaissances fondamentales et particulières au monde de l'Aviation.
— à recycler les pilotes privés.
— à conseiller et orienter, en fonction des intérêts et aptitudes individuels.
**Aéronautique I**
— est une étape essentielle pour l'obtention d'un brevet de pilote d'ultra-léger, de planeur ou d'avion.
— prépare aux examens requis par Transports Canada.

**Sujets à l'étude**
— Historique de l'Aviation
— Terminologie aéronautique
— Cellules et systèmes
— Aérodynamique
— Théorie du vol
— Moteurs
— Instruments et avionique
— Communications et radionavigation
— Navigation aérienne
— Exploitation des aéronefs
— Planification des vols
— Règlement de l'Air
— Loi sur l'Aéronautique
— Procédures et contrôle de la circulation aérienne
— Météorologie
— Espace
**Activités connexes** (visites) :
— Tours de contrôle
— Stations météorologiques
— Avionneries, usines, etc.
**Audio-visuel** : accès illimité

**Session** : ID-84-101
**Durée** : 80 heures (en classe) (2 semaines)
**Coût** : 195 $
**Endroit** : Palais du Commerce (Berri-de-Montigny)
**Horaire** : Lundi au vendredi de 8 h à 17 h
**Début** : 3 décembre 1984
**Fin** : 14 décembre 1984
**Limite** : 20 personnes
**Prérequis** : Aucun
**Inscriptions et informations**
Collège Marie-Victorin
Pavillon De LaSalle
Chambre 300
7225, rue Marie-Victorin
Montréal, Québec H1G 2J7
Téléphone : (514) 324-6243
**Responsable** : Claude E. Genet

# ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER D. LANDRY
président et éditeur

MICHEL ROY
éditeur adjoint

CLAUDE GRAVEL directeur de l'information
JEAN-GUY DUBUC éditorialiste en chef

## Chez Marine: une grève désastreuse

Les grévistes de Marine Industrie viennent de faire la preuve: leur grève, après 15 semaines, s'avère frustrante, souffrante et insoutenable. Ils avaient été avertis de tout cela dès le début; ils en font maintenant l'expérience. Les gestes de banditisme qu'ils ont posés cette semaine contre d'innocents agents de sécurité montrent bien qu'ils perdent le contrôle d'un conflit ridicule.

Ils se sont sentis forts: toute la CSN les appuyait. La CEQ également; et même le Regroupement autonome des jeunes. Chacun se lançait à la défense d'intérêts nobles: la création d'emplois et la qualité de vie des travailleurs.

Sur ces principes, tout le monde s'entend; sur leur application, on peut sérieusement se partager. Les moyens utilisés par les grévistes de Sorel sont inefficaces et ne peuvent convaincre que quelques idéologues, deux ou trois idéalistes et personne n'est sincèrement réaliste. Car il faut bien se rendre compte que le combat que la CSN mène à Sorel risque de tuer une industrie et une région.

Il y a 15 semaines, le syndicat se sentait fort: il pouvait même emprunter $1 million pour soutenir les grévistes jusqu'en février prochain. On comprend pourquoi: le combat de la CSN à Sorel intéresse et concerne tout le monde syndical. La CEQ appuie les demandes concernant la semaine de 35 heures; comme la Fraternité des policiers de Sorel, comme les employés de bureaux de partout au Québec, comme tout le monde, c'est évident. La demande paraît raisonnable et s'insère dans un plan où toute l'industrie et la Fonction publique devront un jour s'impliquer. Mais la demande doit aussi être réaliste. Et présentement, à Sorel, elle ne l'est pas.

L'industrie doit être concurrentielle. Or, l'industrie qu'affronte Marine Industrie appartient à un monde où les conditions de travail sont tellement inférieures aux nôtres qu'il est extrêmement difficile, pour le Québec, d'être sérieusement concurrentiel. À Taiwan, les ouvriers ne demandent pas la semaine de 35 heures, pas plus qu'en Corée ou qu'au Japon: ils sont heureux de travailler. Le taux de chômage est infime parce que l'industrie de ces pays est orientée vers la production et la concurrence industrielle. Ils acceptent de retenir leurs ambitions actuelles pour bâtir une société éventuellement profitable.

Les prétextes peuvent être nobles: la création d'emplois représente le motif de grève le plus altruiste que l'on puisse imaginer. Tellement qu'on ne peut y croire.

À Marine, comme on l'avait prévu, la tension grandit. Il y a 15 semaines, les maires des villes voisines appuyaient les grévistes; aujourd'hui, ils crient au secours et demandent l'aide du gouvernement. Et le gouvernement vit présentement trop de conflits pour se laisser distraire par des appels au secours. Alors, le climat social se désagrège: les grévistes deviennent violents, la ville souffre, la solution n'appartient plus aux parties en cause. Des gens sans expérience se sont laissé convaincre de mener un combat ruineux pour les employés, pour l'industrie, pour la région et pour tout le Québec.

Il y a 1 050 employés de la Marine qui sont sans travail depuis 15 semaines. Ils risquent de perdre leur travail à tout jamais pour l'amour de deux heures et demie de moins par semaine, pour des périodes de repas payées, pour quelques journées fériées.

Le Québec a déjà assez perdu de force et de prestige dans des combats de courte vue. Avec un peu plus de vision d'avenir, on pourrait faire tellement plus et tellement mieux.

**Jean-Guy DUBUC**

## Accepter et non imposer l'égalité

Il est bien connu que les femmes gagnent moins que les hommes. Dans le rapport de la Commission royale sur l'égalité en emploi, Mme Rosalie Abella le constate une fois de plus et recommande que les gouvernements canadiens mettent tout en oeuvre pour y remédier. Elle dit notamment que les gouvernements doivent obliger, par la loi, tous les employeurs à respecter l'équité en matière d'emploi à l'endroit des femmes.

C'est un vaste programme, mais est-il sage? Ce que Mme Abella propose est appelé «*positive action*» aux États-Unis et on a pu constater que cela débouche sur une discrimination à rebours. En voulant rétablir l'équité d'un côté, on a tendance à l'ignorer de l'autre: l'entorse au principe que l'on veut servir reste.

Mme Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, chargée de l'étude du rapport Abella, n'est pas tombée dans ce piège et se montre très prudente. Elle a déclaré qu'il fallait faire une distinction entre le principe de l'équité et les moyens proposés par Mme Abella, notamment la création d'un organisme chargé de veiller à l'application de lois obligeant l'égalité de l'emploi.

Mme MacDonald a rappelé qu'il appartient au Conseil des ministres de choisir les moyens qui lui paraissent les plus appropriés pour atteindre l'égalité économique des femmes et elle n'est pas certaine que les Canadiens soient prêts à subir des mesures coercitives. Cependant il ne faut pas croire que Mme MacDonald cherche à contredire le rapport. Ce dernier n'exclut pas d'autres moyens pour arriver à l'égalité économique, mais se borne à constater que les recommandations à caractère volontaire des cinq dernières années n'ont pas porté fruit.

N'en doutons pas: Mme MacDonald se ralliera à la ligne dure s'il n'est pas possible d'avancer de façon volontaire. Ce serait regrettable qu'elle doive changer d'avis et recommander au Conseil des ministres de créer encore un organe de surveillance alors que le gouvernement essaie justement de se débarrasser de ses lourdeurs administratives.

Il faut donc que les employeurs et les associations patronales s'efforcent d'adopter des codes volontaires pour éliminer la discrimination contre les femmes dans l'embauche et dans l'exercice de leur travail. Les syndicats, dont certains sont presque exclusivement masculins, devraient aussi s'atteler à la tâche. Il s'agit souvent de changer des attitudes, tant chez les femmes que chez les hommes, et cela peut prendre du temps. Mais une fois que la résistance initiale est vaincue, les progrès peuvent être très rapides.

Il faut toutefois se garder de poursuivre des objectifs irréalisables. Par exemple, la notion de «salaire égal pour travail de valeur égale» est un non-sens économique; sinon, il y a longtemps que des employeurs astucieux auraient trouvé le moyen d'abaisser le salaire de ceux qui sont trop payés par rapport à d'autres qui font un travail de valeur égale.

Au lieu de courir après des chimères, il faut reconnaître que le salaire moyen des femmes est plus bas surtout parce que certains métiers et professions continuent à leur être fermés à cause de la discrimination et de préjugés. Par ailleurs, il faut savoir utiliser les avances de la technologie pour éliminer le caractère répétitif et abrutissant de beaucoup de travaux traditionnellement féminins.

L'égalité économique des femmes dépasse ainsi un cadre strict à l'intérieur duquel on peut simplement imposer des lois et des règlements. Mme MacDonald a raison d'explorer d'autres avenues pour y parvenir; mais il faut craindre qu'elle n'arrive aux mêmes conclusions que Mme Abella à moins que les milieux intéressés fassent preuve de plus de bonne volonté et d'imagination.

**Frédéric WAGNIÈRE**




(Tous droits réservés)



Marcel Adam

## Lévesque aura-t-il tué l'idée souverainiste ?

La scission du Parti québécois incite des fédéralistes aussi bien que des souverainistes à conclure que cette formation a abandonné son option parce que l'idée d'indépendance est morte.

C'est prendre ses désirs ou ses craintes pour la réalité que de le prétendre. Jusqu'à nouvel ordre M. Lévesque, son caucus et son parti demeurent fidèles à l'option fondamentale du PQ. Écarté temporairement comme enjeu électoral, le projet de souveraineté-association demeure l'aspiration ultime de ce parti et de la clientèle qui lui est restée fidèle.

Ce qui est mort — ou ce qui, plutôt, demeure végétatif — c'est la souveraineté-séparation à laquelle aspire une faible minorité d'indépendantistes radicaux, qui se trouvent à peu près en égale proportion dans le PQ et dans la population. Pour encore longtemps cette thèse extrémiste demeurera ce qu'elle a toujours été: marginale.

René Lévesque le sait. Aussi a-t-il inventé la souveraineté-association, qui est pour lui la manière douce, en tout cas la moins douloureuse possible, d'accéder à la souveraineté.

C'est parce que la majorité des Québécois demeure solidement attachée au Canada, comme le lui avaient appris deux échecs lors de scrutins où son option était l'enjeu, que M. Lévesque a choisi une autre méthode: prendre et conserver coûte que coûte le pouvoir pour mieux faire progresser l'idée.

M. Lévesque ne croit pas que chanter les vertus de l'indépendantisme sur les banquettes de l'opposition est le meilleur moyen de faire avancer un tel projet. Rien à ses yeux ne peut mieux que le pouvoir politique le faire progresser. C'est pourquoi il n'a pas hésité à mettre son projet temporairement sur la tablette pour se faire élire — ce qu'il a réussi deux fois —, qu'il n'a pas démissionné après l'échec du référendum, ni pris le risque d'aller au peuple après le coup de force constitutionnel du gouvernement Trudeau.

On m'objectera que sa stratégie a échoué puisqu'il a perdu son référendum et que la majorité des Québécois ne veut plus entendre parler de son option. C'est vrai. Mais les apparences sont trompeuses.

Depuis que le Parti québécois est au pouvoir, beaucoup de choses ont changé au Québec. Aussi bien dans les institutions que dans les mentalités. Ce gouvernement a posé une multitude de gestes de toutes natures qui sont comme autant de sections plus ou moins importantes d'une route axée vers la souveraineté du Québec. Ce sont des gestes irréversibles qui ont réduit la distance vers ce but et qui pourraient, éventuellement, faire paraître moins périlleux, peut-être même tentant, de franchir un jour la dernière étape.

C'est parce qu'il était au pouvoir et qu'il avait à sa disposition les leviers de l'État que M. Lévesque a pu, en douce mais concrètement, faire faire son bout de chemin à son dessein.

M. Lévesque s'est fait élire en mettant temporairement sous le boisseau son projet indépendantiste, mais sans jamais le renier, au contraire. Et une fois élu, il trouvait d'autant plus normal de reprendre, selon les circonstances, son discours souverainiste que durant la campagne électorale il avait laissé le soin à ses adversaires de rappeler à la population ce à quoi il visait ultimement. Et il ne se gêna pas d'user outrageusement du prétexte de la publicité gouvernementale pour consacrer des dizaines et des dizaines de millions de dollars à une propagande souverainiste subtile, presque subliminale.

Si bien qu'aujourd'hui on peut soutenir que l'idée d'indépendance a fait beaucoup de progrès, non seulement au niveau des lois et des institutions mais aussi dans les mentalités. Cette idée est encore massivement rejetée, mais les Québécois n'y sont plus viscéralement allergiques. Ils n'y croient pas, mais n'en ont plus peur. Même que beaucoup qui la considèrent irréaliste actuellement, la trouvent néanmoins séduisante. Et ils sont légion les Québécois qui, comme M. Lévesque, la perçoivent comme une bonne police d'assurance, au cas où... Ce n'est pas une mince réussite que d'avoir rendue respectable cette idée naguère honnie.

Je comprends M. Lévesque de tenir à sa stratégie.

En tout cas les adversaires de M. Lévesque qui voient clair ne s'y trompent pas. Sa volte-face tactique leur fait crier victoire, mais ils ne seront vraiment tranquilles que lorsque lui et son parti seront disparus du paysage politique.

**LECTURES**

## Le hasard d'une Révolution tranquille

Les événements dramatiques qui se précipitent à Québec depuis quelques jours feront-ils de Robert Bourassa, peut-être malgré lui, le père d'une nouvelle Révolution tranquille?

**PIERRE VENNAT**

La lecture du volumineux ouvrage lancé ces jours-ci par le politicologue Dale Thompson démontre bien que si Jean Lesage est considéré comme le principal architecte de la Révolution tranquille, son mérite fut bien davantage de l'avoir autorisée et d'en avoir été le leader au bon moment que d'y avoir pensé.

Après 16 ans du gouvernement de l'Union nationale, le Québec avait soif de changement. Encore qu'il ne voulait pas de changements trop brusques, ce qui explique que dès 1966, à peine six ans après son accession au pouvoir, Lesage et les libéraux étaient replongés dans l'opposition.

De plus, c'est Georges-Emile Lapalme et non Lesage qui conçut la plate-forme électorale sur laquelle se firent élire les libéraux en 1960. Malheureusement pour lui, il lui manquait le charisme d'un Lesage, pourtant beaucoup plus conservateur. Enfin, comme le démontre l'ouvrage de Thompson, Lesage se méfiait de ses ministres «vedettes», que ce soient Eric Kierans, René Lévesque ou Paul Gérin-Lajoie.

Si on doit au gouvernement Lesage plusieurs réformes comme le ministère de l'Education, la nationalisation de l'électricité ou les négociations de la fonction publique, c'est souvent à contre-coeur que Lesage y consentit. Qui ne se souvient pas du célèbre «La reine ne négocie pas avec ses sujets»?

Quant à la nationalisation de l'électricité, la première réaction du premier ministre d'alors avait été de dire non et qu'elle ne se réaliserait qu'«over my dead body».

Jean Lesage ne rêvait pas de «révolution tranquille». Mais il en aima le terme, lancé par un journaliste anglophone pour signifier que ce qui se passait au Québec était davantage qu'un simple changement de gouvernement: bref, que les choses ne seraient jamais plus ce qu'elles avaient été. D'ailleurs, Lesage ne l'a jamais lui-même employé, en partie parce qu'il ne jugea pas que son gouvernement et lui-même fussent révolutionnaires, en partie parce qu'il ne voulait pas alarmer le public.

La Révolution tranquille que Lesage et les membres de son entourage aspiraient à créer ne visait qu'à créer un cadre et des méthodes convenant à leur optique plus positive des affaires publiques et à la réalisation des réformes qu'ils avaient en vue. Le but dépassait la notion de «bon gouvernement», ou même de «réforme gouvernementale», mais maints artisans de la Révolution tranquille ne regardaient guère plus loin.

Or une fois lancés, ils furent, soutient Dale Thompson, entraînés par les événements et par les forces qu'ils avaient libérées. C'est ainsi que, pour citer Georges-Emile Lapalme, «une évolution nécessaire, mais sans trop d'éclat, est devenue la Révolution tranquille».

Le 22 juin 1960 est désormais reconnu comme un tournant dans l'histoire du Québec, mais comme l'écrit Thompson, «c'est par hasard, comme il arrive en politique, et en raison de ses qualités personnelles, qu'il devait échoir à Jean Lesage de diriger cette révolution tranquille». L'avenir dira si Robert Bourassa pourra réaliser, sur le plan économique par exemple, l'équivalent d'une révolution semblable.

L'ouvrage de Thompson n'est pas, à mon sens, oeuvre d'apologie, comme l'était celui du journaliste Richard Daigneault sur Jean Lesage, paru il y a quelques mois. Thompson ne cache rien de l'alcoolisme de Lesage et de ses problèmes de comportement. Mais plusieurs, sans doute, partageront notre opinion que ses 614 pages auraient gagné à être réduites à 300, ce qui en aurait fait un ouvrage plus accessible.

*Jean Lesage et la Révolution tranquille, Dale C. Thompson, Editions du Trécarré, 614 pages.*

VOIR MAISONS D'ENSEIGNEMENT en pages A 18 et A 19

LE PRIX DU PRESTIGE...

ANJOU

$473 000 PAR ANNÉE EN RELATIONS PUBLIQUES

# Pour redorer l'image d'Anjou, le maire Corbeil met les bouchées doubles

— 1 —

Toutes proportions gardées, Anjou est probablement la ville au Québec qui consacre les plus importants budgets au domaine des relations publiques et de l'information. Pour le seul exercice de 1984, la ville a dépensé $270 000 aux relations publiques et communautaires. Si on ajoute à cette somme les $203 000 dépensés par la corporation municipale d'habitation, *Anjou '80*, c'est une somme globale de $473 000 qui a été consacrée au cours de douze mois à véhiculer l'image de la municipalité, de ses dirigeants et de ses institutions.

La population d'Anjou est de 37 000. Pour établir une comparaison équitable, soulignons que Repentigny possède une population de 38 500 personnes. Son budget de relations publiques pour 1984, incluant les honoraires d'une agence spécialisée, est de $35 000. À Outremont, avec une population de 23 900 citoyens, le budget des relations publiques et communautaires pour 1984 est de $70 000, incluant la publication d'un bulletin mensuel. À LaSalle où la population double celle d'Anjou (77 600), le budget des relations publiques de 1984, incluant un bulletin mensuel, est de $145 000.



**FLORIAN BERNARD**

Toutes les opérations touchant les relations publiques de Ville d'Anjou et de son maire, Jean Corbeil, de même que celles de la corporation municipale d'habitation Anjou '80 sont confiées à une firme de spécialistes, Beauregard, Hutchison, McCoy, Capistran & Associés Inc. Pour le seul exercice de 1983, la facturation de cette firme s'élève à $142 710.30. Pour les 10 premiers mois de 1984, $278 260.19. En moins de deux ans, c'est une somme globale de $420 970.49 que les contribuables d'Anjou auront versée pour véhiculer l'image de leur ville. Cette firme facture Anjou au même tarif horaire que celui qu'elle exige d'autres clients. En outre, les honoraires de Beauregard & Associés sont comparables à ceux d'autres firmes spécialisées dans la publicité et le marketing. C'est la décision politique des dirigeants d'Anjou et le volume des mandats confiés à des consultants extérieurs qui expliquent l'importance du budget alloué à véhiculer l'image de la ville.

La facturation de Beauregard, Hutchison, McCoy, Capistran & Associés, telle qu'elle apparaît dans les livres et dans les états financiers d'Anjou, comprend des honoraires, des préparations de discours, des travaux d'impression de brochures, des conférences de presse et autres activités reliées aux relations publiques, mais elle ne représente toutefois qu'une partie des dépenses réelles consacrées à soigner l'image de la ville. Pour obtenir une vision réelle, il faudrait y ajouter le coût de production du journal des employés, *Entre-Nous*, de même que celui d'une revue mensuelle, *Anjou*, ainsi que des frais divers de congrès, de colloques, de voyages au pays et à l'étranger, etc.

### Double structure

En plus, Anjou a à son service une directrice permanente des communications et des relations publiques, Mme Madeleine Tremblay-Théberge, dont le salaire annuel est de $40 000. Elle s'occupe, selon l'expression du maire Jean Corbeil, des « relations publiques internes ».

Aux dépenses occasionnées par cette double structure de relations publiques, il faut ajouter divers projets engendrés par la corporation municipale *Anjou '80*. Par exemple, le printemps dernier, alors qu'on laissait entendre qu'Anjou pourrait recevoir le trophée Habitas du Salon de l'habitation, la corporation a acheté 3 000 billets d'entrée au salon. Cette dépense n'apparaît pas aux livres de la ville puisqu'elle a été faite par la corporation *Anjou '80*.



photo LA PRESSE

**Le maire d'Anjou, M. Jean Corbeil.**

Les opérations de marketing d'Anjou et de sa corporation entraînent également des frais élevés d'imprimerie. Le frère du maire, M. Pierre Corbeil, sous trois raisons sociales — Litho-Corbin, Pierre Sébastien Inc et, depuis quelques mois, Imprimerie Belgrave — a été largement favorisé par des contrats d'impression, notamment ceux de la revue mensuelle *Anjou*. Certains contrats ont été octroyés directement par la ville tandis que d'autres, moins élevés, ont été accordés par l'entremise de la firme Beauregard. En 1979 l'imprimerie de Pierre Corbeil a obtenu $41 525.59 de contrats. En 1981, $63 638.51. En 1982, $27 549.07. De 1977 à 1982, le total est de $160 689.28.

Le maire Jean Corbeil reconnaît que des contrats ont été passés à son frère. Il note, cependant, que dans tous les cas où le contrat dépassait $5 000, des soumissions publiques ont été demandées. Il ajoute qu'aucune loi ne prive son frère de solliciter des contrats de la ville, pourvu que les procédures prévues dans la loi des cités et villes soient respectées. « À ceux qui diront que c'est du patronage, dit-il, qu'ils regardent ce qui se passe au gouvernement provincial et fédéral ».

Pour 1984 seulement, le budget de la publicité et des relations publiques d'Anjou est de $325 000, dont environ $50 000 pour la revue *Anjou*.

La simple rédaction d'un discours par la firme Beauregard entraîne des honoraires qui font réfléchir. En mai 1982, par exemple, le directeur du service des Incendies d'Anjou, M. Guy Chayer était invité à prendre la parole devant l'Association des directeurs d'incendie du Québec. Le maire Jean Corbeil a confié à la firme Beauregard non seulement le soin de rédiger le discours, mais également celui de « piloter » et de « perfectionner » le fonctionnaire. La facture s'est élevée à $2 442.50.

On retrouve la firme Beauregard dans toutes les opérations de marketing d'Anjou de même que dans des dossiers extra-municipaux. Ainsi, il y a deux ans, au moment de l'annexion de Pointe-aux-Trembles par Montréal, le maire Corbeil a chargé la firme Beauregard d'organiser une conférence de presse pour combattre ce projet d'annexion. Coût de la facture aux Angevins : $4 245.20.

### Autres frais

Aux honoraires directs de relations publiques, il faut ajouter tous les frais de représentation, de colloques, de voyages, etc. À eux seuls, les deux directeurs généraux de la ville — il n'y a pas de directeur général en titre depuis la démission du gérant Claude Donaldson — MM. Robert Roy et Claude Denault, qu'on retrouve également au sein de la corporation municipale *Anjou '80*, entraînent de nombreux déboursés en plus de leurs salaires, sous forme de frais de représentation, de voiture, de congrès, etc. M. Roy roule dans une Ford Ltd fournie par la ville, tandis que M. Denault roule dans une Audi, également propriété de la ville. Toutes leurs dépenses de voiture, y compris l'essence, sont payées par les contribuables, même pour leur usage personnel. Durant le dernier congé de Pâques, M. Roy a facturé $390 d'essence pour visiter sa famille à Simcoe, en Ontario.

Le maire Corbeil ne voit rien de répréhensible dans cette politique. Il fait valoir que la ville fonctionne comme certaines compagnies au plan de la fourniture de voitures — tous frais inclus — à ses directeurs de service. Cela ne contrevenant pas, selon lui, aux dispositions de l'article 9 de la loi sur la corruption et la fraude dans les affaires municipales. « Nous pourrions, dit-il, accorder un salaire annuel plus élevé à des directeurs de service et restreindre leurs frais de représentation. Nous préférons leur accorder un salaire un peu plus modeste et leur fournir certaines facilités, comme une voiture. C'est une question de stratégie administrative et non pas de favoritisme ».

Les livres d'Anjou fourmillent de factures d'hôtels et de restaurants; quelques exemples : 8 novembre 1981, $5 077.88 à la Sapinière de Val David; 6 juin 1981, $9 054.21 à l'hôtel Cheribourg du Mont-Orford; 29 avril 1981, $2 172.31 au Hilton International de Dorval; 30 juin 1981, $2 555.20 à la Villa Caducci; 13 janvier 1981, $2 647.05 aux Trois-Tilleuls; septembre 1984, $2 799.45 pour un voyage du maire en Floride. etc. Le maire Corbeil blâme ceux qui font des gorges chaudes. « Le coût de ces colloques de formation pour nos chefs de service est largement compensé par leur motivation au travail et leur efficacité, dit-il, ajoutant qu'une ville qui possède un budget annuel de $60 millions peut bien consacrer quelques milliers par année en réceptions et en restauration ».

### L'hôtel de ville

En décembre 1981, à grand renfort de publicité, le conseil décidait de changer l'appellation de la Place de l'Hôtel de Ville en celui de Place Communale d'Anjou. Ce changement de nom allait coûter $2 500. Mais sitôt fait, le comité de toponymie présidée par Mme Lucille Rinfret signalait que le nouveau nom n'avait aucun sens. Selon le comité, le mot « communale » possède un sens péjoratif. Il ne signifie aucunement « communautaire », mais s'incrit dans la tradition des soulèvements populaires et désigne une forme d'organisation d'un rassemblement prolétaire.

Cette Place Communale a coûté cher aux contribuables; plus de $1 million pour rénover l'hôtel de ville en 1981 et une autre dépense de $442 000 en 1982 pour divers travaux d'aménagement, dont une boîte aux lettres de $2 500 et une horloge extérieure de $2 000. Ce prix de $1,5 million pour embellir l'hôtel de ville et son environnement immédiat a-t-il été trop élevé? Le maire Corbeil ne le croit pas.

Les montants que consacre chaque année Anjou à véhiculer son image sont-ils exagérés? À cette question, il donne la réponse suivante : « N'oublions pas qu'avec le scandale Crépeault et l'enquête de 1969, l'image de la ville avait été ternie. Les investisseurs fuyaient. Les gens ne venaient plus s'installer chez-nous. Il nous fallait refaire notre image. C'est pourquoi, au plan de la publicité, nous avons été forcés de mettre les bouchées en double, sinon en triple dans certains cas ».

**DEMAIN :**
**Le Dr Hogue, éminence grise**



photo Michel Gravel, LA PRESSE

**Le nom de la Place de l'Hôtel de Ville, quand on a voulu le changer en celui de Place Communale d'Anjou, a provoqué une controverse.**



Lysiane Gagnon

# Notes sur le PQ

Nul n'ignorait que le PQ risquait l'éclatement advenant l'échec du projet indépendantiste qui seul lui servait de ciment. Mais nul n'aurait prévu que le fractionnement se produirait alors que le parti est au pouvoir.

Ainsi donc, des gens élus — et rétribués par les fonds publics — pour gouverner et pour administrer des ministères, sont depuis des semaines absorbés par leurs règlements de comptes partisans, à commencer bien sûr par le premier ministre, qui a ouvert le bal par son coup de force contre son propre parti. Que voilà un « bon gouvernement! » M. Lévesque peut bien faire ce qu'il veut de son malheureux parti et des militants sincères qui lui ont servi de marche-pied, mais a-t-il le droit de faire subir de pareilles secousses à toute la collectivité et d'ébranler les bases de son propre gouvernement?

• • •

Ce n'est pas tant le fond de la position des *lévesquistes* qui étonne que la façon dont s'effectue cette volte-face. Il suffit de vivre au Québec pour savoir que l'idéal indépendantiste appartient davantage au passé qu'à l'avenir, parce qu'il n'intéresse plus ni les jeunes ni les créateurs. Même durant la campagne référendaire, on sentait déjà une sorte d'usure au sein du camp souverainiste. Par une ironie de l'histoire, en effet, il semble que le projet indépendantiste a perdu sa vigueur et sa force d'attraction avec l'accession du PQ au pouvoir — peut-être parce que cette victoire, de même que des législations comme la loi 101, ont suffi à combler l'essentiel des aspirations nationalistes.

Comment se fait-il que ce n'est qu'aujourd'hui que MM. Lévesque, Johnson et compagnie s'en aperçoivent? Étaient-ils donc si coupés de la réalité? Pourquoi n'ont-ils pas commencé leur autocritique il y a quatre ans, au lieu d'éperonner leurs membres dans une « fuite en avant » qui a mené le PQ à se montrer de plus en plus radical à mesure que l'électorat s'éloignait de l'idéologie nationaliste?

En juin dernier, M. Lévesque et tous ses disciples juraient leurs grands dieux que les prochaines élections se feraient sur le thème de l'indépendance. Aujourd'hui, ils montrent la porte à ceux qui restent fidèles à ce projet pourtant clairement approuvé il y a cinq mois par les plus hautes autorités du parti.

Sain réalisme politique? Opportunisme normal? Même pas. La volte-face est trop spectaculaire, trop maladroite, et l'opportunisme, trop visible pour être efficace. De cet exercice visant à se débarrasser d'une option impopulaire dans l'électorat, le gouvernement Lévesque ne retirera qu'une perte de crédibilité.

La stratégie du premier ministre est brutale et parfaitement cynique. Trop cynique pour ne pas soulever quelque dégoût dans une population pourtant déjà désabusée de la politique.

M. Lévesque, qui gouverne de plus en plus par sondages, sait que sa cote de popularité est plus élevée que celle de son parti. Il sait aussi que le candidat péquiste est en avance dans Saint-Jacques. En frappant son grand coup, il compte faire d'une pierre trois coups : primo, se débarrasser d'une option électoralement encombrante; secundo, éliminer les soi-disant « radicaux » qui ont commis le crime de diverger respectueusement d'opinion avec lui de temps à autre, en espérant qu'ils fonderont un parti marginal extrémiste qui fera passer le PQ pour un parti de centre; tertio, prouver à ses militants, si le PQ gagne lundi dans St-Jacques après avoir perdu 23 partielles, que sa stratégie est gagnante. (Rien ne dit toutefois que cette victoire, si elle a lieu, ne tiendra pas à des facteurs locaux, comme la division des libéraux du comté et le travail acharné du candidat péquiste, qui a bien plus d'expérience en politique que son adversaire.)

• • •

Il y avait une façon, une seule, d'enterrer dignement le projet qui avait été la raison d'être du PQ : c'était que M. Lévesque démissionne, et qu'à l'occasion d'un renouvellement du leadership, *et à l'extérieur du champ gouvernemental*, le parti s'attaque aux révisions nécessaires. Le porte-parole de la tendance majoritaire l'aurait emporté, la volte-face aurait été plus intelligente et moins violente, et l'opportunisme électoral, moins flagrant.

M. Lévesque a préféré la démarche autoritaire, au risque de miner à jamais sa propre crédibilité. Compte-t-il s'accrocher au pouvoir? Ou se fait-il l'exécuteur des basses oeuvres pour paver la voie à Pierre-Marc Johnson? La seconde hypothèse est la plus charitable mais la moins vraisemblable, car les leaders autoritaires, comme MM. Lévesque et Trudeau, se préoccupent rarement d'assurer leur succession.

Son entourage songerait, dit-on, à proposer une réforme électorale axée, notamment, sur l'élection du premier ministre au suffrage universel. Curieux système incompatible avec le parlementarisme britannique en vigueur ici, mais une élection présidentielle serait bien dans la ligne de cette mentalité qui fait des humeurs du chef — du ***cheuf*** comme dirait Duplessis — le fondement de la démocratie.

• • •

Comment se fait-il qu'on qualifie de « dissidents » les ministres, députés et militants qui sont fidèles à la raison d'être et au programme officiel du parti tel qu'il a été réaffirmé pas plus tard qu'en juin dernier, sous l'impulsion du premier ministre et du conseil des ministres? Ce sont eux qui sont dans la ligne de l'orthodoxie mais ce sont eux qu'on abreuve d'insultes : « purs et durs », « sectaires », « radicaux », « zélotes », et allez donc!

M. Lévesque force brutalement ses ministres à choisir entre leurs convictions et leurs responsabilités ministérielles. « C'est du grand Lévesque », s'exclame, béat d'adoration, le ministre Duhaime. Le même qui affirme que « les Québécois ont l'âme présidentielle ». Lui, il aurait plutôt l'âme monarchique.

• • •

Ce n'est pas tant la mort d'un rêve — le rêve de toute une génération — qui est pénible que la façon dont il meurt. Il y a eu, de la part du gouvernement Lévesque, une trop longue tentative de réanimation artificielle. Maintenant, c'est la déchéance, et la mort sans dignité.

Tout est minable, dans cette affaire. À un moment donné, jeudi, on pouvait appréhender qu'advenant d'autres démissions, la balance du pouvoir se retrouverait, navrant symbole, entre les mains du député indépendant... Gilles Grégoire!

Et voyez l'ex-ministre délinquant Claude Charron, qui a démissionné dans des circonstances moins qu'honorables, et qui, aujourd'hui, promu grand analyste d'une crise qu'il a étroitement contribué à déclencher en tant que conseiller spécial auprès du premier ministre, distribue des leçons de morale à ses anciens collègues. Certains, lance-t-il, ne renonceraient pas volontiers à leur limousine et à leur salaire de ministre... Piquante remarque, venant d'un homme qui bien qu'étant, à 36 ans, « pensionné de l'État », a été embauché comme consultant (!) par le bureau du premier ministre à $200 par jour et qui, comme il ne nous l'a que trop confié dans sa larmoyante autobiographie, est tombé en dépression nerveuse quand il a été obligé de retourner à la vie privée!

EN PLUS ET EN MIEUX DU MARDI AU SAMEDI

la presse

LE CAHIER L'ÉCONOMIE

# Premier ministre, Bourassa défendrait l'universalité des programmes sociaux

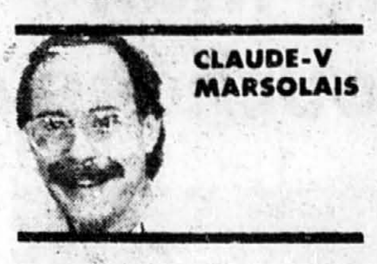


■ Dans le débat actuel qui fait rage à Ottawa sur l'abolition de l'universalité des programmes d'allocations familiales et de pensions de vieillesse, le chef libéral Robert Bourassa prévilégie plutôt une réforme fiscale qui pénaliserait par l'impôt les contribuables les mieux nantis.

M. Bourassa a fait part de son attitude sur cette question au cours d'une entrevue accordée jeudi dans les bureaux du journal LA PRESSE. Le premier ministre, M. René Lévesque, avait lui aussi accepté de nous accorder une entrevue ce même jour, mais il s'est désisté.

« Je vois difficilement comment on pourrait avoir deux catégories de citoyens au chapitre des pensions de vieillesse, a poursuivi M. Bourassa. Quant aux allocations familiales, il faudrait établir des tests de besoin, ce qui alourdirait la bureaucratie gouvernementale. Alors, je me dis pourquoi faire directement ce que l'on peut faire indirectement en revisant tout simplement les tables d'impôt », soutient-il.

Quant à l'imposition de frais modérateurs dans les services de santé, M. Bourassa y voit des problèmes de fond. « Je pense que l'économie du Québec est encore assez prospère pour l'éviter. Si on y est contraints, il faut se dire que des frais symboliques ne suffiront même pas à absorber les coûts supplémentaires d'administration qu'une telle mesure signifie. Ou encore, ils sont très substantiels et deviennent alors une entrave à l'accessibilité des soins. »



CLAUDE-V MARSOLAIS



PIERRE VENNAT

Le chef du Parti libéral anticipe des négociations importantes avec le gouvernement fédéral sur les questions financières et les paiements de transfert aux provinces (40 p. cent du budget fédéral). D'autant plus que c'est à ce chapitre qu'Ottawa pourra réduire substantiellement son déficit de $35 milliards.

M. Bourassa s'attend donc à des mauvaises surprises de ce côté. Mais s'il était chef de gouvernement, il défendrait âprement les intérêts du Québec. « Nous ne sommes pas la province la plus riche du Canada, puisque nous sommes au septième rang. On ne pourra pas nous demander plus de sacrifices que les provinces les mieux nanties. »

Par contre, l'ex-premier ministre croit que le Québec pourrait faire des efforts pour assainir sa propre situation budgétaire. Selon lui, sur les $3 milliards de déficit enregistré dans les derniers budgets, au moins $1 milliard est affecté aux dépenses courantes. Il croit que l'on pourrait éliminer cette portion, puisque le dernier discours inaugural du premier ministre Lévesque prévoit des revenus d'exportation de l'électricité de l'ordre de $1,5 milliard dès 1988-1989.

Quant au sommet économique annoncé par le fédéral afin d'améliorer l'économie canadienne, M. Bourassa est d'accord en principe. Mais il se demande ce que cela va donner. « Where's the beef? », dit-il.

M. Bourassa espère, par ailleurs, que le départ du ministre Jacques Parizeau n'empêchera pas le gouvernement Lévesque de publier le plus rapidement possible le livre blanc tant attendu sur la fiscalité. « Comme le livre blanc a été adopté par le Conseil des ministres, il serait inadmissible qu'on en retarde la publication à cause du climat de crise ».

Rappelant que la raison d'être du Parti libéral est de développer la force économique du Québec, le chef libéral a dit qu'une fois au pouvoir, son parti s'engagera dans une lutte sans merci au sous-emploi, notamment au niveau des jeunes.

« Tous les programmes seront jugés selon leur contribution à l'économie, et nous allons reviser toutes les mesures relevant de l'irréalisme économique adoptées par l'actuel gouvernement comme la nationalisation de la société Asbestos et Québecair. De même, nous allons abolir les droits successoraux qui ne sont qu'une taxe de Parizeau contre les riches pour permettre au Québec de faire partie de l'Internationale socialiste et qui ne rapporte pratiquement rien au trésor public. »

# Bourassa se défend de vouloir brader les intérêts économiques du Québec

■ M. Robert Bourassa, au cours de l'entrevue qu'il a accordée jeudi à LA PRESSE, s'est défendu contre les attaques du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales, Pierre-Marc Johnson, selon lesquelles il serait prêt à céder des pouvoirs économiques importants au gouvernement fédéral en échange d'un droit de veto en matière de culture et d'immigration.

« Le ministre Johnson et l'éditorialiste Lise Bissonnette ont cité un extrait du mémoire que j'avais présenté en février dernier à la Commission MacDonald sur l'union économique canadienne. Dans ce document, je disais que dans un contexte de négociations, il serait possible de s'entendre sur certaines précisions et consolidations des pouvoirs économiques d'Ottawa, en échange de précisions et consolidations des pouvoirs du Québec dans les domaines de l'éducation, de l'immigration, des droits civils et de la culture.

« J'avais toutefois précisé qu'il est inutile d'espérer qu'un gouvernement libéral accepte de se départir de pouvoirs économiques suffisamment nombreux ou importants pour que l'on puisse parler d'un nouvel équilibre. Pourtant, le ministre Parizeau,qui servait de caution à la pureté idéologique de l'indépendance du Québec, avait lui-même proposé en commission parlementaire, le 14 août 1980, un accroissement des pouvoirs du fédéral en matière de circulation interprovinciale des produits et des services. Et cela, sans rien en échange. »

Serait-il possible pour le Québec d'obtenir la pleine juridiction sur la politique de main-d'oeuvre comme les ministres « radicaux » du Parti québécois le proposaient avant d'annoncer leur démission? M. Bourassa répond que ce secteur ne relève pas de la constitution. « Il n'y a peu de référence dans la constitution à ce chapitre. C'est une zone grise. Dans un partage des pouvoirs, cela relèverait plus du domaine législatif et administratif ».

Le chef libéral constate cependant que dans un régime fédéral on ne peut permettre à plusieurs provinces de décider du taux de change et de la libre circulation des produits et des personnes. Il souhaite toutefois une amélioration des mécanismes de consultation entre le fédéral et les provinces dans les secteurs tarifaires et monétaires.

Sur le plan constitutionnel, M. Bourassa a réaffirmé qu'il lui serait plus facile de négocier avec le gouvernement Mulroney puisque son parti ne remet pas en cause les fondements du fédéralisme. Ses priorités à ce chapitre demeurent le rapatriement du droit de veto global selon la formule de Victoria (un droit de veto par région) et l'inscription dans le préambule de la constitution de la reconnaissance du Québec comme société distincte.



photos René Picard, LA PRESSE

**M. Robert Bourassa, en compagnie de l'éditeur adjoint de LA PRESSE, M. Michel Roy, et des chroniqueurs politiques Claude V. Marsolais et Pierre Vennat.**

Il reproche au premier ministre Lévesque d'avoir refusé le droit de veto sur l'immigration que lui proposait M. Trudeau en 1981. Ce droit, dit-il, est « essentiel pour l'équilibre culturel interne, en raison du problème démographique ».

En ce qui concerne le droit de retrait de certains programmes fédéraux, avec pleine compensation financière, il rappelle que cette revendication est inscrite dans le programme du parti. Mais il précise que la Commission politique du PLQ est entrain de réactualiser sa position, afin de concilier cet objectif avec celui qui consisterait à obtenir une pleine distribution des programmes à l'ensemble du Canada.

Enfin, M. Bourassa estime que le Québec devrait avoir un mot à dire dans la nomination des juges à la Cour suprême.

## LES ALLOCATIONS FAMILIALES ET LES PENSIONS DE VIEILLESSE

# « On ne peut distribuer plus que ce qu'on produit »

*— M. Yves Guérard, actuaire-conseil*

■ « Avant tout calcul, je suis convaincu que la meilleure façon de sauver une piastre, c'est de ne pas la dépenser! Ottawa n'a pas le choix: il doit cesser de gratifier les riches d'allocations familiales et de pensions de vieillesse. Mieux vaut couper le gros orteil aujourd'hui que devoir demain couper la jambe! »



HUGUETTE ROBERGE

C'est l'actuaire-conseil Yves Guérard, président de la firme SOBECO, l'une des firmes d'actuaires et de consultants les plus prestigieuses du Québec, qui le dit: « En remettant en cause l'universalité des programmes sociaux au Canada, le ministre des Finances Michael Wilson ne lance pas, comme plusieurs le pensent, un débat public qui risque de s'éterniser. Il prépare habilement le terrain pour son budget de mars prochain, lequel imposera des coupures importantes dans les programmes sociaux. »

### Un mal nécessaire

Pour M. Guérard, cette chirurgie est nécessaire, car l'amélioration de la qualité de vie des citoyens du bas de l'échelle passe obligatoirement par la réduction de l'énorme déficit national et la relance de l'économie. « On s'illusionnerait, dit-il, en prévoyant — ou en croyant ceux qui le promettent — qu'Ottawa se servira des économies réalisées via ces coupures pour les redistribuer à court terme aux familles et aux personnes âgées moins nanties. »

L'actuaire-conseil souligne que l'énoncé budgétaire du ministre des Finances ne promet rien de tel. Il offre seulement la garantie que les plus démunis ne seront pas pénalisés par les diverses formes de coupures envisagées (retrait des allocations ou des pensions, élimination des déductions fiscales, hausse du taux de taxation appliqué aux prestations, etc).

D'aucuns estiment que le gouvernement doit maintenir l'universalité des programmes d'allocations familiales et de sécurité de vieillesse, quitte à récupérer, par voie fiscale, les sommes versées inutilement aux riches. C'est d'ailleurs l'orientation du gouvernement révélée cette semaine par le ministre de la Santé nationale et du Bien-Être, M. Jake Epp.

« Mais il y aura toujours une dépense inutile. Le gouvernement ne se rembourse jamais complètement par les impôts, objecte Yves Guérard, du fait qu'il n'y a pas de taxation à 100 p. cent. »

D'autres, tels le Regroupement des organismes familiaux, des groupes féminins ou de personnes âgées, défendent déjà vigoureusement le maintien des programmes sociaux universels perçus comme « droit acquis », incitation à la natalité, seul revenu accessible à quantité de femmes, ou principale mesure d'une politique qu'on peut qualifier de « familiale ».

« On sait maintenant, répond M. Guérard, que les allocations familiales ne constituent pas une mesure efficace d'incitation à la natalité. Les gens ont des enfants quand ils ont confiance en l'avenir! Et, compte tenu du peu d'enfants par famille, comment prétendre que les allocations favorisent l'autonomie financière des femmes au foyer! Pour ma part, j'aurais tendance à croire que les femmes préféreraient avoir des garderies et un choix d'emplois qui les rendraient vraiment autonomes financièrement. »

D'autres enfin se scandalisent du fait que de nombreux riches ne paient aucun impôt. Ils croient que le gouvernement devrait d'abord aller puiser dans la poche de ces gros. Selon M. Guérard, c'est oublier qu'il y a trop peu de riches au Canada. Les citoyens qui gagnent $100 000 et plus ne forment que 4 p. cent de la population. Les évasions fiscales, tout à fait légales, visent à soutenir l'entreprise privée et à favoriser l'emploi.

### Une « job » ou une pitance?

« Il faut, bien sûr, que ça ne fasse pas trop mal d'être pauvre. Mais si ça ne fait plus mal du tout, pourquoi irait-on travailler? » demande M. Guérard, pour qui l'excellent filet de sécurité sociale a permis au pays le développement d'une mentalité d'assistés.



M. Yves Guérard

« Nous devons nous instruire de l'expérience des derniers vingt ans, dit-il. Nous avons fait une gigantesque expérience sociale. Nous sommes allés trop loin. La différence entre la qualité de vie des travailleurs et celle des autres s'est constamment rétrécie. Mais on ne peut distribuer plus que ce qu'on produit. »

En conséquence, « il faut de toute urgence mettre l'accent sur la production. La plupart des gens désirent davantage un job qu'une pitance. » Cela veut dire couper les dépenses improductives, sans toutefois affamer les pauvres. « Plus on produira, plus on aura d'emplois, et plus le gouvernement aura d'argent perçu en impôts qu'il pourra redistribuer aux plus démunis. Le processus inverse conduit au désastre. »

« Il est impensable que nous puissions poursuivre au même rythme l'accumulation de nos déficits. Les déséquilibres actuels se sont créés rapidement, mais pas du jour au lendemain. Un changement de cap s'effectuera donc aussi sur quelques années. Il faut donc accepter qu'en réduisant le soutien du revenu à un niveau *incitatif au travail*, on ne multipliera pas instantanément les emplois. Et que, pendant un certain temps, les mesures correctrices feront très mal.

« Mais si on n'agit pas immédiatement en troquant d'excellents programmes sociaux contre... des bons, il faudra trancher davantage dans le vif d'ici deux ou trois ans, alors que le déficit aura atteint les limites du tolérable. »

### Questions casse-tête

Cette remise en question du « plafond de sécurité sociale » soulève des problèmes fort complexes. En retirant la pension de sécurité de vieillesse à un contribuable âgé dont le revenu dépasse $50 000, devra-t-on aussi retirer la pension de sa conjointe? Pour décider qui aura droit aux allocations familiales, faudra-t-il considérer le revenu individuel — et lequel entre ceux de deux conjoints? — ou le revenu familial? À quel niveau de revenu un citoyen sera-t-il qualifié de « riche »? Et comment échelonner la dégradation des prestations (ou la hausse du taux de taxation qui leur serait applicable?)

Enfin, Ottawa ne pourrait-il pas sabrer dans bien d'autres programmes que les allocations familiales et les pensions de vieillesse, par exemple ceux de la défense, de la fonction publique, de la publicité gouvernementale, etc.?

Profitez de cette occasion pour annoncer dans ce cahier rempli d'articles intéressants, de renseignements pertinents et de conseils pratiques.

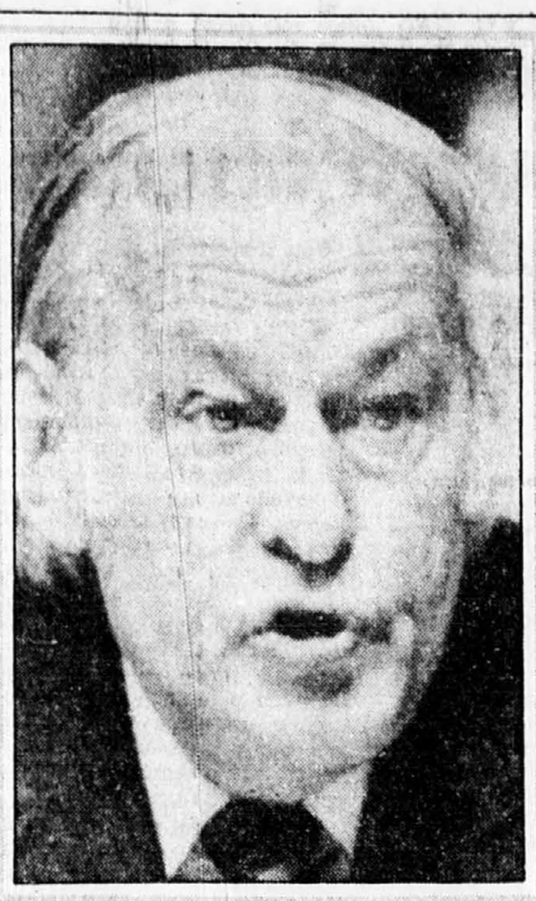
CAHIER SPÉCIAL

sports d'hiver au Québec

LE SAMEDI 1ER DÉCEMBRE 1984

la presse

# Le Parti québécois en crise



## Un nouveau parti politique?



# L'unité n'est plus possible

■ La crise que traverse présentement le Parti québécois se soldera inévitablement par la création d'un nouveau parti politique. La rupture est trop profonde, les coups portés depuis quelques semaines trop cruels, pour qu'il soit pensable de rétablir une vraie unité.

L'éclatement se produira vraisemblablement au congès du 19 janvier. À moins que M. Lévesque ne soit forcé de démissionner d'ici là et que le dénouement intervienne plutôt à l'occasion d'un congrès au leadership.

Quoi qu'il en soit, il ne reste qu'à déterminer lequel des deux groupes gardera le contrôle du Parti québécois et forcera l'autre à fonder son propre parti.

### Une course au leadership

De toute façon, c'est déjà à une course au leadership qu'on assiste. Il faut en effet se situer dans ce contexte pour comprendre la stratégie proprement suicidaire des « radicaux ».

S'ils avaient vraiment été mus par le seul désir de conserver bien vivante l'option souverainiste du parti et de s'assurer qu'elle resterait au coeur du débat politique, lors de la prochaine élection, ils n'auraient pas traité leurs adversaires comme ils l'ont fait.

Tout en se disant « membres du parti de la souplesse et du compromis », ils ont multiplié les insultes et les procès d'intention à l'endroit de tous ceux qui ne pensaient pas comme eux, rendant ainsi impossible toute réconciliation. Ceux dont on a mis en doute les convictions souverainistes, et qu'on a présentés comme d'infâmes opportunistes, n'ont aucunement envie de tendre l'autre joue.



LOUIS FALARDEAU

de notre bureau de Québec

Il est significatif, à cet égard, de voir comment ces accusations ne reposent souvent sur rien. Nadia Assimopoulos était la candidate de M. Lévesque, mais aussi des « purs et durs », au congrès de juin. Certains d'entre eux ont mené contre son adversaire, Paul Bégin, une campagne bourrée de procès d'intention. On le décrivait comme un mou, rien de moins que l'homme lige de Johnson, pire, de Jean-François Bertrand. Mme Assimopoulos a gagné. Aujourd'hui, elle appuie tout à fait M. Lévesque, alors que M. Bégin oeuvre maintenant dans le camp des radicaux.

### La « désinformation »

Les radicaux ont aussi utilisé la technique de la « désinformation », afin de travestir la pensée de M. Lévesque et de faciliter les départs. Le meilleur exemple en est cette invention concoctée au cabinet d'un des ministres démissionnaires, selon laquelle le Premier ministre aurait tenté de réduire à la « promotion » de la souveraineté l'objectif du parti, alors qu'en fait il a lui-même proposé la résolution adoptée à l'unanimité par l'exécutif, disant que cet objectif est de « réaliser » la souveraineté.

Enfin la stratégie utilisée pour faire pression sur M. Lévesque leur vaudra certes une profonde inimitié de sa part. Il ne leur pardonnera jamais ce chantage aux démissions et au renversement du gouvernement.

Il n'oubliera pas non plus que ses adversaires ont accepté de « saboter » la possibilité très réelle d'une victoire, lundi, dans Saint-Jacques. Sondages à l'appui, le chef du parti pensait qu'une victoire d'André Boulerice viendrait démontrer avec éclat le bien-fondé de sa stratégie.

On comprend donc que ses adversaires aient choisi d'agir dès cette semaine, afin de retirer cette arme des mains de M. Lévesque.

### Pierre-Marc Johnson

Si les radicaux ont employé cette stratégie, c'est d'abord parce qu'ils savaient qu'ils avaient irrémédiablement perdu la course au leadership. Il faut voir la haine que certains d'entre eux vouent à Pierre-Marc Johnson et qu'ils laissent éclater en privé, pour comprendre leurs gestes.

Tous les sondages démontraient déjà que M. Johnson possédait une confortable avance sur ses adversaires éventuels — Jacques Parizeau, Bernard Landry, Gilbert Paquette — et il était évident que le choix d'une stratégie modérée par M. Lévesque ne faisait qu'ajouter à sa stature de dauphin.

C'est donc pour lui couper l'herbe sous le pied, pour faire par anticipation la course au leadership, qu'ils ont décidé de transformer le débat en guerre. Ils pensaient ainsi réussir à faire reculer M. Lévesque et éviter que M. Johnson n'apparaisse comme le vainqueur de la confrontation.

Que cette façon de faire ait été suicidaire pour le parti avait peu d'importance pour eux, car ils sont, pour la plupart, partisans d'un retour régénérateur dans l'opposition. Ils pensent avec raison que l'usure du pouvoir nuit à l'option et qu'il faut que le parti retourne se faire une virginité dans l'opposition, pour qu'elle redevienne populaire et séduise encore, notamment, les jeunes et les électeurs les plus à gauche.

Ils regrettent pour cette raison la victoire de 81 et se résignent facilement à la défaite de 85 ou 86. Tout indique qu'ils auront en effet le loisir de goûter, et pour longtemps, le plaisir de faire campagne pour l'indépendance sans avoir à supporter les insoutenables contraintes du pouvoir.

# Pour Mulroney, un véritable embêtement!

■ Elle est bien sommaire l'analyse de certains politiciens fédéraux. On se félicite de la crise au sein du PQ. Ce « on », ce sont ceux qui annoncent la défaite du parti aux élections, et qui prédisent des relations plus faciles avec un Robert Bourassa « fédéraliste ».



GILBERT LAVOIE

de notre bureau d'Ottawa

Le premier ministre Brian Mulroney a été plus prudent au cours de sa conférence de presse hier matin, et il avait ses raisons.

Cette crise complique singulièrement les choses pour le nouveau gouvernement fédéral.

D'une part, le débat au sein du gouvernement québécois risque de retarder considérablement les discussions qu'Ottawa comptait tenir avec les provinces en préparation de son sommet économique prévu au début de 1985, et qui devra décider notamment de l'universalité des programmes sociaux. Tant que l'on ne saura pas qui est le vrai patron à Québec, il sera impossible de prendre des décisions impliquant Ottawa et toutes les provinces canadiennes.

C'est dans le dossier constitutionnel que la crise crée le plus d'incertitudes pour M. Mulroney.

Sans avoir de plan d'action totalement défini en ce qui a trait au Québec, le gouvernement Mulroney prévoyait deux grandes étapes au cours des mois à venir :

■ priorité à la question économique jusqu'au printemps ou à l'été 85;

■ relance du débat constitutionnel au milieu de 1985, à l'initiative du gouvernement du Québec qui soumettrait ses demandes à l'approche de la campagne électorale.

Toute requête « réaliste » du gouvernement sortant aurait été accueillie et traitée au mérite. Mais on doutait fort, à Ottawa, de pouvoir conclure un accord constitutionnel impliquant l'assentiment des autres provinces, avant le scrutin québécois.

Les autres premiers ministres n'auraient guère accordé de crédibilité à une demande de réouverture du dossier constitutionnel par M. Lévesque à l'approche des élections. Ils n'y auraient vu qu'une stratégie électorale, et n'auraient pas cru à sa sincérité.



### Nouveau scénario

L'ampleur de la crise au sein du PQ vient bouleverser la situation.

Si M. René Lévesque l'emporte sur l'aile « radicale » de son parti, il aura mérité et acquis une plus grande crédibilité auprès de ses homologues des autres provinces lorsqu'arrivera le moment de présenter ses demandes constitutionnelles. Il pourrait se montrer plus exigeant.

S'il perd son pari, la situation sera plus claire. La prochaine élection québécoise se fera sur le thème de la souveraineté et il faudra attendre le verdict des Québécois avant de songer à une nouvelle ronde de négociations avec Ottawa.

Là où les conservateurs de Brian Mulroney diffèrent avec les libéraux fédéraux, c'est qu'ils ne célèbrent pas à l'avance une victoire possible de M. Robert Bourassa à la suite de ces événements.

Il ne sera pas nécessairement plus facile de transiger avec Bourassa, fait-on remarquer ici. On explique que sa demande de droit de veto pour le Québec risquerait de se heurter à un refus catégorique de la part des autres provinces. Qui plus est, Bourassa ne pourrait pas être accusé d'être séparatiste, et il risquerait d'être moins souple que René Lévesque.

Dernier point, mais non le moindre pour Brian Mulroney : il serait, affirme-t-on, beaucoup plus fier de conclure une entente avec Lévesque qu'avec Bourassa. Un accord avec le chef péquiste aurait une valeur historique et une crédibilité beaucoup plus grande auprès des Québécois.

Elle serait aussi un élément de persuasion considérable pour le Parti conservateur auprès des nationalistes québécois qui l'ont appuyé aux dernières élections.





# Les indépendantistes veulent reprendre le flambeau!

■ La crise qui ébranle actuellement le gouvernement Lévesque est diversement interprétée par ceux qui se définissent comme des indépendantistes de stricte observance.

Certains, comme **Pierre Bourgault**, désabusé depuis longtemps, et dont le cynisme est peut-être tributaire de ses conflits personnels avec M. Lévesque, estiment que la cause est entendue. Et pour longtemps. Paradoxalement, leur analyse rejoint celle de leur adversaire historique, l'ex-premier ministre **Pierre Trudeau** qui affirme depuis longtemps que « le séparatisme est mort ».

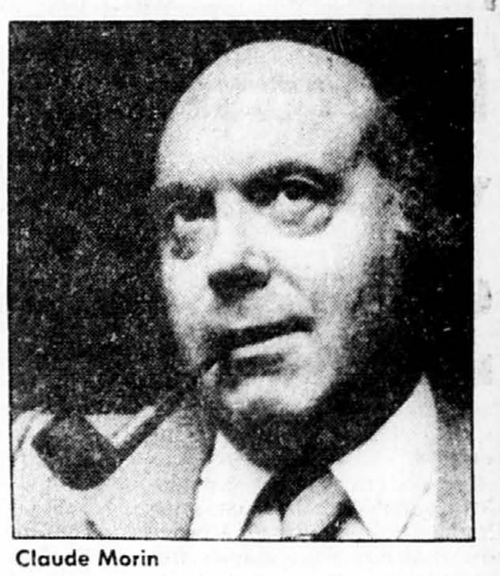
Tous ne l'entendent cependant pas ainsi. Depuis l'éclatement du gouvernement, plusieurs indépendantistes de la première heure ont le sentiment de pouvoir enfin reprendre la bataille au point où ils l'avaient abandonnée, lors de la dissolution du RIN et de la fondation du Parti québécois, en 1968.

Ces irréductibles qui n'ont vraiment pas cru aux convictions souverainistes de **René Lévesque** ne se sont jamais départis du sentiment d'avoir été dépossédés de la cause qu'ils épousaient depuis le début des années soixante.

Devant les progrès rapides de cette nouvelle formation politique, qui réalisait des gains spectaculaires en regard du lent cheminement antérieur du RIN, ils ont eu, pour la plupart, le réflexe de rentrer chez eux. Ils espéraient, avec plus ou moins de conviction, que ces néo-souverainistes feraient vraiment progresser la thèse qu'ils avaient si longtemps portée à bout de bras.

### La fin des illusions

Mais de congrès en congrès, au fur et à mesure de la sophistication des stratégies électoralistes et de la dilution de l'option fondamentale, leurs dernières illusions se sont évanouies. La « victoire » de **Claude Morin**, le père de l'étapisme, et surtout la question référendaire, tellement alambiquée à leurs yeux, ont fini par les convaincre qu'ils avaient été trahis par l'ex-ministre libéral, ce converti de la onzième heure à une cause qu'il pourfendait avec acharnement sous le gouvernement Lesage.



Claude Morin

Tant que le président du Parti québécois tenait son parti bien en mains, même s'il tolérait occasionnellement quelques velléités de contestation, ces anciens militants farouches, devenus observateurs désabusés, avaient confusément le sentiment d'être écartés de l'arène. Comme si, hors de l'Église péquiste, il n'y avait point de salut possible pour les indépendantistes radicaux.

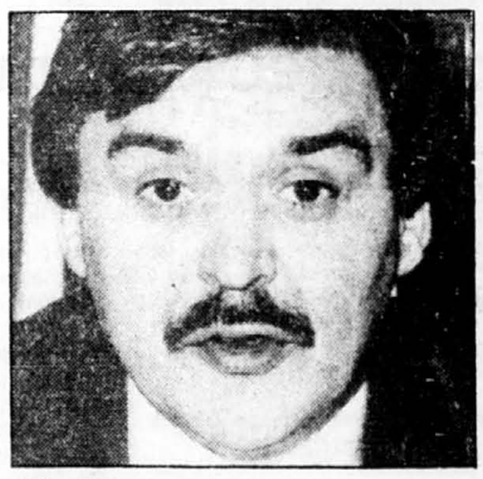
Depuis quelque temps, cependant, la déception grandissante a amené certains d'entre eux à reprendre du service. Bien timide au départ, ce mouvement s'articulait surtout autour d'un regroupement de jeunes Québécois en faveur de l'indépendance et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJB-M).

### Renaissance du débat

La minute de vérité étant arrivée pour le PQ, et l'ambiguïté qui a caractérisé ce parti sur le plan constitutionnel se dissipant, il faut prévoir une certaine renaissance d'un mouvement qui s'emploiera à raviver la flamme riniste étouffée par la bourrasque péquiste.

C'est sans aucun doute autour de cette société nationale irréductible, qui dispose de moyens financiers considérables, que pourra éventuellement renaître cette nouvelle croisade de l'indépendance. Le président de la SSJB de Montréal et du Mouvement nationaliste des Québécois (MNQ), **Gilles Rhéaume**, est en train d'élaborer tout un programme à cette fin.

Le débat étant finalement libéré de l'esprit de parti, le groupe de M. Rhéaume a décidé de reprendre le bâton du pèlerin. Il défendra la cause indépendantiste sans le « carcan » de la ligne politique imposée par une formation qui n'a d'autres fins que de se maintenir au pouvoir.



Gilles Rhéaume

Les « durs et purs » de la cause souverainiste québécoise, qui ont déserté les rangs du PQ depuis des années, estiment en effet que l'attitude de René Lévesque, depuis qu'il a pris le pouvoir en 1976, a fait reculer la cause nationaliste d'au moins 50 ans.

### Les erreurs de Lévesque

On pardonne difficilement au chef du gouvernement du Québec d'avoir promis et tenu un référendum qu'il était sûr de perdre, sans jamais vraiment mettre en lumière l'option qui avait amené la fondation de ce parti. En ouvrant toute grande cette porte, il a permis au premier ministre libéral de l'époque, M. Trudeau, de réaliser son vieux rêve : rapatrier de Londres la constitution canadienne et en écrire une nouvelle à sa convenance.

En plus de tenir deux élections en mettant en veilleuse l'option souverainiste, M. Lévesque, par surcroît, a aussi perdu le droit de veto du Québec. Ce droit que son prédécesseur, **Robert Bourassa**, avait réussi à conserver lors de la réunion constitutionnelle de 1971, à Victoria.

Dans ce contexte M. Lévesque risque de passer à l'histoire comme le « pire » des premiers ministres que le Québec ait jamais eu, font valoir les nationalistes.

Les mouvements nationalistes estiment que l'éclatement du PQ est très sain. Les indépendantistes pourront enfin se retrouver à l'intérieur d'un autre forum. Parler et faire connaître dans la population les avantages de leur option. Si cette option n'a pas vraiment progressé depuis des années, estiment-ils, c'est justement parce qu'on a refusé d'en faire état.

Dès le 15 janvier, un plan de cinq ans préparé par M. Rhéaume, sera proposé au Mouvement national des Québécois. Et ce sera le coup d'envoi d'une nouvelle offensive qui pourrait déboucher sur la formation d'un autre parti politique, vraiment indépendantiste... Et l'histoire recommencera.

1/4 % de + sur nos REÉR jusqu'au 31 déc. '84 périodes de 1, 2, 3, 4 et 5 ans.

DÉPÔT GARANTI TRUST GÉNÉRAL

DOUBLEMENT AVANTAGEUX
PORTEFEUILLE-PLACEMENTS GRATUIT

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

SUCCURSALES
Mtl University: 1100, University, 871-7200
Mtl Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383
Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265
Ville Mont-Royal/Centre Rockland: Niveau 2, 341-414

CONSEILLERS
Mtl Ahuntsic: 382-8000
Laval Chomedey 687-6780
Rive-sud: St-Hubert: 462-1880
Granby: 378-8461

12% (5 ans) 11 3/4% (3 ans) Interet annuel 11 3/8% (15 mois) Interet a l'echeance

# Le Parti québécois en crise

## Les associations de comté appuient les démissionnaires

■ Les militants péquistes de l'Assomption sont fiers de Jacques Parizeau. Fiers qu'il se soit tenu debout et qu'il ait fait passer ses convictions et ses principes au-dessus des attraits et des obligations du pouvoir.

**PIERRE VINCENT**

« Jusqu'à maintenant, par respect envers le chef, M. Parizeau s'était toujours rangé du côté de M. Lévesque. Mais, cette fois, pour une question aussi fondamentale, c'est-à-dire décider que souveraineté ne serait plus la première raison de vivre du PQ mais une simple police d'assurance, M. Parizeau se devait de prendre ses distances et de démissionner, a déclaré à LA PRESSE la présidente de l'association péquiste de l'Assomption, Lise Vallée-Bernier.

« Et s'il avait agi autrement, poursuit-elle, nous nous serions posés de fichues questions. Déjà que, chez nous, plusieurs vieux militants commencaient à trouver étrange que M. Lévesque prenne autant de plaisir à fraterniser avec M. Mulroney et les autres conservateurs à Ottawa... »

L'exécutif de l'Assomption a déjà entériné la position du « Clan des Douze » à l'effet de ne pas évacuer l'indépendance du prochain discours électoral. La présidente espère que M. Parizeau demeurera membre du parti pour aller défendre son point de vue au congrès spécial du 19 janvier ; elle-même compte demeurer active dans le parti au moins jusque là et, si la position Lévesque-Johnson devait alors l'emporter, elle décrochera de ce parti qui sera ainsi devenu, selon elle, semblable à n'importe quel autre.

### Labelle

Dans la circonscription du ministre démissionnaire Jacques Léonard (Labelle), le président de l'association péquiste, Gilles Létourneau, affirme tout de go que l'exécutif au grand complet appuie la décision de l'ancien ministre des Transports. « M. Léonard a été conséquent avec lui-même et avec la volonté des militants d'ici de continuer de parler de souveraineté. »

M. Létourneau tentera lui aussi de vivre à l'intérieur du parti jusqu'au congrès. Et il ne cache pas qu'il quittera le PQ si les congressistes décidaient d'évacuer la question de la souveraineté du prochain discours électoral.

### Bourget

Dans Bourget, la circonscription de Camille Laurin, il semble que les opinions soient plus partagées que dans l'Assomption, où l'on est divisé moitié-moitié sur la pertinence ou non de tenir une élection référendaire. Tout en se disant « ébranlé » et « déçu » par la décision de M. Laurin de quitter le Conseil des ministres, M. Girard estime néanmoins que, dans les circonstances, le ministre démissionnaire devrait également renoncer à son siège de député péquiste. « De toute façon, j'ai l'impression que M. Laurin quittera prochainement la politique. » M. Girard croit que le PQ doit éviter à tout prix l'élection référendaire, « autrement cela équivaut à livrer les 122 comtés sur un plateau d'argent à Bourassa ». Mais, cela dit, il n'écarte pas la possibilité que le Dr Laurin puisse le rallier à sa thèse lors d'une rencontre prévue avec tout l'exécutif lundi prochain.

### Les Îles

Aux Îles-de-la-Madeleine, l'exécutif de l'association du PQ s'était déjà prononcé en faveur d'une élection où l'on proposerait aux électeurs d'aller chercher plus de pouvoirs à Ottawa dans des secteurs bien précis. Mais la prise de position du chef, au début de cette semaine, a ébranlé les convictions de plusieurs qui seraient maintenant prêts à rejoindre les rangs des modérés.

« Cela dit, nous ne pouvons pas être en désaccord avec Denise (Leblanc-Bantey) parce qu'elle a agi par honnêteté envers ses convictions. Maintenant, il vaudrait peut-être mieux qu'elle siège comme députée indépendante. En tout cas, nous tenons une réunion d'urgence ce soir (vendredi) pour discuter de tout ça. »

Quant à la présidente de l'association péquiste de Rosemont, Manon Scenno, elle se refuse à tout commentaire avant la réunion de son exécutif, qui se tiendra ce week-end.

### Saint-Jean et Deux-Montagnes

Les dirigeants péquistes des circonscriptions de Saint-Jean et de Deux-Montagnes, où siègent les députés démissionnaires Jérôme Proulx et Pierre de Bellefeuille, ont, pour leur part, déjà fait connaître publiquement qu'ils sont solidaires de leur représentant à l'Assemblée nationale. Dans Saint-Jean, on exige même la démission de M. Lévesque « s'il persiste dans sa position ».

## Le départ de Parizeau ne fera pas un drame dans les milieux d'affaires

■ Ce n'est pas dans les rapports du gouvernement Lévesque avec les milieux d'affaires que le départ de Jacques Parizeau se fera le plus cruellement sentir. Mais surtout dans les négociations entre Québec et les autres gouvernements, et dans la lutte électorale qui s'en vient entre le Parti québécois et le Parti libéral.



Une analyse de **ALAIN DUBUC**

Même si le ministre des Finances Jacques Parizeau a toujours été perçu comme l'homme fort du gouvernement Lévesque, son départ ne fera pas un drame pour le milieu de l'entreprise. C'est tout le contraire.

### Ennemi respecté

Les gens d'affaires manifestent de la crainte, du respect, de l'admiration pour le grand argentier, mais pas de l'amitié. Ils ont reconnu sa compétence et sa rigueur, tout en appréciant ses talents d'orateur. Par exemple, une conférence du ministre dans une chambre de commerce a toujours fait salle comble, que ce soit à Montréal ou à Toronto.

Mais, pour les milieux d'affaires, M. Parizeau était un ennemi. Celui qui était responsable de leur fardeau fiscal, du déficit, qui pouvaient ridiculiser leurs arguments, s'ils étaient fragiles, comme il l'a fait dans un débat sur les investissements avec le Conseil du Patronat.

En ce sens, son départ pourra sans doute être accueilli avec soulagement et ne modifiera pas fondamentalement les rapports entre l'État et son secteur privé, puisque Jacques Parizeau n'a jamais été le canal de communications entre le gouvernement et l'entreprise. C'est un rôle que jouent plutôt le ministres Rodrigue Biron ou Bernard Landry.

### Une perte

Ce n'est toutefois pas le cas pour les relations fédérales-provinciales. Jacques Parizeau, qui a toujours été une vedette dans le Canada anglais, était le doyen de tous les ministres des Finances au Canada.

Dans les sommets économiques qui regroupaient les ministres des Finances canadiens, Jacques Parizeau a toujours dominé les débats. Par exemple, dans les dures négociations sur la péréquation ou les accords fiscaux avec Ottawa, c'est lui qui était le chef de file des ministres provinciaux. Ceux-ci se fiaient à ses calculs, à ses raisonnements et se cachaient en quelque sorte derrière lui.

Sur le plan fiscal, le ministre a également fait école. Par exemple, l'impopulaire taxe-ascenseur qu'il a mise au point a été reprise par presque toutes les provinces.

Son départ rendra la tâche difficile à René Lévesque, surtout dans une période où les rencontres prévues par le gouvernement Mulroney porteront sur les questions économiques. Le respect qu'impose Jacques Parizeau aurait été précieux.

### Son testament

Dans la campagne électorale qui ne saura tarder, son départ se fera également un manque. Cette campagne portera sur l'économie. Le seul membre du gouvernement qui a su, jusqu'ici, tenir tête au chef libéral Robert Bourassa dans les débats économiques, c'est Jacques Parizeau, qui allie la crédibilité et la maîtrise des dossiers à une verve vitriolique.

Quant au successeur de M. Parizeau, sa tâche ne sera sans doute pas énorme dans les mois qui viennent. Pour l'instant, c'est le ministre Michel Clair qui assure l'intérim, mais son illustre prédécesseur a déjà fait une grosse partie du travail.

La grande priorité du ministre Parizeau était la rédaction et la publication de son livre blanc sur la fiscalité. Ce document a été approuvé par le conseil des ministres et est maintenant au stage de l'impression. Il pourra ainsi être présenté au public dans les semaines qui viennent, même si son parrain n'est plus là. Sur le plan des finances, M. Parizeau a donc laissé son testament.

## *L'homme de la rue croit que le PQ va perdre des plumes*

■ Une majorité de citoyens, interrogés par LA PRESSE, considère que les récentes démissions survenues au sein du Parti québécois auront des effets néfastes pour cette formation politique.

**RONALD WHITE**

Selon M. Jean-Pierre Poirier, la démission d'au moins cinq ministres et un député nuira beaucoup à la crédibilité du gouvernement. « Les divisions internes ont affaibli le gouvernement. L'image du parti a aussi été ternie par cet événement », précise M. Poirier, un technicien en arts visuels.

« Ces démissions auront probablement comme résultat la formation d'un troisième parti politique, dit-il. Les radicaux se regrouperont afin de créer une formation politique indépendantiste. D'autre part, le Parti québécois abandonnera l'objectif de la souveraineté et deviendra un équivalent de l'Union nationale », prévoit-il.

De l'avis de M. Michel Drouin, comptable agréé, « le parti de M. René Lévesque risque carrément de disparaître après les prochaines élections provinciales ».

Selon lui, le premier ministre a fait preuve de courage, au début de la semaine, lorsqu'il a affirmé que la souveraineté ne serait pas l'enjeu de la prochaine élection. « Les ministres radicaux ont aussi été courageux, dit-il, en décidant de démissionner pour conserver leurs idéaux. »

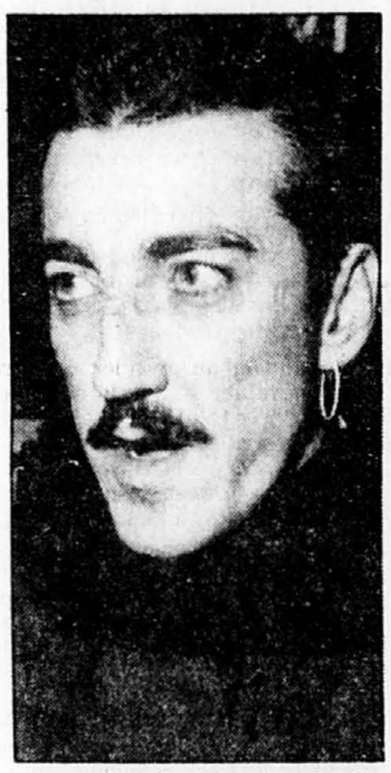
Selon M. André Rochette, lui aussi comptable agréé, la démission de plusieurs ministres consacre l'anéantissement du Parti québécois. « Ce n'est pas la première fois que M. Lévesque fait volte-face, dit-il. Cette fois-ci, ses ministres ne l'ont pas tous suivi dans sa démarche. »

S'il faut en croire plusieurs étudiants du cégep du Vieux-Montréal, le premier ministre Lévesque a changé d'opinion trop souvent sur le thème de la souveraineté.

« Les ministres radicaux ont eu raison de faire valoir leur point de vue et de ne pas rentrer dans le rang comme des moutons », affirme d'emblée Martin Charron, étudiant en arts plastiques.

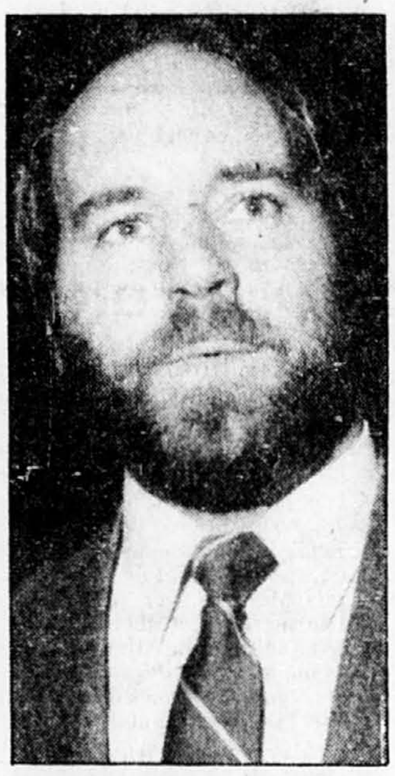
D'après Éric Chartrand, étudiant en psychologie, « ce qui vient de se produire au sein du gouvernement est très grave. Ce sont des ministres importants qui ont démissionné. Le Parti québécois aura de la difficulté à s'en remettre car la population a pris conscience que ses membres ne s'entendent pas entre eux », dit-il.

Selon Sylvie Lavoie, étudiante en sciences de l'éducation, « il est carrément inadmissible que M. Lévesque ait passé outre aux décisions du congrès du parti et ait décidé de ne pas faire de la souveraineté l'enjeu des prochaines élections ».



photos René Picard, LA PRESSE

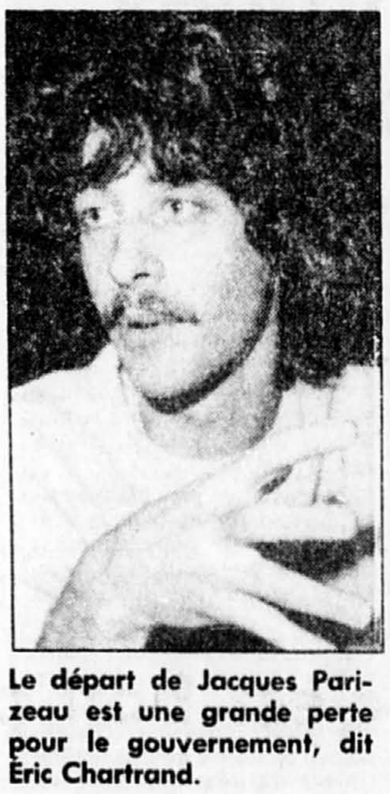
**Selon Jean-Pierre Poirier, un parti souverainiste pourrait voir le jour sous peu.**



**D'après Michel Drouin, le Parti québécois risque de disparaître bientôt.**



**Les ministres radicaux du PQ ne sont pas des moutons, dit Martin Charron.**



**Le départ de Jacques Parizeau est une grande perte pour le gouvernement, dit Éric Chartrand.**



**René Lévesque n'a pas respecté les décisions du congrès du PQ, selon Sylvie Lavoie.**

## Charron : pourquoi pas deux formations souverainistes ?

■ Claude Charron croit que les Québécois pourraient bien avoir le choix entre deux partis politiques souverainistes au moment de la prochaine élection générale.

**PIERRE VINCENT**

« Puisqu'il y a bien plusieurs partis fédéralistes, pourquoi n'y aurait-il pas deux partis souverainistes ?, fait valoir l'ancien ministre, au cours d'une interview avec LA PRESSE.

L'un de ces partis souverainistes, en l'occurrence le Parti québécois, se conformant au verdict référendaire, s'appliquerait tout simplement, imagine-t-il, à démontrer la « souhaitabilité » de faire accéder le Québec à son indépendance politique et encouragerait fortement les jeunes à définir eux-mêmes les paramètres d'un éventuel Québec indépendant.

« On n'a pas beaucoup entendu parler les jeunes ces dernières années, déplore le plus jeune retraité de l'Assemblée nationale. Il va pourtant falloir qu'ils finissent, un jour, par s'impliquer en politique. Et nous, les vieux, nous serons là pour leur donner un coup de main, le moment venu. »

L'autre parti souverainiste rassemblerait, selon cette hypothèse, les actuels radicaux du PQ et se donnerait pour mission de défendre la ligne pure et dure de l'indépendance. De perpétuer, en fait, le discours indépendantiste des années 60 et 70, en insistant sur l'absolue nécessité d'une indépendance immédiate pour assurer l'avenir de Québec.

### L'option

Mais, de toute manière, qu'il y ait ou non création d'un deuxième parti souverainiste, l'ancien ministre estime que le PQ ne devrait jamais renoncer à son option souverainiste, « parce que je demeure toujours persuadé que le peuple québécois est aussi intelligent et aussi capable que n'importe quel autre peuple de se gouverner tout seul ».

Toutefois, à cause de la défaite référendaire de 1980, analyse l'ex-bras droit de René Lévesque, le PQ doit obligatoirement se soumettre à la volonté populaire et se contenter d'utiliser la manière douce pour faire avancer sa cause.

Claude Charron estime que la période « douloureuse » que traverse actuellement le PQ était « inévitable ». Et même « souhaitable pour les uns et pour les autres, puisque les divisions au sein du Conseil des ministres avaient fini par créer un climat insoutenable. »

N'eût été de tout le débat constitutionnel et, tout particulièrement, de la grande offensive de l'ancien premier ministre Trudeau, qui a eu pour effet de souder toutes les forces péquistes, le PQ aurait vécu ses déchirements d'aujourd'hui dès le lendemain du référendum de 1980, d'après Claude Charron, et le parti aurait pu alors levé l'ambiguité de son option.

Tout à fait d'accord avec la déclaration de M. Lévesque de lundi dernier, « qui, pour être claire, devait être sévère », Claude Charron considère que les démissions de cette semaine laisseront une « grande cicatrice » dans le parti, « mais, ajoute-t-il, il valait mieux risquer de faire cette grosse brèche que de laisser la situation *rempironner.* »

## La crise gagne maintenant l'exécutif du parti

■ Le congrès du Parti québécois, le 19 janvier prochain, ne pourrait pas, même s'il le voulait, exiger le départ de René Lévesque ou se transformer en congrès au leadership.

**PIERRE VENNAT**

La présidente du comité exécutif du Parti québécois, Nadia Assimopoulos et le conseiller au programme du parti, Jules-Pascal Venne, qui recevaient hier LA PRESSE à la permanence du parti, ont déclaré que ce congrès spécial ne peut traiter d'autres questions que celles relatives à l'article 1 du programme du parti, soit la tenue, ou non, d'élections sur la souveraineté.

De plus, a souligné M. Venne, il est maintenant prévu que le chef du parti sera désigné au suffrage universel de tous les membres. Un congrès ne peut donc élire, ou démettre, un chef.

Ceci étant dit, la querelle qui a fait éclater le cabinet de René Lévesque gagne le comité exécutif du Parti québécois.

### Espoir

Hier midi, Mme Assimopoulos affirmait à LA PRESSE croire encore possible d'éviter l'éclatement du parti, parce que « tout le monde est souverainiste dans ce parti ». Mais plus tard dans la journée, quatre membres de l'exécutif, dont le ministre démissionaire Gilbert Paquette, ont publié une déclaration se voulant une rectification de propos de Mme Assimopoulos et affirmant que « la souveraineté doit faire partie de la démarche de la prochaine élection ».

Par ailleurs, Mme Assimopulos a déclaré à LA PRESSE que deux permanents du parti ont été réprimandés parce que selon elle, ils prenaient une position trop voyante en faveur d'une des thèses en présence dans le conflit en cours au sein du parti, alors que selon elle, il est nécessaire que les permanents demeurent strictement neutres dans ce débat et s'en tiennent à l'exécution des mandats qui leur seront confiés par l'exécutif. Elle n'a pas voulu identifier les deux permanents ainsi visés.

La présidente de l'exécutif du PQ considère que, personnellement, elle a une position qui tient « un peu des deux » clans en présence. Et que par conséquent, les deux thèses ne sont pas irréconciliables, si bien sûr elles ne dégénèrent pas en conflits de personnalité.

De toute façon, croit-elle, le Québec n'a pas intérêt à ce que les forces indépendantistes ou se disant telles se morcellent en différents partis, comme c'est le cas, par exemple, sur la scène fédérale entre divers partis fédéralistes tels les libéraux, les conservateurs et les néo-démocrates. Elle n'est pas certaine que la chose ne surviendra pas au lendemain du congrès du 19 janvier, mais elle croit possible de l'éviter.

# Le Parti québécois en crise

## La mise au point de René Lévesque

**Le Président du Parti québécois a écrit aux membres du Parti québécois pour rétablir certains faits. Vous trouverez ci-joint ce texte.**

Cher membre,
Chère membre,

Le Congrès spécial qui vient est vital pour l'avenir de notre Parti. Vous y avez un rôle essentiel à assumer, tant à l'assemblée préparatoire de votre circonscription qu'à titre de délégué.

Comme il s'est dit et écrit beaucoup de choses au cours des derniers jours, qui ont pu prêter à confusion, il m'apparait important de remettre tout ça dans son véritable contexte et de rétablir certains faits.

L'exécutif national du Parti québécois, à ma suggestion, propose au congrès extraordinaire du 19 janvier prochain d'enlever l'article 1, chapitre 1, de l'actuel programme, qui se lit comme suit:

> «Les prochaines élections générales porteront principalement sur la Souveraineté du Québec. À cette fin, la souveraineté devra être présentée comme l'instrument essentiel du développement du Québec, sur les plans économique, social et culturel. Un vote pour le Parti québécois signifiera un vote pour la Souveraineté du Québec».

J'ai également proposé au Conseil exécutif national, qui l'a adopté à *l'unanimité*, que l'article 1 dorénavant se lise comme suit, si le congrès l'entérine,

> «Le Parti québécois a pour objectif fondamental de réaliser la Souveraineté du Québec».

N'oublions pas que ce nouveau texte reste encadré de 11 autres articles définissant cette même souveraineté sans compter une déclaration fondamentale extrêmement complète.

Ce qui nous sépare de ceux et celles qui contestent ma déclaration et le geste que j'ai posé, c'est une question d'approche reliée à une lecture que nous faisons du Québec d'aujourd'hui et des préoccupations actuelles des Québécois.

On peut comprendre ceux et celles qui voudraient que la Souveraineté soit l'enjeu des prochaines élections. S'il en est un qui pourrait être pressé de la réaliser c'est bien moi.

Mais entre notre volonté d'atteindre notre objectif et son aboutissement, il y a... le peuple du Québec qui, seul, décide.

Il nous faut donc continuer à travailler, tenant compte du contexte actuel, dans la démocratie et le respect absolu des autres, sans nous laisser entrainer davantage, et malgré nous, dans la confusion et l'illusion.

J'ai confiance en l'avenir, j ai confiance que le Québec arrivera à assumer la maitrise de tout son développement mais il faut respecter le cheminement des Québécois eux-mêmes. Il faut garder vivants cet idéal et cette aspiration fondamentale qui consiste à s'appartenir pleinement — ce qui avance si prodigieusement vite pour la plupart d'entre nous — et ménera à la même conclusion collective que tous les peuples dignes de ce nom.

Signé:
René Lévesque

### LÉVESQUE À PROPOS DE SES MINISTRES DÉMISSIONNAIRES

## « J'ai l'embarras du choix »

■ Non seulement René Lévesque n'est-il pas abattu par la démission de cinq de ses ministres, mais il affirme même qu'elle peut être une bonne chose pour son gouvernement puisqu'elle lui permettra un « certain renouvellement ».

**PIERRE VENNAT**

Prenant pour acquis que tout espoir de voir les ministres démissionnaires est perdu et ne s'en faisant pas pour autant, M. Lévesque a indiqué que cela permettra à « d'excellents députés moins connus de se faire connaître davantage au cours des prochains mois ». Il a même ajouté qu'il avait « encore l'embarras du choix » parmi les députés qui lui sont demeurés fidèles pour former son cabinet et il ne semble pas croire que de nouvelles défections, notamment celles des députés Jacques Baril et Denis Vaugeois, viennent ébranler son parti.

Quoiqu'il en soit, M. Lévesque affirme qu'il a encore sous la main de quoi former un « bon gouvernement pour les Québécois jusqu'aux prochaines élections générales ».

Ceci étant dit, le chef du Parti québécois, tout en ne fermant pas la porte à des compromis « toujours possibles » a déclaré qu'il pourrait mettre de l'eau dans son vin « à condition que les autres en fassent autant ». Il a tout de suite atténué ses propos en répondant « je ne vois pas sur quoi je pourrais changer quelque chose », lorsqu'on lui a demandé sur quoi un compromis pourrait s'effectuer.

Quant à sa nouvelle lettre rendu publique hier, M. Lévesque devait déclaré qu'il apportait « des précisions pour ceux qui en veulent », bref pour ceux qui n'auraient pas encore compris sa position.

**Le comté**

Faisant officiellement campagne dans Saint-Jacques, le premier ministre qui était suivi de plus d'une cinquaintaine de journalistes, cameramen et photographes a eu bien peu de temps à consacrer aux problèmes du comté.

La première réunion prévue au CLSC Centre-Sud a été annulée.

Au Complexe HLM-Sherbrooke, le nombre de journalistes dépassait de beaucoup le nombre de résidents rassemblés dans un petit salon pour l'acceuillir et si l'on excepte un petit message publicitaire de M. Lévesque en faveur de son candidat André Boulerice ainsi que des remerciements aux militants qui, malgré la crise, continuent de travailler pour l'élection de celuici, il ne fut pratiquement pas question de problèmes locaux.

À la Ruche du quartier et à une galerie de la rue Saint-Denis où il devait rencontrer la gent artisique du comté, le premier ministre ne fit que passer en coup de vent, seule la visite à la Maison du père étant un peu plus longue.

Il reste à savoir jusqu'à quel point une telle visite-éclair, surtout dans un tel contexte, aide ou nuit davantage au candidat Boulerice.

Hier midi, devant le comité du candidat, rue Amherst, puis une heure plus tard rue Sherbrooke, une militante indépendantiste d'un certain âge, de Pointe-aux-Trembles, n'a pu retenir ses larmes en racontant aux journalistes comment le premier ministre, par ses déclarations, «me fait mal au coeur».



**Le premier ministre René Lévesque préfère de beaucoup « faire face à la musique » sur un piano par les temps qui courent. On le voit ici auprès d'une résidente d'un complexe HLM du comté de Saint-Jacques qui, elle, sait vraiment se servir de cet instrument.** photo UPC

## Quelle ampleur prendra la crise?

■ QUÉBEC — Loin de s'atténuer, la crise qui secoue le Parti québécois prendra de l'ampleur au cours des prochains jours. Dans la foulée des Pierre de Bellefeuille et Jérôme Proulx, Denis Vaugeois (Trois-Rivières) et Jacques Baril (Arthabaska) quitteront probablement mardi les banquettes ministérielles pour prendre place dans celles des députés indépendants.

**YVON LABERGE**
**de bureau de Québec**

Hier, chacun dans leur comté, les deux députés ont clairement indiqué qu'ils laissaient le week-end au premier ministre pour qu'il révise le message livré lundi dernier à l'exécutif du Parti québécois.

Pendant ce temps, l'ex-ministre des Finances a mis fin à sa réflexion et c'est également mardi - à la reprise des travaux de la Chambre - que Jacques Parizeau annoncera qu'il quitte son siége de député de l'Assomption.

Ainsi, pour ajouter à l'orage qui s'abat sur l'équipe ministérielle, une élection partielle devra y être tenue au plus tard le 27 mai prochain. À moins, bien sûr, que le premier ministre n'en appelle au peuple et déclenche des élections générales entre-temps.

Par ailleurs, l'ultimatum lancé hier par Jacques Baril et Denis Vaugeois n'est pas étranger à la stratégie adoptée par ce qui reste du groupe des Douze. Cette démarche - comme préfère la qualifier certains d'entre-eux - vise à mettre de la pression sur le premier ministre pour qu'il revise une partie de son texte livré lundi dernier.

Selon les informations obtenues hier, douze ministres, ex-ministres et députés (pure coïncidence, nous dit-on) se sont réunis jeudi soir pour débattre de la question. Il s'agit de Pauline Marois, Marcel Léger, Robert Dean, Louise Harel, Gilbert Paquette, Jacques Léonard, Denise Le-Blanc-Bantey, Jacques Baril, Denis Vaugeois, Denis Perron, Hubert Desbiens et Jules Boucher.

Ce groupe de parlementaires y aurait décidé de jouer le tout pour le tout en demandant, une fois de plus, au premier ministre de reconnaître la nécessité pour le Québec d'aller chercher, d'une façon ou d'une autre, des morceaux de sa souveraineté.

Joint à son bureau de comté hier, le député Denis Vaugeois n'a pas voulu confirmer que sa démarche s'inscrivait dans ce qu'il qualifie de « rencontre qui a réuni des députés et des ministres qui travaillent ensemble depuis un bon moment ». S'est-il contenté de préciser que M. Lévesque avait agi trop rapidement en évacuant l'article un du programme du parti et qui trace la voie de ce que devrait être l'enjeu des prochaines élections.

M. Vaugeois estime que le débat aurait pu suivre son cours au sein du parti encore quelque temps et il s'interroge à savoir pourquoi le premier ministre a pris un aussi gros pari.

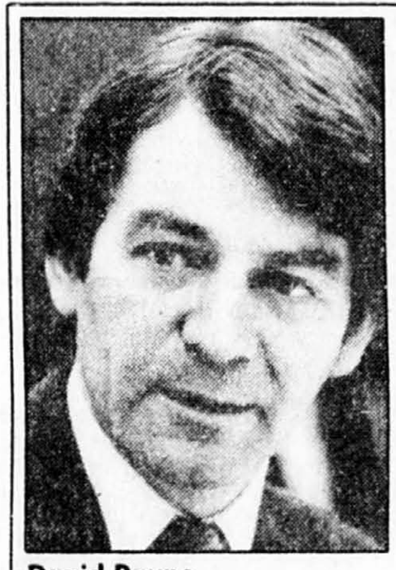
Enfin, M. Vaugeois reconnaît que son collègue Jacques Baril et lui-même ont agi de concert en demandant au premier ministre de réévaluer son texte et de reconsidérer les démissions que lui ont présentées ses ministres. Au moins pour les trois qui ont accepté d'y surseoir jusqu'à lundi.

Par ailleurs, Louise Harel, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, ne sort de sa retraite que pour participer aux rencontres convoquées par ses collègues. À son bureau de Montréal, on indiquait hier qu'elle rencontrera son exécutif de comté demain en soirée et les possibilités qu'elle fasse valoir son point de vue publiquement en début de semaine sont bien minces.

Pour leur part, les autres députés qui pourraient décider au cours des prochains jours de siéger dorénavant comme indépendants ne se sont pas manifestés hier. Les Denis Perron, Jules Boucher et Hubert Desbiens préférant en parler avant avec leur exécutif et les militants de leur comté.

Finalement, Bernard Landry (Relations internationales) est arrivé en Algérie hier et il n'est pas question, pour le moment, qu'il revienne précipitamment au Québec.

Même chose pour son collègue Denis Lazure (Relations avec les citoyens) en voyage en Russie. Bien qu'à son bureau on tente par tous les moyens de le joindre. Même l'ambassade canadienne à Moscou a été mise à profit... Notons que M. Lazure pourrait bien être le sixième ministre à remettre sa démission au premier ministre Lévesque.



David Payne



Jean Chrétien



Jean-François Bertrand

## Les métallos demandent de colmater la brèche dans le bateau du Québec

■ Réunis en congrès à Jonquière, les 250 délégués du Syndicat des métallos (FTQ) ont fait parvenir hier un télégramme au premier ministre René Lévesque dans lequel ils lui demandant de « colmater la brèche dans le bateau du Québec », soulignant qu'il y allait « de l'intérêt de tous les travailleurs et citoyens que vous représentez. »

Faisant allusion à la crise qui déchire présentement le PQ, les métallos affirment qu'il est urgent de faire face à la situation économique actuelle et invitent M. Lévesque à utiliser tous les moyens dont dispose le gouvernement pour aider les travailleurs et les citoyens du Québec à combattre la crise économique et créer de l'emploi.

Pour sa part, le ministre Jean-François Bertrand estime que le gouvernement va sortir plus fort et plus uni de la crise marquée par la démission de cinq de ses ministres.

Dans une entrevue accordée à la Presse canadienne, M. Bertrand déclare en outre que toute tentative de miner le leadership de M. Lévesque était vouée à l'échec.

**Trahison**

Par ailleurs, Jean Chrétien, député à Ottawa, et David Payne, député du PQ à l'Assemblée nationale, se sont accusés mutuellement d'avoir trahi le Québec lors d'une émission de télévision présentée hier au réseau CTV. Le débat, qui devait porter sur la crise actuelle au sein du PQ, a vite dégénéré en attaques personnelles.

De leur côté, quelques députés libéraux ont fait connaître leurs réactions à la scission du PQ. Ainsi, Harry Blank, député de St-Louis, a dit que c'était là plus qu'une fin de régime, c'était la fin d'un rêve. Le député Réjean Doyon, du comté de Louis-Hébert, a dit que les récents événements lui faisaient penser à la retraite de Napoléon et provoquaient en lui des sentiments de tristesse pour les membres du PQ voués au projet d'indépendance.

## Dans Saint-Jacques, le libéral voit « couler le bateau » du PQ

■ Le candidat libéral dans Saint-Jacques à l'élection de lundi, Jean-François Viau, voit dans la crise qui mine le Parti québécois la confirmation que « le bâteau du gouvernement est en train de couler ».

**PIERRE VENNAT**

De son son adversaire péquiste André Boulerice, considéré comme un « indépendantiste pur et dur », qui a décidé d'appuyer la position de René Lévesque dans le débat en cours au sein du PQ, il dit qu'en agissant ainsi, il a perdu toute crédibilité, tout comme son parti d'ailleurs.

M. Viau, qui était accompagné, hier midi, de quatre députés libéraux, dit avoir mis de l'avant « une nouvelle approche du rôle de député: il veut être, au-delà de ses fonctions traditionnelles, un animateur, un rassembleur, bref de servir de lien entre les revendications et l'action ».

Lorsqu'on lui a demandé si l'insistance à qualifier de « nouvelle approche » ce rôle d'animateur et de rassembleur du député ne constitue pas en quelque sorte un désaveu de la façon dont se conduisent les députés libéraux actuels, M. Viau a esquivé le sujet en déclarant que chaque député amenait sa propre expérience.



photothèque LA PRESSE

**André Boulerice**



photothèque LA PRESSE

**Jean-François Viau**

Quoiqu'il en soit, M. Viau affirme qu'il existe dans Saint-Jacques énormément de groupes populaires pour indiquer que les gens du comté veulent se prendre en mains et trouver eux-mêmes les solutions qui collent à la réalité du comté.

« Les groupes n'ont pas besoin de fonctionnaires pour décider à leur place, mais je crois qu'ils sauront profiter de la tribune privilégiée du député pour mener leurs revendications à terme ».

A titre d'exemple, M. Viau croit que le mimieu, mieux que quiconque, pourra déterminer quelle vocation donner aux nombreux terrains vacants du comté et il affirme que même sans la crise au sein du PQ, il est assuré, de toute façon, de l'emporter lundi.

## Rhéaume: c'est bon pour le PQ

■ La crise actuelle au sein du gouvernement péquiste est une très bonne chose pour le mouvement indépendantiste en ce sens qu'elle permettra à tous ceux qui y croient de travailler ensemble à sa promotion au-delà de toute considération partisane.

**PIERRE GRAVEL**

C'est ce qui ressort des propos tenus hier à Montréal par Gilles Rhéaume, président de la Société Sain-Jean-Baptiste (SSJB-M) et du Mouvement national des Québécois (MNQ), à l'occasion d'une conférence de presse destinée à souligner l'anniversaire de la bataille des Patriotes à Saint-Denis sur le Richelieu, le 23 novembre 1837.

Comme il fallait s'y attendre, les réminiscences du passé ont vite laissé place à l'analyse par M. Rhéaume de la situation qui prévaut présentement au sein du seul parti politique officiellement commis en faveur de la souveraineté politique du Québec.

Même si la déclaration officielle de M. Rhéaume fait état de la volonté du MNQ de « dénoncer les mensonges et les trahisons (et) les opportunistes et les carriéristes qui mentent au peuple » il a soigneusement évité de dénoncer nommément le premier ministre Lévesque même si ses propos ne laissaient place à aucune équivoque.

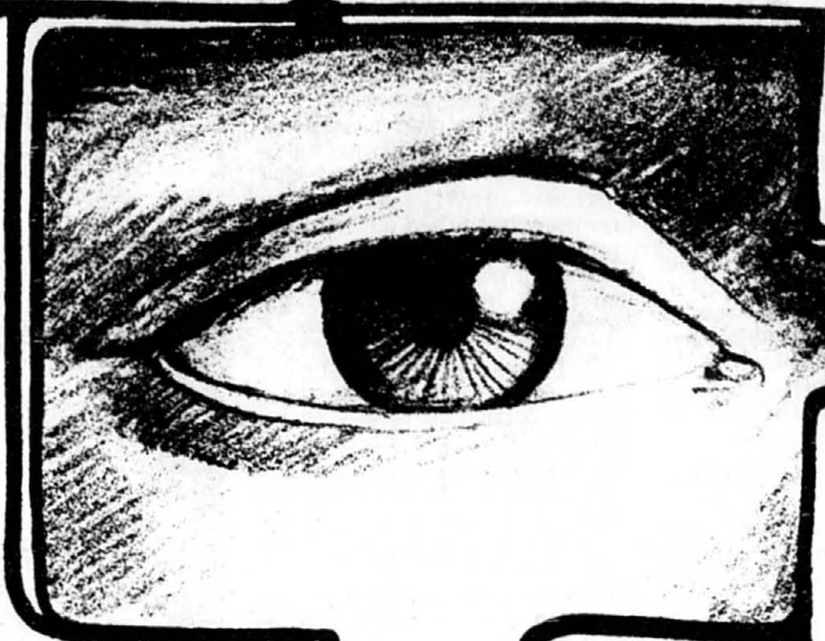
Tout au plus le président de la SSJB-M et du MNQ a-t-il manifesté l'intention de faire parvenir des télégrammes de félicitations aux ministres et députés démissionnaires qui ont choisi de se démarquer du Parti québécois en raison de la position constitutionnelle du premier ministre Lévesque.

M. Rhéaume voit dans la crise actuelle une occasion privilégiée de retirer à un parti politique son monopole de fait sur un idéal collectif qui devrait, selon lui, être promu et défendu par un groupe non partisan sur le plan politique.

Selon lui, la cause de l'indépendance du Québec est entrée dans une léthargie profonde en raison surtout du fait qu'on a cessé de l'alimenter par des débats au sein de l'opinion publique.

« La seule façon de faire progresser l'idée d'indépendance, a-t-il déclaré à LA PRESSE, c'est de recommenncer à en parler à temps et à contre-temps. Sans égard à des considérations partisanes et sans ambiguité malsaine entre les orientations idéologiques fondamentales et des objectifs d'accession et de maintien au pouvoir ».

Dans ce contexte, M. Rhéaume entend inviter bientôt les parlementaires démissionnaires du gouvernement et du caucus péquiste à joindre les rangs d'un mouvement qu'il s'apprête à lancer et qui pourrait prendre le relais de l'ex-Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN).



# Curieux ?

**Demain, dans LA PRESSE du dimanche, découvrez la**

# personnalité de la semaine!

À nouveau LA PRESSE accueillera **la personnalité de la semaine** dans son édition de demain.
Une histoire à suivre?
Sans aucun doute car des 52 «personnages-vedettes» émergera la personnalité de l'année en octobre 85, à la date anniversaire de LA PRESSE.

Qui découvrirons-nous dans LA PRESSE de demain?
Une femme?...
Un homme?...
*C'est un rendez-vous... dès demain matin!*

**Il me faut LA PRESSE!**

L'actualité en plus et en mieux avec la presse du dimanche

# La Sûreté du Québec et son employeur: les faits.

Le contrat de travail des policiers de la Sûreté du Québec est expiré depuis décembre 1983. Depuis un an, ils ont utilisé divers moyens de pression pour faire connaître leurs attentes et leur point de vue. Mercredi dernier, le 21 novembre 1984, ils sont venus manifester à Québec devant l'Assemblée nationale pour marquer leur opposition au contrat qu'a décidé de leur accorder le gouvernement: les policiers ne sont pas d'accord sur les clauses salariales.

Pourtant le gouvernement est persuadé que cette décision est cohérente et logique, compte tenu des circonstances économiques dans lesquelles nous vivons.

## Combien gagne un agent de la S.Q.?

Suite à la décision du gouvernement de leur accorder 3% rétroactif pour 1984, les policiers obtiennent des conditions de travail exceptionnelles. 95% des agents ont atteint le sommet de l'échelle salariale: **ils gagnent en 1984 35 173$ par année, sans parler des primes, allocation vestimentaire, régime de retraite et sécurité d'emploi totale, pleine et entière.** De 1981 à 1983, ils ont connu de substantielles augmentations de salaire de 41% alors que des centaines de milliers de salariés au Québec ont connu réduction, gel ou stabilisation de leur rémunération.

Tous les chiffres confirment que les agents de la Sûreté du Québec sont les mieux rémunérés des grands corps policiers du Québec et du Canada. Que l'on parle de régime de retraite, d'avantages sociaux ou tout simplement de salaire, ils gagnent plus que leurs collègues de Montréal, de Québec, de Toronto... Ils gagnent 2 600$ de plus que les agents de la GRC et 3 000$ de plus que ceux de la police provinciale d'Ontario.

**Nous avons tous connu les conséquences de la récession économique: à titre d'employés de l'État, les policiers doivent aussi faire leur part.**

## Les avantages dont on ne parle jamais...

— Les policiers de la Sûreté du Québec peuvent prendre leur retraite après 25 ans minimum ou 32 ans maximum. En pratique, cela signifie qu'un agent entré à 20 ans à la S.Q. prend sa retraite au plus tard à 52 ans et reçoit pour le restant de ses jours 70% de son salaire des 48 mois les mieux rémunérés, indexé chaque année au coût de la vie.

— Leur uniforme est fourni et, lorsqu'ils sont en civil, ils reçoivent une allocation de 5,00$ par jour. Valeur de cet avantage? Près de 1 000$ par année...

— Lors des patrouilles de soir et de nuit, ils touchent des primes spéciales. Elles sont beaucoup plus élevées que celles de tous les autres corps policiers qui travaillent de nuit.

— Les policiers peuvent aménager leur temps de travail sur 4 jours par semaine. Ils ont droit à un mois de congé annuel.

— Ils sont assurés de la sécurité d'emploi, totale, pleine et entière, contrairement à des centaines de milliers de Québécoises et de Québécois.

# Une certitude: la décision du gouvernement est juste et équitable.

Québec

SOLDE DE CARTE DE MEMBRE 9,95$

Avenue Video

**V.I.P.**
Achetez dès maintenant et nous vous offrons l'ensemble V.I.P.
Une carte et un livret valant jusqu'à 300$, gratuitement avec tout achat comptant d'un VCR.
Achat minimal 599$.



**Canon VC-30A**
- Sensibilité de 10 lux
- Objectif zoom avec macro
- Stéréo
- Enregistrement interval
- Titrage
- Autofocus



**Canon VC-200A**
- Autofocus
- Objectif zoom/ 2 vitesses
- Titrage
- 3,5 lb
- Austement au blanc automatique
- Compensation pour contre-jour

*SPÉCIAL SUR CASSETTES VIERGES*

| | |
|---|---|
| JVC T-120 | 8,75 |
| Kodak T-120 L-750 | 10,95 |
| Kodak T-120 HG | 11,95 |

*AVEC CE COUPON*



**Canon VR-40A VHS**
**Hi-fi vidéo portatif**
- 4 têtes
- 8 émissions/ 14 jours
- accepte le câble
- Cadrage avance/ Point fixe
- «Simulcast»
- Sonorisation audio

**Canon Accu-Vision™** Le progrès évident en vidéo portative.

**LA VIEILLE POSTE** 1304 avenue Greene Westmount 931-0293
**SNOWDON** 5326 Queen Mary (coin Décarie) 482-2680
**MONTRÉAL-OUEST / NDG** 6584 Sherbrooke ouest (coin Cavendish) 487-1890
**STE-ADÈLE ST-SAUVEUR STE-AGATHE**

15 MAGASINS — NOUS ASSURONS LE SERVICE DE CE QUE NOUS VENDONS — MAGASINS OUVERTS 7 JOURS PAR SEMAINE


# Sinistres parieurs

HAMILTON (D'après CP) — Les policiers de Hamilton ont fait savoir qu'ils avaient démantelé un réseau de parieurs qui tentaient de deviner la date du prochain meurtre d'un policier au Canada.

Les membres de l'escouade des moeurs de la police de Hamilton, bénéficiant d'une information confidentielle, ont fouillé une maison de Hamilton, jeudi, où ils ont trouvé 50 grammes de marijuana et un tableau de paris comprenant plusieurs noms et huit colonnes numérotées d'un à 31 pour le mois de décembre.

S'il n'y avait pas eu de gagnant en décembre, les parieurs auraient versé une autre somme d'argent dans la cagnotte. Des paris d'une valeur de $60 avaient déjà été effectués.

Daniel Joseph Pitre, 20 ans, de Hamilton, a été accusé d'avoir tenu une maison de jeu et de possession de drogue.

Il doit comparaître en cour le 3 janvier prochain pour y répondre des deux accusations.

# Serveuse tuée à son travail

Une serveuse de 21 ans, Colette Lebel, de Saint-Gabriel-de-Kamouraska, a été abattue d'une balle provenant d'une arme de calibre .12, vers 1h45, hier matin, à l'intérieur du bar Bleu de La Pocatière. Son ex-mari, Narcisse Dupéré, 32 ans, de Mont-Carmel, est actuellement détenu relativement à cette affaire.

Il se serait rendu vers 1 heure du matin à l'établissement où travaillait la jeune femme. Après une vive discussion avec un ami de Colette Lebel, il aurait quitté le bar pour revenir armé d'une carabine.


Université de Montréal
**Faculté des sciences de l'éducation**

**Microprogrammes à la Faculté des sciences de l'éducation**
**(hiver 1984)**

Nous vous invitons à une formation dans des domaines spécifiques à l'éducation ne nécessitant qu'un nombre restreint de cours.

Ces microprogrammes d'une durée d'au plus 15 crédits donnent droit à une attestation d'études.

**Champs d'études**
enseignement de l'économique au secondaire
enseignement de l'informatique au secondaire
enseignement des technologies bureautiques
enseignement du système bureautique
enseignement du traitement de textes
applications pédagogiques de l'ordinateur

**Date-limite pour résenter un dossier d'admission**
Le 1er décembre 1984

**Pour tous renseignements, prière de s'adresser au**
Bureau d'information
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Montréal
C.P. 6203, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3T3
Tél.: 343-7622


# Résultats

INTER® — Date 23 / 11 / 84 — loto-québec

**Tirage régulier:** 423307 — **250 000$**

| | | |
|---|---|---|
| 23307 | LOTS | 2 500$ |
| 3307 | LOTS | 250$ |
| 307 | LOTS | 50$ |
| 07 | LOTS | 10$ |

Gros lots de 25 000$: 016905 — 951941 — 442191 (Numéros non décomposables)

| NUMÉROS MOBILES | | |
|---|---|---|
| 23260 | LOTS | 2 500$ |
| 9222 | LOTS | 250$ |
| 501 | LOTS | 50$ |

**10 lots de 10 000 $ chacun**

| | | |
|---|---|---|
| 930B749 | 904A798 | 581A701 |
| 137A066 | 348A481 | 507B347 |
| 438B751 | 899A021 | 646A740 |
| 142A417 | | |

**LOTS BONIS:** 1 000 lots de 1 000 $ chacun — Numéros non décomposables

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 100A410 | 248A183 | 413A005 | 561A466 | 691A481 | 818A306 | 963A100 | 1968873 | 3408612 | 4888390 | 6078877 | 7298816 | 8938198 |
| 101A067 | 261A516 | 413A436 | 563A386 | 694A179 | 827A325 | 963A465 | 1978393 | 3408908 | 4888466 | 6088052 | 7348536 | 8948400 |
| 104A136 | 262A681 | 415A644 | 565A751 | 698A669 | 831A514 | 964A268 | 1988563 | 3468051 | 4908387 | 6088448 | 7378917 | 8978230 |
| 108A259 | 265A431 | 419A870 | 570A044 | 702A560 | 831A695 | 965A573 | 2058806 | 3518085 | 4958462 | 6088894 | 7408759 | 8988608 |
| 111A937 | 267A961 | 423A320 | 574A120 | 708A801 | 832A533 | 966A875 | 2068108 | 3528313 | 4968671 | 6118774 | 7468254 | 9008238 |
| 113A396 | 268A746 | 425A969 | 574A661 | 709A119 | 833A674 | 967A862 | 2088799 | 3528758 | 4968806 | 6148195 | 7588656 | 9058091 |
| 113A457 | 268A820 | 427A425 | 575A564 | 713A545 | 834A359 | 969A612 | 2128688 | 3588908 | 4988484 | 6158128 | 7588671 | 9058707 |
| 113A559 | 272A459 | 431A568 | 578A263 | 713A705 | 834A795 | 969A866 | 2218759 | 3598398 | 5008638 | 6168930 | 7608323 | 9078524 |
| 115A269 | 272A879 | 432A333 | 579A659 | 713A826 | 836A124 | 971A067 | 2228645 | 3608829 | 5018811 | 6198393 | 7608855 | 9098555 |
| 116A536 | 274A660 | 433A742 | 581A802 | 714A333 | 838A088 | 975A167 | 2268614 | 3618384 | 5028297 | 6228842 | 7618061 | 9098591 |
| 116A613 | 275A775 | 437A528 | 584A353 | 714A523 | 838A773 | 977A049 | 2308038 | 3678967 | 5038425 | 6238615 | 7628192 | 9108426 |
| 116A779 | 277A158 | 439A170 | 585A131 | 721A547 | 840A254 | 981A132 | 2308550 | 3698329 | 5038959 | 6288803 | 7628926 | 9118284 |
| 119A977 | 278A041 | 440A348 | 585A775 | 722A800 | 840A405 | 984A070 | 2308881 | 3698598 | 5088070 | 6318680 | 7658829 | 9118798 |
| 120A855 | 279A762 | 440A928 | 592A861 | 725A427 | 842A768 | 984A166 | 2348101 | 3738005 | 5128407 | 6338402 | 7678186 | 9128174 |
| 121A768 | 280A793 | 441A152 | 593A313 | 729A397 | 845A235 | 984A834 | 2348169 | 3768955 | 5138703 | 6358135 | 7678352 | 9138106 |
| 121A949 | 282A261 | 447A209 | 596A519 | 730A748 | 849A499 | 985A682 | 2358925 | 3828227 | 5148542 | 6358373 | 7698432 | 9138940 |
| 123A954 | 288A126 | 448A709 | 598A768 | 731A256 | 853A549 | 987A641 | 2398515 | 3848880 | 5148890 | 6358809 | 7698979 | 9138963 |
| 124A344 | 288A875 | 450A358 | 599A122 | 732A635 | 856A731 | 988A836 | 2418649 | 3868446 | 5158028 | 6378632 | 7708388 | 9168104 |
| 124A380 | 289A415 | 452A123 | 599A130 | 733A165 | 856A787 | 990A676 | 2428492 | 3878790 | 5168202 | 6408720 | 7718738 | 9188116 |
| 124A991 | 290A295 | 457A305 | 599A619 | 733A984 | 860A172 | 993A339 | 2458172 | 3908287 | 5218920 | 6418263 | 7728459 | 9188277 |
| 125A335 | 293A856 | 460A554 | 603A974 | 734A711 | 862A845 | 994A582 | 2488315 | 3908654 | 5228121 | 6418823 | 7748040 | 9218124 |
| 126A865 | 299A052 | 461A054 | 606A560 | 736A404 | 863A557 | 995A402 | 2508729 | 3958124 | 5248410 | 6428521 | 7748228 | 9258686 |
| 128A046 | 299A277 | 461A640 | 606A573 | 736A631 | 868A999 | 1008658 | 2528710 | 3978653 | 5258802 | 6438884 | 7748367 | 9268494 |
| 128A369 | 299A567 | 464A064 | 611A380 | 736A918 | 871A699 | 1028367 | 2558995 | 3988677 | 5258825 | 6448437 | 7758733 | 9278471 |
| 128A528 | 304A247 | 464A352 | 613A054 | 737A267 | 872A232 | 1058146 | 2578842 | 4038097 | 5288082 | 6448728 | 7848130 | 9288339 |
| 130A814 | 307A861 | 466A326 | 615A411 | 738A174 | 877A230 | 1078255 | 2578992 | 4098625 | 5318170 | 6498609 | 7878419 | 9308020 |
| 135A539 | 311A010 | 467A706 | 616A545 | 739A329 | 877A315 | 1108488 | 2588026 | 4108208 | 5318383 | 6508605 | 7888455 | 9338331 |
| 138A609 | 311A586 | 471A229 | 618A420 | 739A508 | 878A823 | 1108892 | 2598936 | 4118040 | 5338477 | 6538737 | 7888914 | 9338913 |
| 148A080 | 311A626 | 472A042 | 623A467 | 741A086 | 879A969 | 1158898 | 2608516 | 4118851 | 5358106 | 6578148 | 7918953 | 9348454 |
| 149A129 | 311A649 | 473A642 | 624A449 | 742A264 | 880A484 | 1178148 | 2608548 | 4138685 | 5358939 | 6598607 | 7958105 | 9358723 |
| 149A396 | 311A655 | 473A805 | 625A359 | 742A405 | 881A103 | 1188518 | 2628539 | 4158005 | 5398135 | 6598985 | 7958732 | 9368769 |
| 149A583 | 312A798 | 477A518 | 626A045 | 742A550 | 881A139 | 1198654 | 2648471 | 4158405 | 5398327 | 6618711 | 7978296 | 9398771 |
| 149A900 | 324A300 | 480A343 | 628A027 | 742A957 | 882A890 | 1208680 | 2658379 | 4188060 | 5398733 | 6658238 | 7988500 | 9428015 |
| 152A388 | 326A032 | 482A921 | 631A147 | 745A420 | 882A935 | 1218041 | 2658453 | 4198377 | 5418269 | 6668346 | 7998208 | 9438362 |
| 154A854 | 326A852 | 482A988 | 631A796 | 747A060 | 883A587 | 1228181 | 2658988 | 4248685 | 5428204 | 6698335 | 8038162 | 9458625 |
| 157A565 | 328A346 | 483A098 | 632A787 | 750A840 | 885A237 | 1238258 | 2668207 | 4268026 | 5438159 | 6738076 | 8058442 | 9468141 |
| 158A202 | 330A731 | 483A265 | 633A749 | 752A144 | 888A480 | 1248351 | 2708051 | 4278276 | 5438912 | 6748943 | 8078552 | 9498536 |
| 158A275 | 331A792 | 486A857 | 634A196 | 754A756 | 888A624 | 1258397 | 2708621 | 4288494 | 5458823 | 6748995 | 8088041 | 9498613 |
| 165A769 | 334A199 | 487A792 | 635A205 | 755A424 | 889A106 | 1318133 | 2718417 | 4318229 | 5458827 | 6758008 | 8158430 | 9528709 |
| 168A431 | 336A082 | 488A720 | 635A717 | 761A725 | 891A922 | 1328447 | 2718768 | 4318975 | 5458924 | 6768808 | 8158784 | 9548635 |
| 170A567 | 338A603 | 488A773 | 638A691 | 763A058 | 904A235 | 1328902 | 2718940 | 4338355 | 5468792 | 6788686 | 8208436 | 9568728 |
| 170A602 | 343A052 | 493A320 | 640A793 | 763A197 | 904A873 | 1338081 | 2748788 | 4348439 | 5488357 | 6788747 | 8228300 | 9568884 |
| 171A016 | 343A866 | 494A118 | 642A229 | 764A715 | 905A693 | 1348397 | 2758817 | 4348636 | 5488537 | 6798431 | 8228923 | 9588980 |
| 171A343 | 344A204 | 495A587 | 642A388 | 765A679 | 907A696 | 1398593 | 2778594 | 4348935 | 5548916 | 6808188 | 8268852 | 9638702 |
| 171A566 | 348A064 | 502A297 | 644A890 | 766A973 | 908A513 | 1428835 | 2788982 | 4368721 | 5558107 | 6818651 | 8278505 | 9648807 |
| 175A766 | 352A634 | 502A642 | 647A171 | 768A139 | 909A653 | 1458469 | 2798597 | 4368879 | 5588097 | 6818954 | 8298440 | 9658206 |
| 178A862 | 353A766 | 506A919 | 647A560 | 770A544 | 912A952 | 1458938 | 2818224 | 4388890 | 5608185 | 6828378 | 8318077 | 9658353 |
| 182A672 | 354A850 | 508A075 | 647A844 | 771A967 | 914A366 | 1468625 | 2838042 | 4398479 | 5618215 | 6838005 | 8338714 | 9678284 |
| 188A848 | 360A407 | 523A488 | 648A053 | 772A824 | 918A415 | 1468916 | 2838962 | 4428510 | 5648106 | 6838332 | 8348818 | 9698772 |
| 197A008 | 360A840 | 525A320 | 649A194 | 778A658 | 918A927 | 1478314 | 2868492 | 4438726 | 5648446 | 6838733 | 8408755 | 9708999 |
| 197A807 | 361A522 | 527A368 | 651A602 | 779A664 | 927A236 | 1518075 | 2868735 | 4458446 | 5658642 | 6848525 | 8418457 | 9718548 |
| 197A911 | 363A957 | 528A097 | 652A560 | 779A758 | 927A785 | 1518103 | 2898400 | 4468370 | 5688664 | 6848847 | 8438624 | 9728241 |
| 200A273 | 364A618 | 529A667 | 654A399 | 782A055 | 928A089 | 1538031 | 2908096 | 4478373 | 5698868 | 6878434 | 8438791 | 9738208 |
| 203A508 | 364A627 | 530A790 | 659A333 | 782A314 | 928A899 | 1538305 | 2918619 | 4478950 | 5738218 | 6888815 | 8458413 | 9738610 |
| 204A433 | 365A370 | 531A588 | 659A458 | 782A825 | 931A870 | 1568145 | 2958871 | 4488367 | 5738835 | 6918510 | 8458599 | 9768051 |
| 205A587 | 369A126 | 531A680 | 661A057 | 784A850 | 934A790 | 1588060 | 2968771 | 4488455 | 5738851 | 6928949 | 8468834 | 9768147 |
| 205A271 | 372A641 | 532A263 | 661A124 | 787A110 | 937A745 | 1598393 | 3008465 | 4498044 | 5748156 | 6948122 | 8478492 | 9768346 |
| 206A404 | 372A842 | 532A462 | 662A665 | 788A922 | 938A207 | 1608475 | 3038205 | 4498639 | 5758410 | 6958440 | 8488250 | 9798079 |
| 210A182 | 377A612 | 533A084 | 663A387 | 789A622 | 938A264 | 1638500 | 3038841 | 4558963 | 5768748 | 6988785 | 8488534 | 9828803 |
| 211A772 | 378A730 | 533A898 | 663A427 | 790A177 | 940A239 | 1658804 | 3038933 | 4578233 | 5798972 | 6998190 | 8498180 | 9838202 |
| 213A842 | 381A512 | 534A649 | 665A111 | 790A714 | 940A656 | 1668314 | 3068024 | 4598817 | 5828048 | 6998488 | 8508700 | 9838658 |
| 214A437 | 388A059 | 536A092 | 667A285 | 791A267 | 942A050 | 1698487 | 3068668 | 4618077 | 5838721 | 7028199 | 8558611 | 9858057 |
| 214A916 | 388A060 | 536A119 | 668A481 | 792A098 | 946A938 | 1728761 | 3078079 | 4658227 | 5838768 | 7078595 | 8568429 | 9868104 |
| 219A483 | 390A545 | 537A433 | 669A613 | 793A992 | 947A006 | 1748027 | 3098831 | 4658379 | 5868945 | 7108739 | 8578342 | 9878861 |
| 221A404 | 393A873 | 542A292 | 669A704 | 798A296 | 949A069 | 1818116 | 3148190 | 4678556 | 5878606 | 7118768 | 8608206 | 9878952 |
| 222A338 | 394A010 | 543A565 | 674A657 | 800A559 | 949A961 | 1838478 | 3148192 | 4688018 | 5878692 | 7138333 | 8618488 | 9898569 |
| 224A600 | 395A506 | 544A221 | 675A135 | 800A781 | 954A062 | 1838902 | 3158328 | 4688256 | 5908655 | 7178797 | 8658455 | 9908143 |
| 224A841 | 396A971 | 544A735 | 675A145 | 804A023 | 954A906 | 1868639 | 3188690 | 4698272 | 5918537 | 7188289 | 8678592 | 9908298 |
| 225A531 | 397A028 | 544A995 | 675A494 | 806A236 | 956A828 | 1878075 | 3208701 | 4718205 | 5928850 | 7188718 | 8738455 | 9908578 |
| 228A927 | 398A217 | 546A698 | 675A502 | 807A937 | 958A515 | 1918113 | 3218620 | 4718479 | 5938729 | 7208527 | 8748179 | 9928339 |
| 235A922 | 401A079 | 547A096 | 678A532 | 809A580 | 959A117 | 1928552 | 3228522 | 4768037 | 5958498 | 7208752 | 8758204 | 9938558 |
| 236A480 | 401A443 | 552A054 | 678A995 | 809A754 | 960A222 | 1938502 | 3248122 | 4798674 | 5988245 | 7218388 | 8768095 | 9948011 |
| 237A131 | 401A684 | 555A307 | 684A636 | 810A613 | 960A831 | 1948616 | 3258178 | 4818477 | 5988743 | 7228359 | 8818115 | 9958416 |
| 238A053 | 405A215 | 558A045 | 685A073 | 810A843 | 961A024 | 1948634 | 3268408 | 4828350 | 5998463 | 7228425 | 8818557 | 9978024 |
| 240A010 | 407A317 | 558A403 | 685A504 | 812A707 | 962A142 | 1948885 | 3308282 | 4838243 | 6008292 | 7228839 | 8818729 | 9978875 |
| 246A001 | 407A892 | 559A382 | 689A455 | 812A715 | 962A597 | 1958039 | 3358346 | 4868736 | 6008765 | 7278601 | 8908559 | 9998976 |
| 247A354 | 408A757 | 561A039 | 691A446 | 815A183 | 962A755 | 1968256 | 3378614 | 4878661 | 6048554 | 7288705 | 8918975 | |

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.


Université de Montréal
**Faculté des sciences de l'éducation**
Section de technologie éducationnelle

**Certificat de technologie éducationnelle**
**(hiver 1984)**

Aux enseignants,
aux formateurs en milieu de travail,
aux étudiants...

Dans ce certificat vous pourrez:

vous familiariser avec les différents langages de l'image (photographie, vidéo, cinéma)...

vous initier à la conception, à la production, à l'expérimentation et à l'évaluation de matériels éducatifs médiatisés (diaporama, vidéo, film, jeu, simulation...) et ce, dans un environnement technologique adéquat...

De surcroît, ce programme offre une initiation à la micro-informatique.

Le tout alimenté d'une réflexion critique sur l'utilisation des technologies nouvelles.

**Particularités de notre programme**
Inscription à plein temps ou à temps partiel;
étudiants réguliers et étudiants libres;
cours du jour, du soir, de fins de semaine;
horaires flexibles.

**Date limite pour présenter un dossier d'admission**
Le 1er décembre 1984

**Pour tous renseignements, prière de s'adresser au**
Bureau d'information
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Montréal
C.P. 6203, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3T3
Tél.: (514) 343-7622

Université de Montréal
**Faculté des sciences de l'éducation**
Section de technologie éducationnelle

**Aux enseignants, formateurs en milieu de travail, étudiants ...**

**Certificat en applications pédagogiques de l'ordinateur**
**(hiver 1984)**

Le présent certificat s'adresse aux enseignants de tous les niveaux d'enseignement, aux formateurs en milieu de travail et aux auteurs de documents pédagogiques en général qui désirent intégrer l'ordinateur dans les situations d'apprentissage qu'ils élaborent.

Il vise à initier aux applications pédagogiques de l'ordinateur, à sensibiliser à l'utilisation et à la production des didacticiels et contribue à aider les personnes impliquées dans des activités de formation à utiliser le micro-ordinateur dans leur enseignement.

Sur le campus, la Section est équipée d'un laboratoire composé d'une trentaine de micro-ordinateurs.
Elle est également prête à organiser des cours hors-campus si le nombre d'étudiants est suffisant.

**Date limite pour présenter un dossier d'admission**
le 1er décembre 1984

**Pour tous renseignements, prière de s'adresser au**
Bureau d'information
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Montréal
C.P. 6203, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3T3
Tél.: (514) 343-7622

*Mme Cécile Comeau*
*Longueuil*
*«Il y a une bonne différence de prix avec Super Carnaval et les autres marchés. Les viandes sont beaucoup moins chères et elles sont beaucoup plus belles qu'ailleurs. Ça me donne confiance à voir la propreté du magasin.»*

*Mme Marielle Thibault*
*Chambly*
*«J'ai fait une épicerie de 48 $ ici et ailleurs ça m'aurait coûté 56 $ environ. La viande est très fraîche et je trouve ça très propre.»*

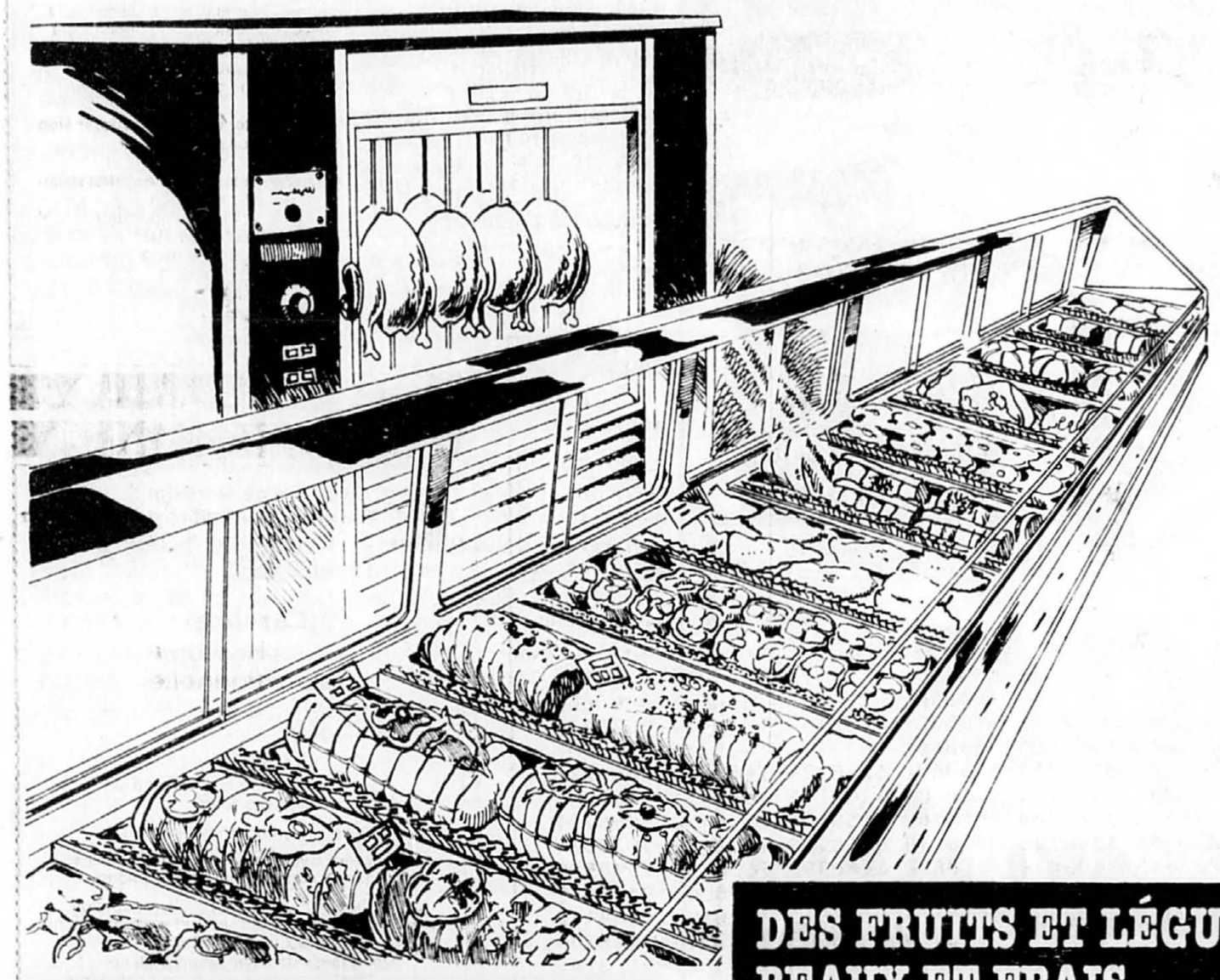
JUSQU'À 30% D'ÉCONOMIE

# Économisez En beauté

*chaque jour, chaque semaine*

à notre rayon des viandes

Des viandes qui composent les menus quotidiens à celles que vous réservez pour les grands jours ou les occasions spéciales, Super Carnaval vous offre, chaque jour, chaque semaine les coupes économiques et les formats familiaux, les coupes spéciales (ou sur demande). Des viandes fraîches, des produits de charcuterie européenne, un étal de saucisses faites sur les lieux, une gamme complète de viandes congelées, une rôtisserie où sont cuits à la broche d'appétissants rôtis de toutes sortes, et si les poissons vous tentent, notre poissonnerie augmentera la tentation. Les viandes et les poissons sont en nombre et en beauté chez Super Carnaval.



## DES VIANDES DE QUALITÉ

*chaque jour chaque semaine*

**BOEUF HACHÉ ORDINAIRE**
(Provenant de parties fraîches et / ou surgelées)
.97/lb 2.14/kg

**RÔTI DE PALETTE**
Coupe régulière
Boeuf estampillé, catégorie Canada «A»
.97/lb 2.14/kg

**RÔTI DE CÔTES CROISÉES**
Boeuf estampillé,
Catégorie Canada «A»
1.67/lb 3.68/kg

**POULET FRAIS CATÉGORIE «A»**
2 à 3 lb
.89/lb 1.96/kg

**PORC HACHÉ FRAIS**
1.08/lb 2.39/kg

## DES FRUITS ET LÉGUMES BEAUX ET FRAIS

*chaque jour chaque semaine*

**BANANES IMPORTÉES**
.33/kg .15/lb

**POMMES DE TERRE DU QUÉBEC**
Canada No 1,
**Sac de 20 lb**
1.25/ch

**LAITUE ICEBERG**
Californie
Canada No 1
**gr. 24**
.35/ch

## PRODUITS D'ÉPICERIE DE MARQUES CONNUES

*chaque jour chaque semaine*

| | |
|---|---|
| **FARINE TOUT USAGE** Robin Hood, **sac de 10 kg** | 6.39 |
| **MARGARINE MOLLE** La Québécoise, **907 g** | 1.49 |
| **DÉTERGENT À LESSIVE** Arctic Power, **Bte de 6 litres** | 3.79 |
| **CAFÉ INSTANTANÉ** Maxwell House, **Bocal de 10 oz** | 4.75 |
| **TOMATES DE CHOIX** Extra, **Bte de 28 oz** | .59 |
| **CHAMPIGNONS** Extra, tiges et morceaux, **Bte de 10 oz** | .69 |
| **NOURRITURE POUR CHAT** Pâté Festin, Purina, saveurs assorties, **Bte de 6 oz** | 4/1.00 |
| **MÉLANGE DE CROÛTE A TARTE** Monarch **Bte de 540 g** | .99 |

*Profitez des MÊMES BAS PRIX et partagez le MÊME CHOIX complet... avec MOINS DE MONDE*

*Faites votre marché en début de semaine chez SUPER CARNAVAL*

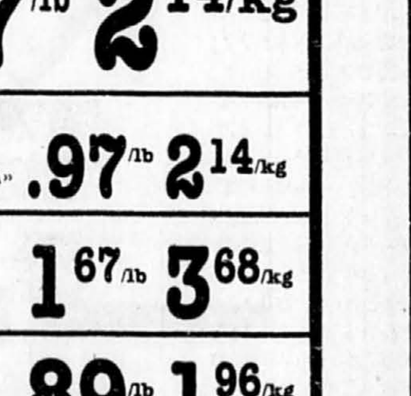
**Avertissement.** Les prix de Super Carnaval, tels qu'ils apparaissent ici, ne sont pas des prix spéciaux. Ce sont nos prix réguliers et vous pouvez en bénéficier à tous les jours. Ils seront maintenus tant que nos sources d'approvisionnement nous le permettront. Prix en vigueur dans la région de Montréal seulement. Pas de vente aux marchands

*Votre marché chez Super Carnaval vous permet d'économiser jusqu'à 30% par rapport aux prix réguliers des supermarchés conventionnels. L'économie réalisée peut être supérieure ou moindre selon vos habitudes de consommation.

**SACS GRATUITS... UNE ÉCONOMIE ADDITIONNELLE**




**St-Léonard**
**6675 Jean-Talon est**




**Longueuil**
**3630 ch. Chambly**

**HEURES D'OUVERTURE:**
**Lundi au mercredi**
**9h à 18h**
**Jeudi et vendredi**
**8h30 à 21h**
**Samedi**
**8h30 à 17h**

# SUPER CARNAVAL

**VOS SUPER SUPERMARCHÉS**

UNIVERSITÉ CONCORDIA

Département de physique

**Avez-vous déjà souhaité continuer vos études en physique?**

Votre désir peut se réaliser si vous demandez dès maintenant votre admission à temps complet ou partiel au programme de maîtrise (M.Sc.) ou de doctorat (Ph.D.) en physique pour janvier et septembre 1985.

Des bourses d'assistant d'enseignement sont offertes aux étudiants à temps complet admissibles.

Pour tous renseignements, veuillez vous adresser à:

**M. S.K. Misra, Ph.D.**
**Université Concordia**
**1455, boulevard de Maisonneuve Ouest**
**Montréal H3G 1M8**
**Téléphone: (514) 879-4065 ou 879-5915**

# Les poteaux de Bell ne sont pas taxables

Même si elle peut consentir à la compagnie de téléphone Bell une autorisation de planter ses poteaux et de tendre ses fils à certains endroits, Montréal n'a pas, pour autant, le pouvoir d'exiger un loyer pour ces installations.

C'est ce que viennent de décider les juges Nichols et Montgomery, de la Cour d'appel, en rejetant une poursuite de la Ville, qui voulait récupérer de cette façon une somme de $230 442 en redevances pour quatre années d'occupation du domaine public municipal, soit de 1973 à 1977.

Tout en admettant que la compagnie de téléphone relevait, pour ses installations et son fonctionnement, de la compétence du parlement fédéral, les avocats de Montréal soumettaient toutefois que, par la théorie de la complémentarité des compétences, son pouvoir à elle d'autoriser certaines occupations de son territoire devait avoir comme corollaire son droit de percevoir un loyer.

Mais les deux magistrats décident que, dans ce cas, ce n'est qu'un pouvoir spécifique de simple autorisation qui a été accordé à la ville. Les installations de la Bell, même si elles sillonnent le domaine public d'une ville, doivent être considérées comme des travaux exécutés à l'avantage du pays entier.

Ce qu'on a surtout voulu accorder aux villes, c'est en réalité un pouvoir de coordination et de contrôle en vue d'éviter une anarchie facile.

Et l'un des magistrats donne un exemple. Pour empêcher, par exemple, que la compagnie ne plante un pylone en plein milieu de l'entrée d'une station de pompiers.

## *Des nouvelles de la CÉCM*

### Buon giorno
### Buenos dias
### Bom dia
### Chào quý vi

Des bonjours prononcés dans plusieurs langues et sur tous les tons: voici ce qu'on entend de plus en plus fréquemment dans les écoles françaises et anglaises de la CÉCM. Ces bonjours en espagnol, portugais, italien, grec, laotien, vietnamien... ce sont les enfants des classes PELO qui les disent et redisent avec un enthousiasme et une fierté non déguisés.

Le projet de l'enseignement des langues d'origine, mieux connu sous le nom de PELO, permet, cette année, à quelque 1 700 élèves de la CÉCM de diverses origines ethniques de perfectionner, ou même d'apprendre parfois, leur langue maternelle et ce, dès la première année du primaire.

Conçu et financé par le ministère de l'Éducation, ce programme a été introduit dans certaines écoles primaires françaises de la CÉCM dès 1978.

Une recherche effectuée par la CÉCM a révélé que les enfants semblent particulièrement heureux durant les cours de leur langue d'origine. Cette recherche a aussi démontré que ces cours permettent un meilleur développement psychologique de l'enfant en valorisant sa langue maternelle et sa culture. Enfin, les parents constatent que l'apprentissage de la langue maternelle à l'école aide l'enfant dans ses communications avec son milieu familial.

### Activités diverses

Aujourd'hui, à 13h30, à l'hôtel Bonaventure, le président de la CÉCM, M. Michel Pallascio, prononce une conférence sur le programme PELO à l'occasion du colloque sur l'enseignement des langues d'origine organisé par l'Association culturelle des professionnels et universitaires canadiens-italiens.

### Concerts

Le public est invité à un concert de musique de chambre donné par les élèves de l'école secondaire Joseph-François-Perrault de la CÉCM à l'auditorium de l'école, au 7450, rue François-Perrault, le lundi 26 novembre à 20 h. L'entrée est gratuite.

Le personnel et les élèves de l'école secondaire Saint-Luc de la CÉCM invitent parents et amis à venir leur rendre visite dans leurs nouveaux locaux situés au 6300, chemin Côte-Saint-Luc, le mercredi 28 novembre à 19h30. À cette occasion, il y aura également concert par l'harmonie de l'école.

CÉCM
La Commission des écoles catholiques de Montréal

SKI SKI SKI SKI

La grande Vente de SKI se continue chez

OBERSON



LES SKIS ALPIN POUR DÉBUTANTS/INTERMÉDIAIRES
Blizzard Fan Glidder
Blizzard Firebird
Dynastar Visa
PSM jusqu'à 200$ À 79$

LES SKIS POUR LES FUTURS CHAMPIONS
Head Delta
Fisher Sunlite
Dynastar Quartz
Blizzard Pro Sport
À 139$

ENSEMBLE DE SKI ALPIN
COMPLET POUR ADULTES, DÉBUTANTS, INTERMÉDIAIRES À 169$
*comprenant:*
1 paire de skis alpins descente en fibre de verre (2 ans de garantie)
1 paire de bottes au choix NORDICA, CABER ou ALPINA
1 paire de fixations LOOK 39
1 paire de bâtons LOOK
PSM 345$
S.V.P. 1 ensemble par client

ENSEMBLE DE SKI ALPIN
COMPLET POUR ADULTES CLASSE FUTUR CHAMPION
*comprenant:* 1 paire de skis alpins BLIZZARD PRO SPORT ou DYNASTAR PERFECTA
1 paire de bottes RAICHLE ou CABER
1 paire de fixations TYROLIA 170
1 paire de bâtons LOOK
À 229$
PSM 405$

LES SKIS POUR LES CHAMPIONS
Dynastar Omega
Head GS
Head RS
Kneissl World Star
Spalding Squatra Comp.
À 189$
PSM jusqu'à 400$

FIXATIONS
TYROLIA 380 D
À 55$
S.V.P. 1 paire par client

50% DE RÉDUCTION
VÊTEMENTS COLLECTIONS 85
• ANORAK EN DUVET UTEX
• «WARM UP»
• ANORAK TECHNIQUE «FREE»
• PANTALON RACER

ENSEMBLE DE SKI DE FOND
*comprenant:*
1 paire de skis KARHU, SPLITKEIN ou BONNA au choix avec cire ou sans cire.
1 paire de fixations PINSO ou TROLL
1 paire de bâtons
À 49$

NOTE: Toute la marchandise de cette annonce est disponible dans les 4 magasins. Si la marchandise venait à manquer, elle sera remplacée par l'équivalent dans d'autres marques.

OBERSON
*La plupart des articles sont aussi disponibles aux mêmes prix dans les autres magasins.*
217, boul. des Laurentides Pont-Viau, Laval 669-5123
245, Richelieu St-Jean 347-1467
3, Évangéline Granby 375-1785
128, Principale Cowansville 263-0303



«JE T'AIME GRAND-PÈRE»

**«Quand j'étais petit, je demandais souvent à mon grand-père s'il allait mourir un jour.»**

Il me répondait en riant, «Peut-être». Longtemps plus tard, avant de me quitter pour de bon, il me dit: «Nous sommes devenus une belle paire d'amis et c'est seulement maintenant que je peux te dire que je ne mourrai pas tout à fait puisque tu me survis et que t'es un peu moi. Quand tu étais petit, je ne le savais pas encore...»

Depuis quatre générations, les familles québécoises font confiance aux maisons funéraires Urgel Bourgie. Nous avons appris que tous les comportements sont nobles devant la mort et qu'il nous faut respecter les moindres demandes de ceux qui font appel à nos services.

Nous avons 55 maisons funéraires et nous sommes également reconnus pour nos **pré-arrangements funéraires.**

Si vous désirez des renseignements, appelez-nous au **932-2225** ou postez ce coupon, sans obligation de votre part.

LES MAISONS FUNÉRAIRES
URGEL BOURGIE

Veuillez me faire parvenir votre documentation sur les pré-arrangements et autres services. L.P. 24-11-84

NOM: _____
ADRESSE: _____
VILLE: _____
CODE POSTAL: _____ TEL.: _____

Urgel Bourgie Limitée
2630, rue Notre-Dame O.,
Montréal (Québec)
H3J 1N8,
(514) 932-2225

Quatre façons délicieuses de souhaiter

Joyeuses Fêtes

CERTIFICATS CADEAUX de différentes valeurs

Le Pavillon de l'Atlantique 285-1636

MOBY DICK'S 285-1637

Maurys 285-1265

Café La Tulipe Noire 285-1225


# Une mère riche n'a pas l'obligation de verser pension à sa fille de 32 ans

Une jeune femme de 32 ans, membre d'une des plus riches familles de Montréal, s'est vu refuser, hier, la pension alimentaire de $2 500 par mois qu'elle réclamait de sa mère qui demeure de façon permanente en Floride et qu'elle n'a pas vue depuis deux ans.

Malgré le grand nom qu'elle porte, la requérante n'a qu'une douzième année de scolarité et a travaillé comme serveuse dans un bar. Mariée à un certain moment avec un Montréalais, elle s'en est séparée quatre ans plus tard, et elle ne lui a jamais demandé quelque secours que ce soit. Il est d'ailleurs remarié, a un enfant, et travaille comme...bûcheron en Colombie-Britannique.

De son propre témoignage, le juge Bernard Flynn de la Cour supérieure a retenu qu'après avoir cessé de travailler, il y a quelques années, elle semble avoir perdu le désir même de se retrouver un emploi.

À ce sujet, le magistrat soulique que ce n'est pas trahir le sens de nombreuses décisions rendues ces dernières années en semblable matière que de retenir qu'une personne majeure, qui n'est plus aux études, doit, pour obtenir une telle pension, convaincre le tribunal que son indigence n'est pas du à un manque d'effort de sa part.

Dans le cas sous étude, le juge Flynn se dit loin d'être convaincu que la requérante ne réussirait pas à subvenir à ses propres besoins, si elle faisait des efforts raisonnables, et si elle était disposée à accepter un emploi à la mesure de son expérience et de ses talents, plutôt que de se voir à la tête d'une entreprise, dans un domaine qu'elle ne connait absolument pas.


Gouvernement du Québec
Ministère des Communications




LIVRE VERT SUR L'HABITATION

- l'état de la situation
- les objectifs et les propositions du gouvernement
- les programmes d'aide à l'habitation...

Se loger au Québec, pour établir les bases d'un dialogue sur les conditions de l'habitation.

Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur
1984, 208 pages
EOQ 21418-9

5,95 $

En vente à la librairie de l'Éditeur officiel du Québec:

Montréal
Complexe Desjardins
Niveau promenade
Montréal
Tél.: 873-6101

Québec



UN LIVRE-ÉVÉNEMENT
À paraître le 26 novembre

GRAHAM FRASER
Le Parti Québécois




*Un document unique!*
Pour comprendre les tensions actuelles qui bouleversent le Parti québécois. À lire absolument.
**Le Parti québécois de Graham Fraser**
Éditions Libre Expression 19,95$



Les voleurs n'attendent qu'une occasion: ne la leur donnez pas.

Série 1

Les portes

1 **Une bonne serrure,** ça vaut le coup. On peut acheter une serrure à double cylindre dans toute bonne serrurerie; une fois fermée, elle ne s'ouvre plus sans clef, même de l'intérieur. Il est plus difficile d'entrer chez vous ou encore d'en sortir en emportant vos biens.

2 **Les portes-fenêtres** sont vulnérables. Percez un trou dans le cadre, en haut et en bas, pour pouvoir insérer un clou (diagramme 1). Prenez l'habitude, avant de partir, de mettre en place les deux clous et une pièce de bois (diagramme 2).

3 **L'entrée de service** demande plus que l'habituel crochet de porte. Placez-y également une serrure à double cylindre. Mais attention: à l'entrée de service comme à l'entrée principale, laissez **toujours** la clef sur la serrure quand vous êtes dans la maison.

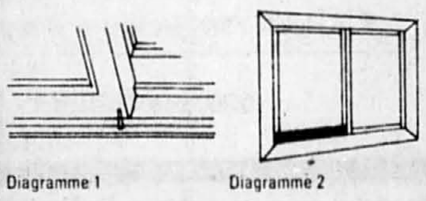

Diagramme 1


Diagramme 2

Avant de partir, n'oubliez pas les bonnes précautions simples et efficaces:
– laissez la radio en marche, de préférence à un poste qui diffuse des émissions de ligne ouverte (rien ne donne davantage l'impression qu'il y a quelqu'un à la maison);
– éteignez les lumières le matin et allumez-les le soir, ouvrez les rideaux le matin et fermez-les le soir;
– fermez soigneusement toutes les portes et fenêtres, même si vous ne comptez partir que cinq minutes.

Rentrer chez vous et découvrir que des voleurs ont tout emporté, c'est désolant! Bien sûr, vous pouvez compter sur vos assurances... Mais que d'ennuis en perspective!!!

Question d'assurance... le BAC a des réponses!

Le Bureau d'assurance du Canada distribue gracieusement une série de petits conseils qui s'inspirent des plus récentes données en matière de prévention. Pour l'obtenir, il suffit de remplir ce coupon et, de le retourner.

Votre série de conseils contre le vol m'intéresse. Veuillez m'en envoyer un exemplaire à l'adresse ci-dessous.

Nom Prénom

Adresse N° Rue Ville

Province Code postal

Propriétaire ☐ Locataire ☐

L-P. 24-11-84

Bureau d'assurance du Canada
1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 650
Montréal (Québec)
H3A 3C8


# C.T.C.U.M.

## Avis de remboursement

### à tous les détenteurs de la C.A.M.

**Suite à l'arrêt de travail partiel dans les transports en commun, la C.T.C.U.M. avise les détenteurs de la C.A.M. qu'ils peuvent bénéficier d'un remboursement, selon les modalités suivantes:**

### Remboursement sur le coût de l'achat de la C.A.M. de décembre

**Période d'échange: du 26 novembre au 10 décembre aux loges des changeurs du Métro. La C.A.M. de décembre sera valide dès le 26 novembre 1984.**

### Remboursement en espèces

1. Du 5 au 15 décembre 1984, aux loges des changeurs du Métro.
2. Du 26 novembre au 20 décembre 1984, au 159, rue St-Antoine Ouest, bureau 212, entre 8 h 30 et 16 h 30.

### Coût de la C.A.M. de décembre

| Avec remise des cartes d'octobre et de novembre | |
|---|---|
| Adultes | 11,50 $ |
| Étudiants et citoyens de l'âge d'or | 4,50 $ |

| Avec remise de la carte d'octobre seulement | |
|---|---|
| Adultes | 18,00 $ |
| Étudiants et citoyens de l'âge d'or | 7,00 $ |

| Avec remise de la carte de novembre seulement | |
|---|---|
| Adultes | 17,50 $ |
| Étudiants et citoyens de l'âge d'or | 6,75 $ |

### Montant du remboursement

| Avec remise des cartes d'octobre et de novembre | |
|---|---|
| Adultes | 12,50 $ |
| Étudiants et citoyens de l'âge d'or | 4,75 $ |

| Avec remise de la carte d'octobre seulement | |
|---|---|
| Adultes | 6,00 $ |
| Étudiants et citoyens de l'âge d'or | 2,25 $ |

| Avec remise de la carte de novembre seulement | |
|---|---|
| Adultes | 6,50 $ |
| Étudiants et citoyens de l'âge d'or | 2,50 $ |

**VEUILLEZ NOTER que ces remboursements ne peuvent se faire qu'aux endroits indiqués et vérifiez bien que votre C.A.M. est dûment signée.**

**Nous tenons encore une fois à vous remercier pour votre compréhension et votre coopération.**

**L'équipe C.T.C.U.M.**
**À votre service, chaque jour.**

# MAISONS D'ENSEIGNEMENT

## ART PUBLICITAIRE
### ACADÉMIE DES ARTS



6010 ST-HUBERT - MONTRÉAL H2S 2L7

Une école privée avec un haut degré d'excellence vous offre un cours complet en Art Publicitaire (dessin commercial).

Ce cours de 3 ans comprend la pratique nécessaire à une bonne formation en dessin et la théorie donnant accès aux connaissances essentielles à la carrière d'artiste publicitaire.

Disponible en cours à TEMPS PARTIEL-INTENSIF, à raison de 2 cours par semaine. Jour ou soir.

**DÉBUT DES COURS: 8 JANVIER 1985**

*Prospectus gratuit sur demande*

**Tél.: 276-4582**

Permis du Ministère de l'Éducation No 749691

---

**Ordre des infirmières et infirmiers du Québec**

**La session d'examen pour l'admission à la profession d'infirmière ou d'infirmier se tiendra les 23 et 24 janvier 1985 à l'endroit suivant:**

**Cegep André-Laurendeau**
**1111, rue Lapierre**
**Case postale 300**
**Ville LaSalle, (Québec)**
**H8N 2J4**

**Les candidates non inscrites doivent communiquer avec le Service des examens de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec dès maintenant au:**

**(514) 935-2501**

---

**COURS DE TRAITEMENT DE TEXTES**
**MICOM 2001**

— Cours du soir (40 heures)
— Deux élèves par session
— Service de placement

**Pré-requis**
— Secondaire V
— Maîtrise de la dactylographie
— Maîtrise d'une des deux langues officielles

*Pour inscription et renseignements communiquer avec:*

**Germaine Dandois 849-4159**

**GERMAINE DANDOIS INC.**
*Conseillers en placement de personnel*
**666, rue Sherbrooke ouest**
**Bureau 1102**
**Montréal (Québec)**
**H3A 1E7**

Permis du ministère de l'Éducation, cultura personnelle no 749896.
**Déductible de l'impôt.**

---

**ÉCOLE DE COUPE ET DE COUTURE LAROSE INC.**



- haute couture
- identification des tissus
- coupe à plat
- coupe moulage
- gradation des patrons
- ajustement personnel
- croquis de mode

**JOUR ET SOIR**
Permis n° 749588
**9904, boul. Saint-Laurent, angle Sauvé, Montréal**
**381-5852**

---

Université de Montréal
**Faculté des sciences de l'éducation**

**Programmes de premier cycle en sciences de l'éducation**

**(hiver 1984)**

Certificat en administration scolaire
Certificat en andragogie
Certificat en applications pédagogiques de l'ordinateur
Certificat en enseignement de la bureautique
Certificat en enseignement de l'expression dramatique
Certificat de mesure et évaluation en éducation
Certificat de technologie éducationnelle

**Date limite pour présenter un dossier d'admission**
le 1er décembre 1984

**Pour tous renseignements, prière de s'adresser au:**
Bureau d'information
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Montréal
C.P. 6203, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3T3

Tél.: 343-7622

---

## PROGRAMME INTENSIF LANGUE ANGLAISE
## NOVA UNIVERSITY

**Trimestre d'hiver: 7 janvier au 19 avril 1985**
**Trimestre du printemps: 29 avril au 9 août 1985**

### FORT LAUDERDALE - FLORIDE - U.S.A.

*Endroit réputé pour son caractère international et son excellent climat semi-tropical*

* Heures quotidiennes de pratique dans un laboratoire de langues modernes avec équipement Sony, Apple II et micro-ordinateurs.
- Approuvé pour obtention du visa étudiant (1-20)
- 20 heures de cours par semaine, avec professeurs spécialement formés

** Préparation pour le TOEFL
- Hébergement sur le campus ou dans une famille d'expression anglaise.

*Pour obtenir de plus amples renseignements et une formule d'inscription, veuillez écrire à:*

**NOVA UNIVERSITY ET PROGRAMME D'ANGLAIS INTENSIF**
**3301 College Av., Fort Lauderdale, Florida 33314**
**Tél.: 305-475-7430**

L'université Nova est accréditée auprès de la «Southern Association of Colleges and Schools»

** LE TOEFL ou test «English as a second language» est utilisé pour l'admission des élèves étrangers dans la plupart des collèges et universités d'Amérique du Nord.

---



***Fête annuelle des anciens du Collège Marie-Victorin***

**Le vendredi 30 novembre 1984**
de 19 h à 24 h au pavillon central

**Au programme :**
- retrouvailles avec les étudiants et les professeurs
- exposition de photos et de documents visuels « du bon vieux temps »
- exposition des oeuvres d'une ancienne à l'Espace 7000

**N.B.** Il n'y a pas de frais d'entrée ni de repas ; le bar sera payant.
**Pour les anciens d'éducation spécialisée, secteur régulier : pré-rencontre de « 4 à 7 » au R-035.**

**Renseignements** : 325-0150, poste 269

---

## Collège Marie de France

**LYCÉE FRANÇAIS DE MONTRÉAL**

Inscriptions pour l'année scolaire 1985-1986 au
**4635, chemin Queen Mary — Tél.: 737-1177**

- Examens d'admission pour le secondaire et le collégial: samedi 12 janvier 1985
  et samedi 25 mai 1985
- Admissions sur dossier à l'élémentaire.

---



## SOIRÉE
**D'INFORMATION**
**AU**
## COLLÈGE O'SULLIVAN

**PRÉPAREZ-VOUS AUJOURD'HUI POUR LE BUREAU DE DEMAIN**

L'avenir est prometteur pour l'étudiant qui maîtrise les techniques en bureautique.

**RENSEIGNEZ-VOUS!**

Vous pouvez débuter votre formation dès janvier 1985!

Participez à notre prochaine soirée d'information le jeudi 29 novembre de 19h à 21h.

- Asssistez à des démonstrations
- Visitez notre centre de bureautique
- Rencontrez nos professeurs, diplômés, étudiants et le personnel administratif.

COLLÈGE **O'SULLIVAN**

**1191, rue de la Montagne, Montréal**
**866-4622**

---

## *Cours du soir de langues vivantes*

Menant à un certificat de compétence

**12 semaines à partir de la semaine du 14 janvier 1985 (45 heures) 150 $**

**anglais et français - 5 niveaux**

Nous offrons:
- les cours du samedi matin
- les cours de français à l'heure du déjeuner
- les cours intensifs spéciaux (225 heures)

Test de classement obligatoire

**allemand • italien • russe • espagnol**

**Tests de classement** 5 $ (les chèques ne sont pas acceptés).

- Anglais: le 6 ou le 12 décembre à 19 heures
- Français: le 5 ou le 11 décembre à 19 heures

L'inscription au test de classement doit se faire à l'avance et en personne, du lundi au jeudi, de 9 heures à 18h30 au département des langues, pavillon de la bibliothèque Redpath, salle 214, (adresse postale : 3461, rue McTavish), Montréal (Québec) H3A 1Y1.

Pour renseignements: 392-8301.

**McGill** Centre for Continuing Education

What better place to better yourself.

---

**«SPOKEN ENGLISH»**

## L'ANGLAIS PARLÉ

**CONVERSATION INTENSIVE**

- **PETITS GROUPES**

**4 à 7 PARTICIPANTS PAR NIVEAU**

- **SANS GRAMMAIRE**

**Conversation pratique et courante à tous les niveaux (6 niveaux)**

**Frais 150$ tout compris**

**Durée 6 semaines, 12 cours de 2½ heures chacun**
**Lundi - Mercredi ou mardi - Jeudi**
**Matin, après-midi ou soir**

**SÉANCE D'ESSAI GRATUITE**

**Inscription et entrevue de classement sur rendez-vous seulement du 26 au 30 novembre inclusivement.**

**875-8314**

**CCFA C'EST...**
- **15 années d'expérience dans l'enseignement des langues**
- **À plus de 10000 étudiants et étudiantes**

**620, rue Cathcart - 9e étage**
**Métro McGill - Face à La Baie**

---

## Quand la qualité est de rigueur

### ...Spécial pour les prestataires d'assurance-chômage

## COURS D'ANGLAIS PRATIQUE

25 heures par semaine du lundi au jeudi de 9h15 à 16h00, 40$ par semaine, déductible du revenu imposable.

Dans le cas où vos prestations normales se terminent avant la fin de votre cours d'anglais, vos prestations seront prolongées pour une période allant **jusqu'à 26 semaines** afin de vous permettre de terminer votre cours d'anglais.

**COURS D'ANGLAIS QUI RÉPOND AUX CRITÈRES DU MINISTÈRE EMPLOI ET IMMIGRATION CANADA.**

---

## SANS AUCUNS FRAIS

Séance d'information, test d'évaluation, inscription et documents répondant aux critères du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Téléphonez : **521-5722**
du lundi au jeudi de 9 h à 9 h p.m.

**822, rue Sherbrooke est, 4e étage**
**Montréal, Québec**
**H2L 1K4**

près du métro Sherbrooke

*L'Académie*
DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE
Reconnu par le ministère de l'Éducation #749677
Division de 133102 Canada Inc.

---

**OFFREZ-VOUS... OFFREZ-LUI UN CADEAU POUR LA VIE DÉDUCTIBLE DU REVENU IMPOSABLE**

## COURS D'ANGLAIS PARLÉ

CHOIX D'HORAIRES
**2 fois ou 4 fois par semaine**
*Durée six semaines ou 3 semaines

| COURS DU SOIR: | DE JOUR: |
|---|---|
| Lundi - mercredi | Lundi au jeudi |
| Mardi - jeudi | a.m. 9h15 à 12h00 |
| 18h15 à 20h45 | p.m. 13h15 à 16h00 |

FRAIS: 180$ TOUT COMPRIS
Déductible du revenu imposable

**SESSION DE CONVERSATION ANGLAISE VRAIMENT SIGNIFICATIVE**

CORRECTIONS GRAMMATICALES SELON LES BESOINS
PROFESSEURS D'EXPRESSION ANGLAISE DIPLÔMÉS ET EXPÉRIMENTÉS

EXPOSITION D'ARMES



DIMANCHE 25 NOV.
de 9 h à 15 h
Armes antiques et modernes, militaria, épées, cartouches, etc. Achat, vente ou échange.
au RÉGIMENT ROYAL MONTRÉAL
4625, rue Sainte-Catherine ouest
organisée par l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada
Rens.: 481-2012 Adm.: 2,50$ par personne
Prochaine exposition le 3 février 1985

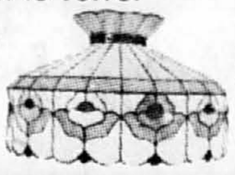
# Pour un statut légal des sages-femmes

La Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FSIIQ) demande au ministère des Affaires sociales de rendre public un rapport qui viserait à la reconnaissance légale des sages-femmes dans la province. Selon cet organisme, la décision est politique maintenant qu'il est démontré que 90 p. cent des accouchements se font sans problèmes et que le Canada, à cet égard, se situe bien au-dessous de la majorité des pays industrialisés, en refusant le choix aux femmes d'accoucher dans les conditions qu'elles désirent. La FSIIQ est consciente de s'attaquer directement au Collège de médecins qui veillera à protéger les obstétriciens avant d'ouvrir la porte aux infirmiers et aux infirmières dans le domaine de la maternité. En Hollande et un peu partout en Europe, la sage-femme a un statut légal au cours de la grossesse et pendant l'accouchement quand il n'y a pas de complications; elle assure aussi le suivi. La FSIIQ affirme que sa proposition permettrait d'assurer des soins à domicile, éviterait des frais énormes à l'État et confirmerait un voeu des femmes, celui de considérer la grossesse et l'accouchement comme autre chose qu'un problème pathologique.

ST-LAMBERT
Maisons de ville très spacieuses, situées près d'un futur parc et des arrêts d'autobus.
• Foyer, piscine • 3 ou 4 chambres à coucher
• 2½ salles de bain
• Sous-sol fini • Garage
• Hypothèque 9% - 3 ans sur les premiers 55000$
Tél.: 465-0230

## MAISONS D'ENSEIGNEMENT

SPÉCIAL
COURS DE VITRAIL
Rég.: $65.00
SPÉCIAL $55.00
Venez vous initier aux joies de travailler le verre.
• Cours de base (technique Tiffany)
• Cours de lampe
• Cours de tige de plomb
• Atelier libre



Le Centre du Vitrail
331-5684
10512, boul. Saint-Laurent (angle Prieur) Montréal
Metro Henri-Bourassa

APPRENEZ LE SHIATSU au CENTRE DES ARTS DE LA SANTÉ
Atelier de Shiatsu de base
les 15 et 16 décembre de 13h à 18h30
avec M. Édouard Fanaberia B.A., S.S.C.
instructeur certifié de niveau international
PROGRAMME D'ACCRÉDITATION DE 9 JOURS DU 15 AU 23 DÉCEMBRE
Le premier centre d'accréditation du Québec depuis 1976
Pour renseignements et brochure (514) 483-1319
Centre: 2105, avenue Grey
(coin Sherbrooke) Montréal H4A 3N3
(4 rues à l'est de Décarie, à deux pas du métro Vendôme)

APPRENEZ LA TENUE DE LIVRES EN 4 SEMAINES SEULEMENT
VOUS GAGNEREZ SÛREMENT PLUS EN TANT QUE TENEUR DE LIVRES
Comptabilité pratique enseignée par des comptables agréés. Choix des classes matin, soir, samedi. Les cours recommencent chaque mois. Aussi nouveau cours de Tenue de Livres sur micro-ordinateur!
Leçon d'introduction GRATUITE.
Service de placement GRATUIT
ÉCOLE COMMERCIALE LONDON
Établie depuis 1970 Permis no 749767
733-5217 ou 733-8261

COLLÈGE FRANÇAIS
185 ouest, av. FAIRMOUNT, MTL. métro LAURIER
INSCRIPTIONS
(pour septembre 1985)
• Primaire: —Annexe-Nord (Cartierville)
—Annexe-Centre (Montréal)
— Annexe-Longueuil
• Secondaire Secondaire 1 plus particulièrement
• Collégial: Session d'hiver (janvier 1985) et d'automne (sept. 1985)
Pour renseignements ou prospectus:
495-2581
Permis #749-971 749-555

EN CHÔMAGE!
Aimeriez-vous apprendre l'anglais et ainsi vous trouvez un meilleur emploi?
Aimeriez-vous continuer à recevoir vos prestations et même les prolonger jusqu'à 26 semaines?
Excellente qualité de cours
• 25 heures par semaine du lundi au jeudi;
• situé près du métro; stationnement facile;
• reconnu par les gouvernements du Québec et du Canada;
• 200$ par mois (4 semaines) payable 50$ par semaine;
• entière déductible d'impôt.
Appelez-nous à 397-1736/7/8
CENTRE LINGUISTA INC.
1440, rue Sainte-Catherine ouest, suite 307, métro Guy
Reconnu par le ministère de l'Éducation
Permis 749798 Culture personnelle

La meilleure façon de perfectionner votre anglais!
Programme intensif spécial d'anglais
15 janvier au 18 mars 1985
du lundi au vendredi, de 9h à 15h
Coût: 870 $ - 225 heures
Conditions d'admission: examen de classement le 7, 8 ou 9 janvier à 9h30
Billet d'admission à l'examen émis à l'inscription
Prochaine session: du 9 avril au 11 juin 1985
Pour renseignements: 392-8301
Département de langues vivantes, pavillon de la bibliothèque Redpath, Salle 214
Adresse postale: 3461, rue McTavish, Montréal, QC H3A 1Y1.
McGill Centre for Continuing Education
What better place to better yourself.

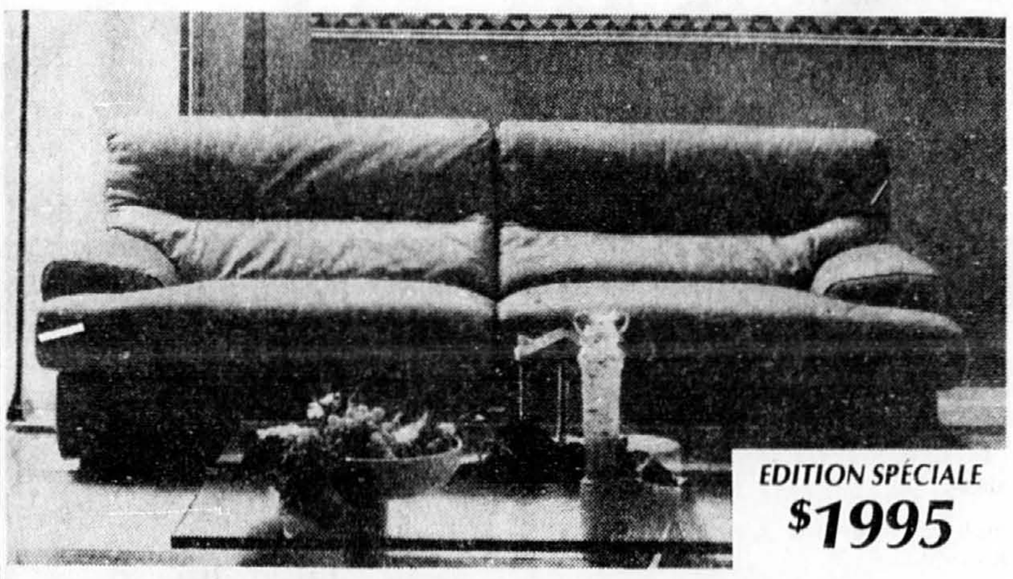
— JANVIER 85 —
INFORMATIQUE ÉLECTRONIQUE
DE NOUVEAUX EMPLOIS
UNE NOUVELLE CARRIÈRE
DES COURS — JOUR OU SOIR
☐ Programmeur analyste ☐ Technologiste en microprocesseur
☐ Programmeur
☐ Entrée des données
NIVEAU COLLÉGIAL
Reconnu par le ministère de l'Éducation 749745
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement L.P. 24-11-84
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉL. ÂGE
Pour renseignements 849-7725
Collège d'informatique du Canada
FONDÉ EN 1967 Métro Peel
2100 rue Drummond suite 430 Montréal Québec H3G 3X1

HORLOGERIE, BIJOUTERIE, QUARTZ, CIRE PERDUE.
PAR CORRESPONDANCE
Dépliants gratuits
Permis no 749659
INSTITUT D'HORLOGERIE DU CANADA LTÉE
1012 est, rue Mont Royal
Montréal H2J 1X6
Tél. 523-7623

INSTITUT INFORMATIQUE APPLIQUÉE
PROGRAMMEUR
Manquez pas l'informatique
IBM
PROCHAIN COURS
14 JANVIER 85
• progammeur appliqué
• programmeur junior
• programmeur analyste
• aide financière
• cours de jour et de soir
• stage en entreprise
525 de Castelnau est
Métro Jean-Talon
APPELEZ-NOUS MAINTENANT
271-7702

SHIATSU KI QUÉBEC
Activités à Shiatsu Ki Québec
Activité spéciale les 1er et 2 décembre 1984
SHIATSU ET FEMMES ENCEINTES
Fin de semaine spécialisée s'adressant aux femmes enceintes et à leurs conjoints et aux personnes travaillant activement auprès des femmes enceintes.
Début prochain d'un programme complet et continu en Shiatsu
Dès le 15 décembre 1984
Pour obtenir plus de renseignements ou pour vous inscrire:
Gilberte S. Tellier, secrétaire
5656 Monkland, NDG, Montréal
H4A 1E4 — Tél.: 1-514-483-5140

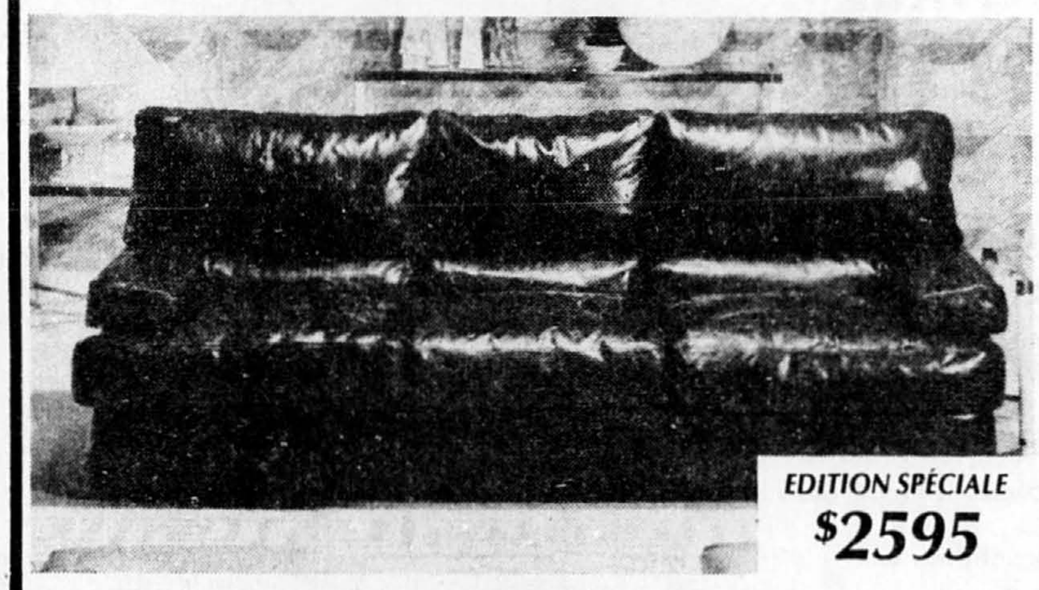
Le mois du cuir au 1425 boul. Dorchester ouest
Ellorenta
Le cuir en fête chez Roche-Bobois
DERNIÈRE SEMAINE



GALA
Ce canapé vous ira comme un gant car il est fait d'une peau très souple et très douce: de la vachette pleine fleur teintée à l'aniline. Comme un gant aussi, parce que vous pouvez choisir vos couleurs à votre goût: le cuir et le passepoil existent chacun en 3 couleurs. Coordonnez-les à l'ambiance de votre salon, ton sur ton ou contrastés. De plus, Roche-Bobois vous l'offre en Édition Spéciale.
Canapé 3 places GALA, 3 coloris au choix.
EDITION SPÉCIALE
$1995



GUÉPARD
Le double coussinage de ce canapé GUÉPARD vous offre un confort à la hauteur du travail très soigné de la «maroquinerie» très décorative avec des surpiqûres qui soulignent le dessin du canapé. Profitez de cette Édition Spéciale qui vous propose à un prix exceptionnel ce canapé 3 places en cuir California 5 coloris.
EDITION SPÉCIALE
$2995



BUFFALO
Bleu marine, couleur étonnante pour ce superbe canapé en buffle. De la plume moelleuse mélangée à de la mousse pour accentuer le confort. Du buffle brillant, au toucher très souple et à l'aspect riche pour une Édition Spéciale Roche-Bobois qui rendra le rêve réalité.
Canapé BUFFALO 3 places en buffle brillant pleine fleur bleu.
EDITION SPÉCIALE
$2595



SULTAN
Le cuir massif est un cuir costaud, un plaisir et un investissement. L'idée originale a été de poser une natte sur une structure traditionnelle pour rendre plus douce la ligne de ce canapé SULTAN, son confort plus profond. Par son Édition Spéciale, Roche-Bobois vous offre le cuir massif, d'une épaisseur de 4 onces, au prix du cuir standard.
Canapé SULTAN 3 places, 3 coloris.
EDITION SPÉCIALE
$2995

ROCHE-BOBOIS
L'art de vivre à l'européenne
Jusqu'au 30 novembre, chez Roche-Bobois, c'est la fête du cuir au 1425 boul. Dorchester ouest. À cette occasion, Roche-Bobois vous propose 4 Éditions Spéciales grâce à des marchés programmés à l'avance et qui nous permettent de vous faire bénéficier d'un prix préférentiel sur ces 4 canapés en cuir.
Le rêve devient réalité!
Demandez le catalogue Roche-Bobois en 2 tomes (118 pages en couleurs).
Contre remboursement ou ci-joint mon chèque de 6$.
Nom: _____
Adresse. _____




MONTRÉAL
1425, boul. Dorchester ouest
H3G 1T7
Tél.: (514) 871-9070
* Ouvert jeudi et vendredi jusqu'à 21 heures.
QUÉBEC - TORONTO - VANCOUVER - PARIS - NEW YORK - BEVERLY HILLS - WASHINGTON - PALM BEACH - LONDRES - GENÈVE

## RECTIFICATIONS

1- **À cause de problèmes d'approvisionnement, ces articles ne seront peut-être pas disponibles dans tous nos magasins, pendant la période de diffusion de notre mini-circulaire de décembre.**

| No de cat. | Description | Page |
|---|---|---|
| 188-607 | Cart. Ms. Pacman CM64 | 32 |
| 188-599 | Cart. Pole Position CM64 | 32 |
| 836-189 | Mallette européenne de 4½" - Brun | 26 |
| 836-627 | Mallette européenne de 4½" - Noir | 26 |
| 730-424 | Cart. Zaxxon Atari | 32 |

2- **À cause de retards chez les vendeurs et les fabricants, ces articles ne seront peut-être pas disponibles dans tous nos magasins, pendant la période de diffusion de notre mini-circulaire de décembre.**

| No de cat. | Description | Page |
|---|---|---|
| 188-649 | Cart. Millipede Atari | 32 |
| 187-989 | Entrainement à disque 1050 Atari | 32 |
| 727-933 | Cart. Cabbage Patch Atari | 32 |
| 727-891 | Cart. Dam Busters Atari | 32 |
| 727-917 | Cart. Grogs Revenge Atari | 32 |
| 857-326 | Cart. Ouest For Tires Atari | 32 |

Distribution aux Consommateurs

LES RÉPARATIONS VONT PRENDRE DEUX SEMAINES

# Valleyfield: pont fermé

Les travaux de réparation rendus nécessaires par l'avarie majeure qui s'est produite mercredi matin au pont qui surplombe la voie maritime, au sud de Valleyfield, devraient durer encore au moins deux semaines.

Ce qui veut dire que la voie maritime restera fermée tout ce temps et que plusieurs milliers d'automobilistes, qui empruntent quotidiennement ce pont, devront continuer de faire un détour d'une vingtaine de kilomètres pour emprunter le pont de Saint-Louis-de-Gonzague.

Déjà, plusieurs bateaux ont commencé à s'immobiliser dans la voie maritime et leur nombre devrait augmenter au cours des prochains jours.

Simpson

**ERRATA:**

Veuillez prendre note des corrections suivantes pour l'encart publicitaire Simpson «À la vôtre»: Les articles suivants ne sont pas disponibles pour cette promotion: **page 15, article 15F** — seau à vin en laiton; **page 29** — logiciels de la série éducative «Easy Match / Easy Count», «Letter Match» et «Word Problems»; logiciel de la série jeu «Jack Attack».

Veuillez allouer 1 à 3 semaines pour la livraison des articles suivants: **page 21, article 21E** — «Lingot d'or» (chocolat), **page 24, article 24K** — bouilloire, **pages 26 et 27, articles B à H** — couteaux «Henckels»; **page 27, article 27A** — batterie «Lagostina», **article 27C** — casserole 2.4 litres (quantités limitées).

**Page 17, article 17D** — tablier. Le prix aurait dû se lire $16 et non tel qu'indiqué.

**Page 25, article 25D** — assiettes à fondue. Non tel que représentés (sont de forme ronde). Veuillez prendre note de la correction suivante pour l'encart publicitaire Simpson «Valeurs — Noël juste pour elle»:

**Page 10** — coordonnés «Petite Profil». Les tailles sont de 4 à 14 et non tel qu'indiqué.

*Simpson regrette tout inconvénient causé par ces erreurs.*

# Un premier centre culturel à Lasalle

Le maire de LaSalle, Michel Leduc, et le ministre des Affaires culturelles du Québec, Clément Richard, ont inauguré, hier, le premier centre culturel de la municipalité. Désigné sous le nom de l'Octogone.

Une exposition des métiers d'art du Québec a été organisée à l'occasion de l'inauguration du centre. Les citoyens pourront y admirer les oeuvres de plusieurs artisans, notamment Harrison, Pomerleau et Hofstelter.


45% DE RABAIS SUR NOS CUISINES EN MÉLAMINE



• OUVRAGE GÉNÉRAL • FENÊTRES • RAJOUT



• SALLE DE BAIN



• SALLE DE JEU



SAMEDI ET DIMANCHE 10 H À 5 H
LUNDI À MERCREDI 9 H À 6 H
JEUDI ET VENDREDI 9 H À 8 H

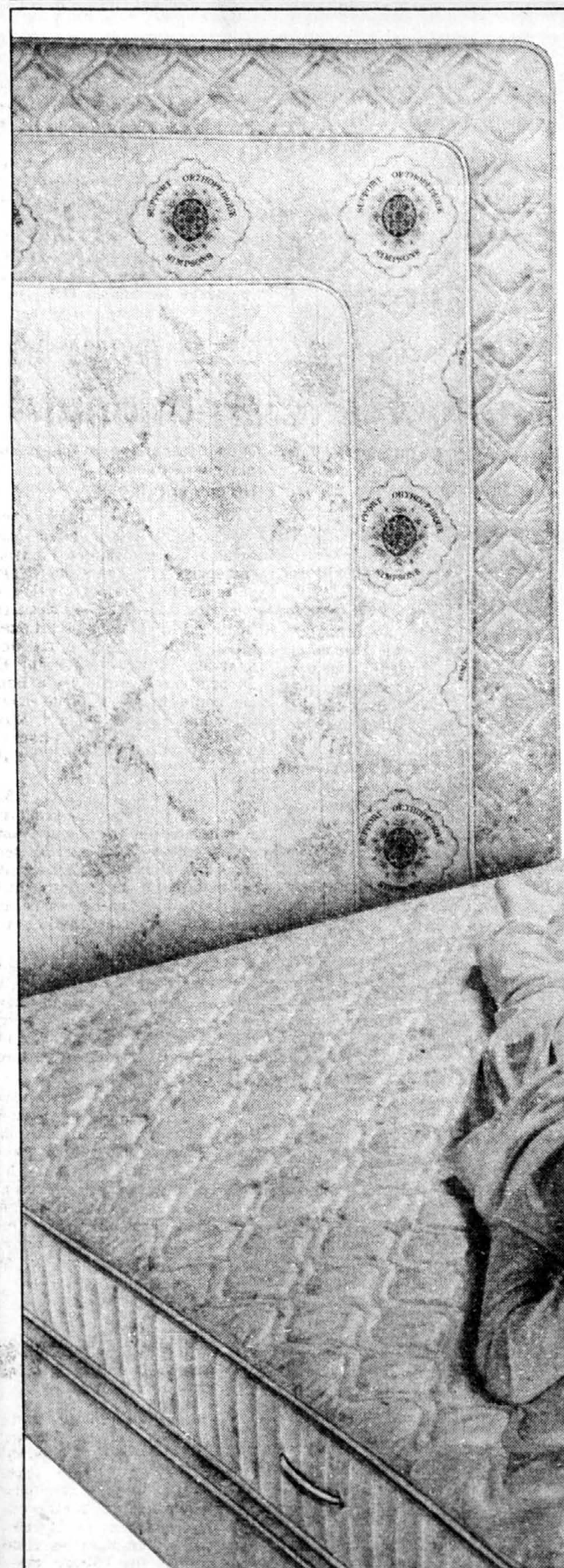
AUSSI 25% DE RABAIS SUR LA PLUPART DES MODÈLES EN CHÊNE

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF À MONTRÉAL DES CUISINES BERAMA

RÉNOVATIONS L'ACADIE — Estimation gratuite à domicile

9725, BOUL. L'ACADIE
337-0702

SIMPSON



# ÉCONOMISEZ 30%

## MATELAS ET SOMMIERS «SUPREMACY SIMPSON» DE «SIMMONS»

Les matelas et sommiers «Supremacy» sont fabriqués spécialement pour Simpson par «Simmons». Ces ensembles de qualité sont maintenant accompagnés d'une économie de 30%. Profitez donc de cette occasion pour vous procurer matelas et sommiers pour toutes les chambres de votre foyer. Rendez-vous immédiatement chez Simpson, ils risquent de disparaître rapidement.

**SUPREMACY I**
**SUPPORT FERME**

| | Ord. Simpson | VENTE |
|---|---|---|
| ENSEMBLE JUMEAU.. | $400.. | **$279** |
| ENSEMBLE DOUBLE.. | $450.. | **$309** |

**SUPREMACY III**
**SUPPORT TRÈS FERME**

| | Ord. Simpson | VENTE |
|---|---|---|
| ENSEMBLE JUMEAU... | $450.. | **$309** |
| ENSEMBLE DOUBLE... | $500.. | **$349** |
| ENSEMBLE QUEEN..... | $550.. | **$379** |

**SUPREMACY IV**
**SUPPORT MOELLEUX**

| | Ord. Simpson | VENTE |
|---|---|---|
| ENSEMBLE JUMEAU... | $500.. | **$349** |
| ENSEMBLE DOUBLE... | $550.. | **$379** |
| ENSEMBLE QUEEN..... | $600.. | **$419** |

Meubles, 401, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.
**Venez... ou composez 284-4231**





**Connaissez-vous**

LA GRANDE ÉVASION DES TURTLES ? Un concours sensationnel ! Des prix extraordinaires. Rencontrez Monsieur Turtle en personne.
Anjou, Fairview, Centre-ville, Laval.
Maintenant jusqu'au 8 décembre.
(Horaire dans chacun des magasins.)
Une dégustation dont vous vous souviendrez ! et un concours qui pourrait vous profiter gros.

Simpson AUJOURD'HUI